

UN ESSAI
DE
CONTINGEMENT D'IMPORTATION
AU XVII^e SIÈCLE

(ÉPISEDE DE LA LUTTE ENTRE RAFFINERIES
COLONIALES ET MÉTROPOLITAINES)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 1^{er} Juin 1935, à 14 heures.

PAR

René PLISSONNEAU-DUQUÈNE

Président : M. QUALID, professeur
Suffragants } *MM. MAUNIER, professeur*
 } *REGNAULT, professeur*

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, Rue Soufflot, PARIS (V^e)

1935

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UN ESSAI
DE
CONTINGENTEMENT D'IMPORTATION
AU XVII^e SIÈCLE

(ÉPISODE DE LA LUTTE ENTRE RAFFINERIES
COLONIALES ET MÉTROPOLITAINES)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 1^{er} Juin 1935, à 14 heures.

PAR

René PLISSONNEAU-DUQUÈNE

Président : M. OUALID, professeur

Suffragants : *} MM. MAUNIER, professeur*
 } REGNAULT, professeur

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, Rue Soufflot, PARIS (V^e)

1935



INTRODUCTION

En juillet 1931, le Gouvernement français essayant d'endiguer l'afflux des marchandises étrangères qui menaçait d'entraîner notre pays encore économiquement sain, dans la débâcle de la crise mondiale, instaurait la politique des contingentements d'importation. Il la présentait comme une mesure nouvelle, mais exceptionnelle et temporaire. Un chiffre était fixé aux importations qu'il prétendait ramener à un taux normal. Défense était faite d'importer au delà de ce chiffre.

Ainsi on s'attaquait directement aux importations. Il était difficile d'ajouter arme plus efficace à l'arsenal déjà impressionnant de défense économique du pays... Mais, la course aux armements se pratiquant aussi bien sur le terrain économique que sur le terrain militaire, les autres nations d'Europe ne tardèrent pas à s'en emparer également.

De graves mécomptes survinrent mais fut incriminé non pas tant le système nouveau que l'inexpérience du début. Il fut maintenu, et, sous l'influence de la pratique et quelque peu aussi du prolongement de la crise, se développa, se perfectionna au point qu'il est en train de supplanter les tarifs douaniers dans la politique douanière et commerciale de nombreux

pays. Certains y voient même le moyen de discipliner, de réglementer les échanges internationaux — triomphe d'une conception de débouchés limités, étroitement réglementés, sur la vieille théorie libérale des débouchés illimités. — La décision récente de l'Italie (décret du 19 février) établissant un contingentement « massif » sur toutes les importations étrangères, en semble l'illustration. Il n'est manifestement plus question d'une mesure exceptionnelle et temporaire. Les contingentements ne sont pas non plus une mesure nouvelle.

Vouloir limiter une importation à un chiffre déterminé à un *contingent* pour employer l'expression moderne, le « barbarisme¹ » — qui, en tout cas dit bien ce qu'il veut dire — officiellement consacré, est a priori une idée aussi vieille que le protectionnisme, si l'on comprend sous ce terme, les manifestations de l'instinct de conservation économique de la Nation.

Elle n'a pas toujours eu cette forme aussi brutale, de limitation avant prohibition, qui rappelle beaucoup les mesures prises durant la guerre par le Comité des Dérégations après de décret de prohibition générale du 22 mars 1917. Tout d'abord, réaction de défense moins violente — contre les dangers évidemment moins graves — elle avait seulement le but modeste de fixer un chiffre convenable aux importations auxquelles il était nécessaire d'accorder un tarif de faveur.

On la retrouve notamment dans les conventions dites

1. Ainsi que le qualifiait M. Giraut, *Principes de colonisation et de Législation coloniale*, t. III, p. 339, 5^e éd., Sirey, 1930.

de bon voisinage où, s'il est rationnel de ne pas s'opposer aux nécessités physiques d'échange entre territoires voisins, il convient de l'imiter à la mesure où elles ne peuvent préjudicier à l'économie du pays les facilités accordées. Ainsi dès 1845, un traité franco-belge prévoyait en faveur de la Belgique un contingentement pour l'importation de ses fils et toiles de lin à un tarif de faveur. De même l'article additionnel du 25 juin 1895 à la convention de bon voisinage entre la France et la Suisse prévoyait pour chacun de ces Etats, l'admission au bénéfice du demi-droit de 15.000 tonnes par an de bois sciés provenant des scieries situées dans un rayon de 10 kilomètres de chaque côté de la frontière. Depuis le traité de Versailles, nombreuses ont été de telles conventions, soit entre pays voisins et alliés soit même entre la France et l'Allemagne. Mais, il est un domaine où sous cette forme théoriquement atténuée, elle a trouvé à s'exercer d'une façon dont les effets et les répercussions sont, dans leur sphère propre, comparables aux limitations avant prohibition apportées aux importations internationales : les *importations coloniales*.

Depuis 1890, certaines importations de Tunisie en France n'ont droit à la franchise ou à un tarif réduit que jusqu'à concurrence d'un certain chiffre, et paient au delà le tarif minimum. Le Maroc depuis 1923, est soumis à pareil régime pour la plupart de ses importations en France, et, depuis 1922, les rhums coloniaux qui pour certaines colonies à monoculture, Martinique, Guadeloupe, Réunion, constituent le principal produit, ne peuvent pénétrer en France, au delà d'une certaine

imite, sans payer une surtaxe pratiquement prohibitive. Et, sous le qualificatif de « contingentement intelligent » n'est-il pas question depuis plusieurs années de régler l'accès des principales productions coloniales dans la mesure où elles peuvent convenir au marché français : riz d'Indochine, vin d'Algérie, sucres des colonies, etc.

Les colonies sont des territoires physiquement distincts de la Métropole et, si elles lui sont théoriquement de plus en plus rapprochées par une assimilation politique, cette séparation physique accentuée par une séparation douanière, tend à les faire considérer comme des pays non pas étrangers, mais distincts. Aussi se heurtent-elles parfois comme les autres, à l'instinct de conservation économique de la Métropole, l'instinct dont on a pu à tort ou à raison, qualifier parfois les manifestations d'égoïsme métropolitain.

Cet égoïsme avait autrefois sa doctrine : Le *pacte colonial*. Le protectionnisme qui le caractérise aujourd'hui n'en est que la forme défensive, heureusement fort éloignée de cette forme active qu'il avait à ses débuts : tout par et pour la Métropole, rien que par la Métropole.

Or, en même temps que s'élaborait ce Pacte, nous voyons naître l'idée de contingentement d'importation. Elle se trouve nettement exprimée en un vieux mémoire anonyme et sans date de fin xvii^e siècle.

Une référence de M. Josa¹ nous l'a fait découvrir

1. G. Josa, *Les industries du sucre et du rhum à la Martinique*, thèse Paris, 1931, p. 74.

tandis que nous recherchions quelles pouvaient être les origines les plus lointaines du système des contingentements d'importations coloniales, objet premier de notre étude.

Malheureusement, ce mémoire consulté, il nous est apparu qu'il n'avait pas la signification, que, par méprise, lui attribuait M. Josa. Il n'y est, en effet, point question d'une application mais d'un simple projet de contingentement. Toutefois, la notion du système s'y trouve nettement définie. Et, replaçant ce mémoire en son époque, il nous a été possible d'en reconstituer la date, de retrouver peut-être l'auteur, et ce qu'il y a de plus intéressant, d'y adjoindre d'autres documents où, pour la même matière, l'idée de contingentement est reprise sous une forme certes amenuisée, mais qui pour avoir été mise en pratique, n'en constitue pas moins une contribution des plus précieuses à la notion du système.

Encouragé par notre Professeur M. Oualid, nous serions heureux de pouvoir montrer tout l'intérêt que peuvent comporter les premières tentatives d'un système économique qui prend tant d'importance de nos jours.

Simple épisode de cette lutte à outrance entre Raffineries coloniales et Raffineries métropolitaines qui caractérise l'histoire économique des Antilles fin xvii^e siècle, ces essais de contingentement, n'ont-ils pas l'avantage de nous reporter à cette période de vie intense, où, sous la fébrile activité et la clairvoyance géniale d'un des plus grands ministres de la France, s'organisaient les premiers rapports entre métropole et colonies, l'an-

dis que se précisait avec logique et un sens profond des réalités nationales, une doctrine d'échanges internationaux à laquelle, malgré les critiques, les railleries les plus cruelles, les Nations se reportent d'instinct, chaque fois qu'une période de dépression, de restriction économique analogue à celle qui sévissait fin xvii^e siècle, vient à les menacer dangereusement. Pacté colonial et mercantilisme, deux chartes du nationalisme économique souvent critiquées, le plus souvent appliquées.

Les contingentements d'importations tant coloniales qu'internationales nous y ramènent sous une forme, une technique plus modernes. N'est-il pas curieux de noter que le principe en est contemporain ?

N'est-il pas en outre remarquable, que cette idée de contingenter une importation coloniale, soit apparue précisément dans les colonies où ce régime appliqué à leur principal produit, conditionne en ce moment, toute la vie économique et comporte l'application la plus poussée, la plus perfectionnée : les Antilles françaises. Elles le doivent à cette monoculture de la canne à laquelle elles se sont adonnées dès le début de leur colonisation et qui pendant tout l'Ancien Régime avait fait d'elles les plus importantes colonies de la France, celles pour lesquelles s'élaboraient et s'organisaient en premier lieu la législation coloniale et le système colonial français.

*
* *

Feront l'objet d'un premier chapitre les circonstances qui ont provoqué les premiers essais de contingentement

d'importation coloniale : d'une part la lutte de Colbert pour exclure les Hollandais du fructueux commerce des sucres des Antilles et la création consécutive de raffineries aussi bien dans ces îles qu'en France, d'autre part, la campagne contre la concurrence des sucres raffinés coloniaux et les droits protecteurs qui furent établis à leur encontre. Circonstances qui, comme on le voit, correspondent à l'élaboration successive des deux parties du pacte colonial : l'exclusif et le protectionnisme métropolitain.

Mais les raffineries coloniales se disant lésées, réclament justice, et comment dès lors, apparaît, se justifie et est rejeté, le projet de contingentement, tentant de les exempter des nouveaux droits jusqu'à concurrence du chiffre de leurs importations habituelles, est ce que nous essayerons de montrer dans un second chapitre,

Dans un troisième chapitre, nous verrons comment cette idée de contingentement a pu réapparaître sous la forme d'exemptions particulières limitées suivant les mêmes principes, d'abord à propos des mêmes droits, puis, la lutte entre raffineurs métropolitains et coloniaux s'étant aggravée à la faveur des effets inattendus des arrêts de 1684, afin de tenter d'échapper aux droits beaucoup plus rigoureux de l'arrêt de 1698. Avec le rejet de cette demande, est définitivement installé et mis au point le pacte colonial pour le commerce des sucres de l'Ancien Régime.

Nous concluons enfin, en essayant de grouper les quelques enseignements que pour le système des contingentements d'importations coloniales, il nous aura été possible de mettre en relief au cours de cette étude.

CHAPITRE PREMIER

LES CIRCONSTANCES POLITIQUES ET ECONOMIQUES ANTERIEURES AUX ESSAIS DE CONTINGENTEMENT.

Sommaire. — 1. Le commerce des sucres aux Antilles vers 1661. Son accaparement par les Hollandais : Les profits qu'ils en tiraient. Leurs raffineries.

2. La décision de Colbert de leur enlever ce commerce et de le réserver exclusivement à la France. Ses efforts. La Compagnie des Indes Occidentales. L'exclusif.

3. Organisation de l'économie franco-antillaise à la suite de l'exclusif. Les raffineries françaises et les planteurs coloniaux.

4. Conséquences de l'obligation d'importer en France tout le sucre des Antilles. Le Monopole des raffineurs métropolitains. La ruine des planteurs coloniaux. Ses dangers.

5. Remèdes proposés. Décision de Colbert de faire installer des raffineries aux Antilles. Premières tentatives. Encouragements du Ministre et du Roi.

6. L'activité de l'intendant Patoulet. Premiers résultats. Hausse des sucres bruts. Ruine des raffineries hollandaises.

7. Campagne des Raffineries métropolitaines également menacées, contre leurs concurrents des colonies. L'arrêt du 18 avril 1682 et la seconde partie du pacte colonial; le protectionnisme métropolitain.

Il est d'un intérêt primordial pour l'étude de l'origine de tout système économique de la bien situer en son époque, de reconstituer autant qu'il est possible les circonstances principales qui ont concouru à son appa-

rition. Aussi, pour bien saisir les traits de ces premiers essais de contingentement d'importation coloniale, nous paraît-il utile de rappeler les facteurs économiques et politiques dont ils procèdent directement : l'importance du commerce des sucres des Antilles dans la seconde moitié du xvi^e siècle, la lutte de Colbert contre les Hollandais et l'élaboration concomitante du Pacte colonial pour le leur enlever et l'organiser au profit exclusif de la France.

I. Les Hollandais et le commerce des Isles dans la deuxième moitié du xvi^e siècle.

Au moment où Colbert arrivait au pouvoir et commençait à s'intéresser aux affaires de la marine et des colonies, les « Isles françaises de l'Amérique », ainsi que se nommaient à cette époque les Antilles étaient déjà des colonies développées et peuplées ; beaucoup plus que les autres possessions infiniment plus vastes que protégeait le drapeau royal : l'Amérique du Nord, la Floride, la Côte Occidentale d'Afrique.

Ce développement était le résultat des efforts et des sacrifices de la Compagnie des Isles de l'Amérique qu'en 1635, Richelieu avait chargée de leur colonisation. Efforts et sacrifices intéressés bien entendu, puisqu'elle n'y avait recherché que le moyen de tirer le plus grand profit possible de ses privilèges d'exploitation et de commerce. Mais elle avait su développer la culture de la canne et surtout introduire la fabrication du sucre en ces îles où les conditions naturelles de climat et de

sol étaient au mieux réunies pour la culture de cette plante.

Rien n'avait été épargné à ce but : les avances, les concessions, les facilités les plus grandes avaient été consenties à tous ceux qu'elle croyait capable de montrer aux habitants¹ l'art de fabriquer cette denrée dont l'usage se répandait en Europe et dont elle avait entendu dire qu'elle rapportait de grands bénéfices au Brésil et aux Grandes Antilles².

Mais sous le ministère de Mazarin, l'aide puissante que la royauté accordait aux grandes Compagnies qui accomplissaient à leur insu et avec l'argent des particuliers, une œuvre d'Etat, se relâcha et avant qu'elle eut pu recueillir le fruit de ses efforts, la Compagnie des Isles était liquidée et les Isles vendues à leurs anciens gouverneurs (1650).

Cependant la nouvelle production prenait une rapide extension. Les autres cultures étaient abandonnées pour celle de la canne, et les colons, attirés par les riches profits auxquels elle donnait lieu, se faisaient plus nombreux. La monoculture s'installait.

Elle eut comblé les vœux de la Compagnie des Isles : elle était, en effet, la source d'un courant d'échanges des plus étendus et susceptible de faire fructifier avantageusement leur monopole d'exploitation et de commerce. Travaillant uniquement à la production d'une denrée avantageusement vendue en Europe, ces colonies étaient obligées de faire venir de l'extérieur tout ce qui

1. Cf. Josa, *op. cit.*, page 18 et s.

2. Bib. Nat. MSS, Nouvelles acquisitions françaises 931E, fol. 70.

était nécessaire à leur subsistance et à leur développement : les vivres, les étoffes, les instruments agricoles, les machines et ustensiles pour les sucreries, les bestiaux, etc.

Les Hollandais se substituant à la marine et au commerce déficients de la France, surent habilement entretenir, développer et tirer profit de ce beau courant d'échanges. Leurs navires venaient nombreux aux Isles les fournissaient abondamment en harengs, viandes salées, bœufs, mulets, étoffes et produits de toutes sortes, tant de Hollande que de France. Ils prenaient en échange les sucres bruts grossièrement fabriqués qu'ils portaient à leurs puissantes raffineries d'Amsterdam et de Flemingue, et les « distribuoient ensuite raffinés dans toute l'Europe et particulièrement en France³ ».

De substantiels bénéfices étaient ainsi assurés à leur marine qui trouvait tant à l'aller qu'au retour un frêt avantageux pour plus de 50 vaisseaux, à leur commerce qui retirait de ce trafic un profit de l'ordre de 100 à 200% tout en faisant moins cher que les Français et surtout à leurs raffineries : à Amsterdam seulement, 60 raffineries « roulaient » nuit et jour « et les villes de Mildebourg et Flemingue s'en étaient formées au point florissantes où elles sont devenues⁴ ». Leurs productions nationales : viandes, harengs, salés, outils, bestiaux, trouvaient un débouché appréciable tandis qu'en fournissant l'Europe et principalement la France de

3. *Mémoire des raffineurs*, Arch. Nat. Col., F3 162 et en annexe, p.134.

4. *Isles françaises de l'Amérique*, Mémoire général, juillet 1695, Arch. Nat. Col., F2 A15 et May, *Histoire économique de la Martinique*, Paris, Rivière, 1930, p. 112 et s.

sucré raffiné, ils retiraient de ces pays ce signe de la richesse si précieux aux mercantilistes : l'or. Les « habitants » des îles assurés de l'écoulement facile et avantageux d'une production, en laquelle ils se spécialisaient, y voyaient également leur compte. Ainsi, production et commerce se développaient parallèlement au profit des uns et des autres. Mais les colons « étaient devenus plus les sujets de la Hollande que de la France⁵ » à laquelle d'ailleurs ils n'appartenaient plus que par ce vague lien de suzeraineté qui liait au Roy de France, les Seigneurs propriétaires des Isles. Mais ceux-ci n'étaient-ils pas intéressés aussi au commerce des Hollandais qui leur rapportait d'appréciables revenus : le Gouverneur de la Martinique en retirait, dit-on, une pension estimée à 150.000 livres par an⁶.

Pareil état de choses ne manqua pas d'émouvoir fortement Colbert si soucieux de la grandeur et de la richesse de la France. Nous trouvons un écho de ses ressentiments dans sa volumineuse correspondance et les Mémoires de l'époque⁷.

Détruire la puissance commerciale de la Hollande, reprendre les Isles et en ramener tout le commerce si fructueux au profit exclusif de la France seront les principaux buts de sa politique coloniale qu'il poursuivra avec acharnement. A en voir le profit qu'en tiraient les Hollandais, un tel commerce n'était-il pas capable d'enrichir avec la nation tout entière qui ne serait plus

5. Aff. Etrang. Mém. et Doc., France commerce 2017, f 73 V.

6. Mémoire des Moyens, 1663, Arch. Nat. Col. F2 B.

7. Voir principalement Clément Pierre, Lettres et instructions de Colbert, III, 2^e partie et Arch. Nat. Col., Mémoire des Moyens F2B.

obligée d'importer de l'étranger, la privant de son or, une denrée de plus en plus appréciée, l'agriculture, les manufactures et les cinq grosses fermes du Roy : les droits d'entrée passeraient aisément à 1 million de livres⁸.

Ainsi pour toute la durée de l'Ancien Régime le sucre et les Antilles deviendront le pivot de la politique coloniale de la France⁹.

II. Efforts de Colbert pour enlever ce commerce aux Hollandais. La Compagnie des Indes Occidentales. L'exclusif.

Pour parvenir à ses fins, Colbert emploie la méthode traditionnelle de la Monarchie : une grande compagnie est fondée, mais à l'imitation de la Hollande et de l'Angleterre¹⁰, celle-là infiniment plus puissante que les précédentes : la Compagnie de la Terre Ferme de

8. Mémoire des Moyens, 1663, Arch. Nat. Col. F2B.

9. Bien avant Colbert l'importance de ce commerce des Antilles abandonné aux Hollandais avait retenu l'attention des hommes d'Etat et des hommes d'Affaires de France.

Fouquet, qui possédait d'ailleurs une plantation à Sainte-Lucie et une autre à La Martinique, avait déjà formé le projet d'en réserver le profit à la France (v. à ce propos V. Gabriel Marcel, le *Surintendant Fouquet, vice-roi d'Amérique*, p. 15 et *Recueil des dépenses de Fouquet* Amsterdam, 1665-1667, tome III, p. 360).

De même le banquier parisien Formont dans un mémoire de 1662 (Arch. Nat. Col. C8 2 *Relation des Isles d'Amérique et Mémoire du sieur Formont*) signalait tout le parti que pourrait retirer la marine et le commerce de France en exemptant de droits les marchandises venant des îles.

10. *Isles Françaises de l'Amérique*, Mémoire général, juillet 1695; Arch. Nat. Col., F² A¹⁶.

l'Amérique devient par édit de mai 1664 la Compagnie des Indes Occidentales.

Des territoires immenses sont soumis à ses privilèges « non seulement toutes les isles, Cayenne et la Terre Ferme d'Amérique depuis la Province des Amazones jusqu'à celle d'Orenoy, mais encore le Canada, l'Acadie, l'isle de Terre Neuve et austres isles et terres fermes depuis le nord du Canada jusqu'à la Virginie et la Floride, ensemble toute la côte de l'Afrique depuis le cap Vert jusqu'au cap de Bonne-Espérance^{10bis} ». Cependant le but principal est d'assurer exclusivement le commerce des Isles. « La principale visée du Roy, soulignait encore Colbert quelques années plus tard, est d'attirer dans le Royaume tout le commerce des isles de l'Amérique dont les estrangers s'étaient emparés¹¹ » et l'on comprend fort bien l'immense étendue des territoires concédés à la compagnie si l'on songe qu'ainsi rendue « maîtresse de l'Atlantique, elle exploiterait et administrerait au profit exclusif de la France nos colonies d'Amérique et recruterait en même temps par la fondation de nombreux comptoirs sur la côte occidentale d'Afrique, les travailleurs nécessaires à la prospérité des Antilles¹² ».

Ainsi cette compagnie serait une arme puissante aux mains de Colbert pour ravir aux Hollandais le commerce des îles. Elle seule d'ailleurs pouvait posséder les

^{10bis}. Idem.

¹¹. Colbert, instructions du 16 sept. 1668. Clément, III, 2^e partie, p. 406.

¹². Helly, *De l'idée de Pacte colonial d'après Colbert*, thèse Paris, 1907, p. 63-64.

vaisseaux suffisants pour satisfaire aux besoins de ce commerce¹³.

Les Isles sont rachetées, la lutte entamée contre les Hollandais. Mais la compagnie se révélait rapidement insuffisante. L'aide puissante que lui accordait le roy ne parvenait à soutenir des finances obérées par les avances considérables faites aux colons, ni lui faire remplacer ses vaisseaux décimés dans la guerre avec l'Angleterre, et la lamentable administration de ses commis devenait une gêne insupportable pour le développement des Antilles. Colbert avec une magnifique clairvoyance des choses du commerce, lui substituait peu à peu la libre activité privée directement protégée et contrôlée par le Roy. Les armateurs et commerçants de Nantes, La Rochelle et Bordeaux se mirent à construire, armer et affréter de nombreux navires et, en 1672, 84 vaisseaux dont 26 de La Rochelle et 25 de Nantes assuraient ce trafic¹⁴.

En 1674, la Compagnie, dont la charge se faisait de plus en plus lourde, et qui ne servait plus guère qu'à assurer le rôle « peu honorant » de pourvoyeur de nègres de la côte occidentale d'Afrique, était dissoute. Les « isles » sont rattachées à la couronne et forment désormais partie intégrante du Royaume, sous le nom de Domaine d'Occident.

13. Selon un inventaire établi en 1664 de tous les navires de France, nous n'avions que 39 navires de 200 à 250 tonnes, 17 de 250 à 300 tonnes, 10 de 300 à 400 tonnes. (500 Colbert, *Registre de 350 ff°*). La compagnie pouvait en posséder une cinquantaine en mesure d'effectuer le voyage des Antilles.

14. *Liste des permissions*, f^o 109-117, Arch. Nat. Col. B⁴ et May, p. 116.

Mais le but de Colbert était atteint. Dès 1670, les Hollandais étaient pratiquement éliminés du commerce des Antilles. Il pouvait écrire : « Les Français font à présent tout le commerce des Isles et le sucre n'est plus diverté par les estrangers¹⁵. »

Ce résultat est dès lors sanctionné par une série d'ordonnances de plus en plus strictes dans le but d'exclure les étrangers du commerce avec les colonies mais visant tout particulièrement le commerce des Antilles.

L'ordonnance du 16 juin 1670 portait « défense à tous bâtiments étrangers de mouiller dans les isles ni de naviguer aux environs d'icelles à peine de confiscation, et à tous sujets habitant les dites isles ou y faisant le commerce, de recevoir aucune marchandise des vaisseaux étrangers, ni avoir aucune correspondance avec eux sous peine de confiscation, de 500 livres d'amende pour la première fois, et de punitions corporelles en cas de récidive¹⁶ ». Cette ordonnance était encore renforcée par celles du 13 septembre 1686, 20 août 1698, etc. L'ensemble sera repris et codifié par les lettres patentes en forme d'Edit du 27 octobre 1727 plus connu sous le nom d'Edit de Fontainebleau et qui est l'expression légale du pacte colonial sous sa forme active : l'*exclusif*.

Ainsi, à propos de ce commerce des Isles, il fut interdit aux coloniaux de recevoir des marchandises étrangères, de se servir de navires étrangers et d'expédier leurs denrées à l'étranger.

15. Colbert à Landais, 14 fév. 1671; Clément, III², p. 647.

16. Petit, *Droit public ou Gouvernement des Colonies Françaises*, édité par A. Girault, Paris, 1911, p. 438.

Ce n'était somme toute là, une fois la Compagnie des Indes Occidentales dissoute, que la transposition sur le plan national des privilèges d'exploitation et de commerce des colonies, primitivement octroyées aux grandes compagnies. Non plus à une compagnie, mais à la nation ou plutôt à la métropole et l'ensemble de ses nationaux, était réservé le monopole d'exploitation commerciale des colonies.

III. Organisation de l'économie franco-antillaise à la suite de l'exclusif.

Ce monopole comportait une triple source de profit : les fournitures aux colonies, le fret, les importations de ces colonies.

A la façon dont les Hollandais en avaient tiré parti, on conçoit combien avantageuse en ces différents points se révélait la nature du commerce de ces îles qui se spécialisaient de plus en plus en la production du sucre.

Les colons étaient de plus en plus obligés de faire venir de l'extérieur tout ce qu'il leur fallait « pour vivre s'habiller, meubler, bastir et travailler »¹⁷. Dès 1666, il ne fallait pas moins selon le gouverneur général de Tracy de 80 navires et 3 millions de marchandises pour alimenter les colonies¹⁸. « Les isles sont un gouffre qui consomment une furieuse quantité de marchandises¹⁹ ».

17. Mémoire des Directeurs généraux, Arch. Nat. Col., F² A¹⁵

18. *Id.*

19. Mémoire sur l'état véritable, ..1668, Arch. Nat. Col., F² A¹⁵.

Quel beau débouché pour toutes les productions du Royaume, quel bel élément de négoce et de fret pour les commerçants et les armateurs des ports, dont l'activité et l'initiative s'étaient si heureusement substituées à l'insuffisance et à la nonchalance de la Compagnie des Indes occidentales.

Le plus important demeurerait cependant les importations de sucré. Par les droits d'entrée, elles rapportaient des revenus appréciables au Trésor royal. En même temps, elles pouvaient suffire à approvisionner la nation de cette denrée qu'elle n'aurait point besoin de faire venir de l'extérieur, évitant ainsi les sorties d'or si préjudiciables à la richesse d'un pays.

Cependant, ces sucres importés n'étaient que des sucres bruts, grossièrement obtenus par des procédés fort rudimentaires²⁰ d'une industrie encore en son enfance aux Antilles. Ils ne pouvaient être consommés en l'état. Les épurer, les blanchir, les « raffiner » était, avant de les présenter à la consommation, une opération indispensable qui avait fait la fortune des villes de Hollande. N'était-ce pas précisément là, matière à une industrie capable d'occuper de nombreux ouvriers dans le royaume, d'enrichir les villes et même de donner lieu à des exportations fort profitables pour la richesse monétaire de la France.

Aussi tandis qu'il s'efforçait de donner à son pays une marine et des marchands à même d'approvisionner

20. Labat, *Nouveau voyage aux isles de l'Amérique*, Paris, 1722, t. III, p. 320 et s.

les « Isles » et d'en rapporter les denrées, Colbert se mettait-il en devoir de créer en France des raffineries susceptibles de remplacer, tout au moins pour la consommation du Royaume, les raffineries hollandaises et même de leur faire plus tard une concurrence ruineuse sur les marchés étrangers. Cette industrie entrait dans les attributions de la Compagnie des Indes occidentales. Dans l'article XVIII des *Lettres patentes de may 1664* il est prévu que « le sucre raffiné en France dans les raffineries que ladite compagnie aurait établies ne serait pas soumis aux droits d'exportation²¹ ». Mais Colbert suscite et encourage là encore de préférence, les initiatives privées. C'est ainsi que, pour amener Guy Terré, marchand de Rouen à construire deux raffineries en cette ville, il n'hésite pas à lui avancer une partie du capital. Cette entreprise n'était-elle pas des plus utiles « à l'Estat, à l'augmentation de la navigation et au développement des Colonies²². »

Il protège ensuite fortement cette industrie naissante par des droits très élevés contre les sucres raffinés étrangers : 15 livres du cent pesant en 1664, puis 22 livres 10 sols un an plus tard (arrêt du 15 sept. 1665). Il encourage également leurs exportations en les dotant de primes : un arrêt du 29 sept. 1670 enjoint aux fermiers de restituer 6 livres par quintal de raffiné exporté, représentant 250 kg. de sucres bruts, un autre arrêt du 22 janvier 1671 ramenait cette prime à 4 livres du quintal

21. Arch. Nat., Col., C^s B¹⁹.

22. Ch. de Commerce de Nantes, C. 733.

par suite de la réduction à 40 sols du droit d'entrée sur les sucres bruts des isles²³.

Ces raffineries connaissent « tant de succès qu'elles se sont trouvées bientôt augmentées en grand nombre dans les ports des cinq grosses fermes plus à la portée du commerce des Isles » à Rouen, La Rochelle et Bordeaux puis à Saumur, Angers, Orléans mais surtout à Nantes qui bénéficie peu à peu de la « diminution des autres ports²⁴ ». On en voit bientôt aussi à Marseille et à Dunkerque qui se mettent à exporter abondamment en Italie et en Allemagne. Mais, Bordeaux, Nantes, La Rochelle et Rouen sont les principaux centres de leur activité : il y eut jusqu'à 12 à Rouen, 5 à La Rochelle, 3 à Bordeaux²⁵ et 3 ou 4 à Nantes.

Cependant les importations de sucre des Antilles ne devaient pas seulement alimenter le trésor royal, enrichir la nation, donner lieu à un commerce et un fret avantageux aux négociants et armateurs des ports, fournir abondamment de matières premières les raffineurs du royaume, elles devaient en outre procurer aux producteurs sucriers un certain profit leur permettant de vivre, de développer leurs exploitations et d'intensifier ainsi tout ce courant d'échanges.

Ainsi tous les producteurs du royaume agriculteurs et artisans, les armateurs et les négociants des ports, le trésor royal vigoureusement représenté par les fermiers,

23. Archives nationales ADX148.

24. *Isles Françaises de l'Amérique*, Mémoire général, juillet 1695. Arch. Nat. Col., F² A¹⁵.

25. *Mémoires des raffineurs*, 1683, Arch. Nat. Col., F³ 162.

les consommateurs, la Nation toute entière et surtout les Raffineurs du Royaume devaient, en même temps que les planteurs coloniaux, trouver leur profit dans l'organisation de cette économie fermée que constituait le commerce franco-antillais des sucres sous le coup de l'exclusif.

Mais le problème reposait essentiellement sur deux catégories d'intéressés : les « habitants sucriers » qui produisaient le sucre brut, et les raffineries métropolitaines qui transformaient cette matière première pour la présenter à la consommation. Ils constituaient pour ainsi dire l'échelon producteur duquel dépendaient tous les autres.

Le but de Colbert, ainsi que nous l'avons vu, était d'atteindre « le cœur et les entrailles » de la Hollande en ruinant son commerce et de bâtir la puissance commerciale de la France sur cette ruine en utilisant au mieux ses colonies.

Cette double visée qui s'accomplissait simultanément ne manquera pas de créer une certaine contradiction dans l'attitude adoptée vis-à-vis des deux catégories de producteurs : sucriers coloniaux et raffineurs métropolitains, qui devaient fatalement s'opposer.

IV. Conséquences de l'obligation d'importer en France tout le sucre brut des Antilles.

Ne pouvant ni exporter à l'étranger, ni en faire venir es marchandises dont ils avaient besoin, il fallait bien que les planteurs coloniaux trouvassent en France, leur

unique marché, un débouché certain et rémunérateur. En toute logique, ce marché aurait dû leur être réservé de même que leur marché colonial devait être exclusivement approvisionné par les produits de la Métropole.

Or, dans le tarif de 1664²⁶, il n'était même pas question de protéger les sucres coloniaux contre la concurrence étrangère. Quelle qu'en fut la provenance, les sucres bruts payaient 4 livres du quintal. Par contre, les sucres raffinés étrangers — qui, à cette époque ne pouvaient concurrencer que les raffineries du Royaume — étaient taxés à leur entrée en France à raison de 15 l. du quintal. Dans le tarif qui suivit en 1665, on augmenta encore les droits sur les sucres raffinés étrangers; ils passèrent à 22 l. 10 sols du quintal. Cette mesure semblait vouloir atteindre exclusivement les raffineries de Hollande. D'autres catégories de sucres blanchis pouvant être livrés directement à la consommation furent taxés à un degré moindre : 15 l. pour les cassonades du Brésil. Mais les « Mascoûades dudit pays », les « barloutes, pannelles et sucres de St-Thomas » qui, eux, pouvaient concurrencer les sucres coloniaux ne payaient que 7 l. 10 sols pour les uns et 6 livres seulement pour les autres. Les sucres des colonies continuaient à payer 4 livres du cent pesant²⁷.

Les intérêts du Trésor n'étaient pas perdus de vue. Mais à peine protégés contre la concurrence étrangère, les

26. Arch. Nat., AD, VII, 3.

27. Arrêt du 15 sept. 1665, Arch. Nat. ADXI 48.

planteurs coloniaux pouvaient-ils trouver en France un marché assez large pour absorber toute leur production ? Loin de là... Cette production, du temps des Hollandais était prévue pour un marché européen. Depuis le monopole de la Compagnie des Indes Occidentales, elle augmentait encore, tant par le dynamisme propre de ces terres nouvelles que par les avances consenties par la Compagnie aux planteurs. On comprend donc que la consommation du Royaume ne pouvait suffire à l'absorber. Comment, d'autre part, cette consommation aurait-elle pu être augmentée en une période de restriction aussi marquée que celle de fin xvii^e siècle, alors qu'il s'agissait d'une denrée à peine connue et revenant au consommateur, à un prix fort élevé par les frais dont elle était grevée.

L'année suivante un arrêt du Conseil d'Etat²⁸ vint réduire la taxe perçue sur les sucres bruts des colonies. Mais, cette réduction fut de courte durée. Supprimée en 1667²⁹, elle est cependant rétablie en 1670 (arrêt du 10 décembre 1670)³⁰. « Dans l'espoir », écrivait Colbert à Colbert du Terron à qui il envoyait copie de cet arrêt « qu'avec une telle concession les Français pourront avoir le commerce des isles à l'exclusion des étrangers ».

Mais ce n'était là qu'un léger palliatif. Tout le sucre des Isles ne pouvant être consommé en France, le seul remède était d'en « déverser le trop-plein hors du royaume ».

28. Arrêt du 7 mai 1666, Arch. Nat., AD, XI, 48.

29. Arrêt du 18 avril 1667, motifs de l'arrêt du 16 décembre 1670; Arch. Nat. Col., AD, XI, 48.

30. Arrêt du 10 décembre 1670, Arch. Nat. Col., AD, XI, 48.

Colbert se mit en devoir d'encourager l'exportation, mais ce fut l'exportation des seuls sucres raffinés. Il ne pouvait, en effet, être question d'expédier à l'étranger des sucres bruts qui auraient alimenté à nouveau les raffineries de Hollande qu'il s'agissait précisément de ruiner. Au contraire, toute faveur donnée à l'exportation des sucres raffinés de France concurrencerait ces dernières et en même temps, susciterait l'importation du précieux métal dans le Royaume.

Ainsi dirigé contre les Hollandais tout le système de l'exclusif des sucres coloniaux tournait en faveur des Raffineries métropolitaines.

Fortement protégées par des tarifs très élevés sinon prohibitifs contre l'importation des sucres raffinés étrangers, elles avaient un véritable monopole d'achat des sucres bruts que les colonies étaient tenues d'importer en France et qu'il fallait transformer en vue de la consommation. Ce monopole était renforcé par les primes à l'exportation que les arrêts de 1670 et 1671 avaient institués pour les seuls sucres raffinés³¹. Leur puissance

31. Il convient de préciser ici que la réexportation des sucres bruts semble n'avoir jamais été défendue par une mesure législative du temps de Colbert. C'est sans doute par erreur que Boizard et Tardieu (*Histoire de la législation des sucres*, 1664-1891, page 3 et table chronologique p. 381) mentionne un arrêt de 1681, dont il n'indique pas d'ailleurs la date exacte, interdisant de réexporter les sucres coloniaux à l'état brut, et que Scherer (*Histoire du commerce*, II, p. 493) réfère à une ordonnance de 1682 faisant défense de réexporter le sucre brut provenant des îles. Des deux meilleurs recueils en la matière consultés (Arch. Nat. AD, X1, 48 et ch. de commerce de Nantes C. 730, voir en annexe p. 147 ets.) aucun arrêt de 1681 ne fait pareille défense et l'arrêt de 1682 auquel sans doute fait allusion Schérer, celui du 18 avril 1682 que nous reproduisons *in extenso* en annexe (p. 150) ne contient nullement cette prohibition.

Nous sommes ici d'accord avec Mims (*Colbert's West India policy*, New

s'accroissait. Le rêve de Colbert se réalisait. Dès 1670, il pouvait écrire avec satisfaction qu'on commençait à exporter du sucre raffiné³². Vers 1680 on ne comptait pas moins de 36 raffineries dans le Royaume³³.

Cependant tout le système miné par la base menaçait de s'écrouler. Le sucre brut, soit que les raffineurs métropolitains s'entendissent entre eux³⁴, soit par suite du simple jeu de la loi de l'offre et de la demande sous le coup de l'organisation nouvelle, était tombé à un prix tel que les planteurs coloniaux étaient acculés à la ruine.

Que les raffineurs métropolitains installés principalement à Nantes, La Rochelle et Bordeaux puissent s'entendre pour payer le plus bas prix possible à l'arrivée des cargaisons des sucres bruts des isles, était chose aisée.

Haven, 1912, p. 270 et s.). Il semblerait même selon un ancien recueil chronologique d'arrêts conservé aux Archives de la Marine (Arch. Nat. Mar., A3, et p. 146) qu'un arrêt du 29 sept. 1670 enjoignit aux fermiers de restituer aux négociants « 3 livres de chaque cent pesant des sucres bruts et 5 l. des sucres raffinés quand ils les feront sortir du Royaume pour les pays étrangers ». Mais vérification faite, cet arrêt ne prévoit en réalité qu'une restitution de 6 livres de chaque cent pesant des seuls sucres raffinés sortant du Royaume (Arch. Nat., AD, XI, 48 et en annexe, p. 146). Par contre un arrêt du 14 déc. 1671 (Arch. Nat. AD XI, 48) qui prévoyait en faveur des Négociants de Nantes des « passeports en la manière accoutumée pour le commerce aux isles de l'Amérique » fait « très expresses inhibitions et défenses de transporter hors du Royaume les mascouades et sucres bruts desdites isles à peine de confiscation d'iceux, du vaisseau dans lequel ils se trouveront chargés et des autres marchandises de leur chargement ». Mais il semble que ce ne soit là qu'une mesure particulière pour les commerçants de Nantes. Quoi qu'il en soit, si la réexportation des sucres bruts était permise, il fallait qu'elle se fit du Royaume après avoir payé les droits et subi les frais de chargement et de déchargement ce qui la rendait pratiquement impossible : le monopole des raffineurs demeurait en fait.

32. Colbert à de Baas, 12 oct. 1670; Clément, III², p. 498.

33. Mémoire des Raffineurs, Arch. Nat. Col., F³ 162.

34. Mémoire de Patoulet, déc. 1682, Arch. Nat. Col., F³, 162.

Toutes les raffineries du Royaume étaient alimentées presque uniquement par ces trois ports. La Rochelle, principalement fournissait la matière première à Rouen et aux villes de la Loire³⁵. La concentration naturelle de ces industries encourageait une entente entre elles pour le monopole dont elles jouissaient. Il est impossible qu'elles y aient résisté.

Quoi qu'il en soit : les prix du sucre brut avaient chu si bas — de 12 livres du quintal à 6 livres seulement, s'inquiétait déjà Colbert en 1671³⁶ — que les « habitants³⁷ » mouraient littéralement de faim. Les capitaines de vaisseaux et les marchands français, les seuls à qui il était permis de les approvisionner ne pouvant avoir en paiement que ce sucre brut dévalué, étaient des plus exigeants pour leurs « bœufs et viandes salées³⁸ ». La disette la plus stricte commençait à se faire sentir et les colons, déjà fort endettés envers la Compagnie « auraient été nécessairement contraints d'abandonner le pays et de se retirer en Europe³⁴ ».

35. *Memoire des Raffineurs, Arch. Nat. Col., F³ 162.*

36. Colbert à Brunet, 23 janv. 1671, Clément p. III, 3^e partie, p. 600.

37. Il est une définition pittoresque du mot « habitant » encore usité de nos jours en ces colonies et que nous emploierons volontiers au cours de cet ouvrage. « On nomme habitant un homme qui a une terre à la campagne et dans l'isle où il est obligé de demeurer continuellement pour la faire valoir. » *Mémoire de l'Intendant Robert*, 21 avril 1696, Arch. Nat. Col., C⁸A⁹.

38. De Baas à Colbert, 8 fév. 1674, Arch. Nat. Col., C⁸A¹.

V. Premières tentatives d'installation des raffineries coloniales. Les encouragements de Colbert.

Puisqu'il ne pouvait être question de « transporter hors du royaume le sucre brut en surabondance » de peur de « faire valoir les raffineries de Hollande et des villes hanséatiques que Mgr Colbert avait en vue de ruiner³⁹ » comment remédier à pareille situation ?

Réduire la production du sucre, l'adapter aux besoins des raffineurs de France et varier les cultures ? Colbert certes, pensait qu'il était de l'intérêt des planteurs de pratiquer des cultures autres que celle de la canne et il écrivait dans ce sens au Gouverneur de Tracy⁴⁰ et à Pelissier⁴¹, directeur de la Compagnie aux Isles, mais il estimait également que diminuer la production du sucre devait « faire diminuer le commerce et par conséquent la Colonie. »

« ... De manière, concluait l'intendant Patoulet, qu'après avoir longtemps médité et soigneusement recherché tous les moyens de le (le sucre) faire valoir, le ministre ne trouvant point de plus sûr quel'établissement de raffineries aux Isles, il m'ordonna de donner tous mes soins et toute mon application à persuader aux peuples de l'entreprendre³⁹ ». Ces raffineries absorberaient une bonne partie de la production sucrière des Antilles, les 2/3 environ, puisque selon l'estimation à peu près unanime de l'époque, il fallait 3

39. Patoulet à Begon, décembre 1682, Arch. Nat. Col., F³ 162.

40. Arch. Nat. Col., C³ A¹.

41. Colbert à Pelissier, 4 nov. 1671; Clément, III, 2. p. 256.

livres de sucre brut pour en faire une de raffiné. Elles permettraient aux habitants d'expédier à meilleur frais en France un sucre blanc et occupant moins de place sur les vaisseaux au lieu de ce sucre brut de mauvaise qualité dont se plaignaient négociants et raffineurs de France. Ce sucre pouvait être consommé dans le Royaume ou reexpédié tel quel à l'étranger. En même temps que les planteurs pourraient en trouver un meilleur prix, n'y aurait-il pas là un appoint sérieux dans la lutte contre les raffineries de Hollande ?

On pourrait croire d'après les termes dont s'est servi l'intendant Patoulet qu'arrivé aux Antilles en 1679, il avait été le premier appelé à créer et développer les raffineries coloniales aux Antilles. L'auteur d'un mémoire de 1692 le soutient d'ailleurs en des termes encore plus formels^{41bis}. Cette décision de Colbert est beaucoup plus ancienne. Déjà en 1667, Claude Gueston, directeur de la Cie des Indes Orientales et demeurant à Caen avait établi « avec beaucoup de frais... et pour faire quelque chose d'agréable à Sa Majesté » une raffinerie à la Guadeloupe⁴². Mais, on ne sait si elle fonctionnait réellement depuis cette époque. Toujours est-il que nous voyons en 1670, le Gouverneur général de Baas s'intéresser vivement aux tentatives du R. P. Brion, supérieur général des Jésuites qui s'était mis en devoir de raffiner du sucre à la

^{41bis}. Arch. Aff. étr., Mém. et Doc., Esp. 79, fol. 61, Mémoire sur le commerce des Antilles, 1692.

⁴². Ch. de commerce de Nantes, C. 730, extrait des Reg., 4 juillet 1682.

Martinique. Dans une lettre du 4 mars de cette année, il tient Colbert au courant : Le père Brion espérait raffiner sous peu 10.000 livres. Il ajoute qu'il serait sage de la part de la Compagnie, d'aider ce dernier dans la mesure du possible afin d'amener les autres planteurs à l'imiter ce qui contribuerait beaucoup à la richesse des Isles⁴³. Mais on ne sait si le P. Brion réussit. Le 28 février 1672, de Baas priaît Colbert de faire envoyer par la Compagnie plusieurs raffineurs sinon de se faire livrer en France et par voie d'autorité la fameuse recette du raffinage⁴⁴.

En même temps que de Baas à la Martinique, le Gouverneur du Lion à la Guadeloupe s'efforçait de faire installer des raffineries. Il écrivait à Colbert ses espoirs de réussite⁴⁵. Colbert suivait avec intérêt ces tentatives. Il rappelait à de Baas « combien il importe pour le commerce des Isles de l'Amérique de persuader les planteurs à raffiner eux-mêmes leurs sucres et de les rendre par ce moyen d'un débit plus facile et plus assuré⁴⁶ ». Et il écrivait de même à Ruau-Pallu agent général de la Cie des Indes Occidentales et à du Lion⁴⁷.

La Compagnie des Indes Occidentales renouvelait les efforts de la Compagnie des Isles pour les sucreries ordinaires : elles faisaient venir de France deux ouvriers raffineurs qu'avec toutes instructions et les instruments nécessaires, elle mettait à la disposition du Sieur de

43. Arch. Nat. Col., C⁸ B¹ à Baas à Colbert, 4 mars 1670.

44. Arch. Nat. Col., C⁸ A¹ de Baas à Colbert, 28 fév. 1672.

45. Nat. Col., C⁸ II, Du Lion à Colbert, 16 nov. 1671.

46. Arch. Nat. Col., B⁴, Colbert à de Baas .29 nov. 1672.

47. *Ib.*, fol. 102, 102 verso.

Loover, flamand installé à la Guadeloupe, pour montrer aux habitants « comment raffiner le sucre ou du moins le convertir en cassonnades blanches terrées et raffinées⁴⁹. » Cependant, en 1674, aucun résultat ne semblait acquis. De Baas écrivait à Colbert : « Les principaux habitans des Isles inclinent à vouloir raffiner leurs sucres et ils commencent à comprendre qu'ils auront plus l'avantage à l'envoyer en France en cet estat qu'en mascouade », et il ajoute : « Je vous assure qu'ils s'y appliqueraient incessamment s'ils avaient les moyens d'eslever des bâtimens et de quoy acheter les chaudières et autres ustensiles nécessaires au raffinage » ; et il raconte comment De Loover qui avait « travaillé diligemment » avait été par jalousie jeté en prison⁵⁰...

Ainsi il avait fallu toute la ténacité de Colbert, les patients efforts des Gouverneurs de Baas et du Lion, et l'aide efficace de la Compagnie des Indes Occidentales pour amener les colons à raffiner leurs sucres eux-mêmes et leur montrer comment il fallait s'y prendre. Mais, ruinés, accablés de dettes, ils ne pouvaient entreprendre cette nouvelle industrie.

Il faut croire cependant qu'une raffinerie fonctionnait réellement à cette époque à la Guadeloupe. Selon un passeport de 1674 conservé aux Archives départementales de la Charente-Inférieure, un bateau l'*Angélique* prenait en charge pour La Rochelle « 1.800 pots et for-

49. May, *op. cit.*, p. 128 et Colbert à de Baas, 29 nov. 1672, Arch. Nat. Col., C⁸ A¹.

50. De Baas à Colbert, 8 fév. et 25 juin 1674, Arch. Nat. Col. C⁸ A¹.

mes à raffiner sucres⁵¹). Peu après, Colbert matérialisait les encouragements et la protection qu'il entendait donner aux raffineries des Isles en défendant aux fermiers de prélever sur leurs produits plus de quatre livres du cent pesant « comme pour les sucres bruts » *arrêt de may 1675*⁵².

VI. L'activité de l'Intendant Patoulet.

Premiers résultats.

Lorsqu'à titre de premier Intendant de justice, police et finance des Isles de l'Amérique, Patoulet arrive en 1679 à la Martinique, il constate l'existence de « deux petites raffineries établies en cette isle et une à la Guadeloupe⁵³ ».

Mais ces raffineries étaient de minime importance. Leur action ne s'était fait sentir en aucune manière sur le prix des sucres. Celui-ci ne valait que 50 sols, véritable prix de famine en ces îles où le sucre presque l'unique produit, servait de monnaie de compte, la monnaie métallique n'existant pas⁵⁴ : le droit d'entrée en France

51. Passeport du 22 déc. 1674 dans Rap. et proc. verb., 1674, Arch. Dép. Char. Inf. B.

52. Motifs de l'arrêt du 18 avril 1682, Arch. Nat. AD, XI, 48 et en annexe p. 148.

53. Patoulet à Colbert, 22 sept. 1679, Arch. Nat. Col., C⁸ A².

54. Selon la théorie mercantiliste, « le commerce de la France avec ses colonies ne saurait être qu'un commerce d'échange et un troc de marchandises à exporter dans chaque île et non un commerce en argent monnayé », Petit, *op. cit.*, p. 428. Une ord. du 4 mars 1699 défendit sous quelque prétexte que ce fut l'importation des espèces d'or et d'argent dans les îles au lieu des marchandises.

avait été porté à 4 livres du quintal en 1675 ! « J'y trouvais la misère⁵⁵ déclarera plus tard Patoulet. »

Et, reconnaissant que c'était le seul moyen de « faire valoir le prix du sucre et de diminuer le prix des marchandises » il se mit à « travailler avec tant de zèle, d'ardeur, d'affection, de soin et de dépense à former et à soutenir ces établissements⁵⁶ » qu'il peut passer à juste titre pour le véritable artisan de la raffinerie coloniale⁵⁷.

Au lieu de petites raffineries aux moyens limités et au matériel douteux comme celles qu'il avait trouvées, il cherche à établir de puissantes installations munies des derniers perfectionnements et pourvues des meilleurs ouvriers, à l'instar des raffineries de Rouen et La Rochelle. Aussi tente-t-il d'intéresser les habitants les plus importants.

Quelques mois après son arrivée, en septembre 1679, les choses sont en voie ; il écrit à Colbert : « Un conseiller du Conseil souverain de la Martinique y en eslève une fort considérable et qui pourra fondre huit à neuf cent mille livres de sucre brut, deux autres habitans en font une autre de pareille force qui pourront travailler au commencement de l'année prochaine ou à la fin de celle-ci⁵⁸ ».

Mais Patoulet est inquiet, les raffineries de Bordeaux lui ont fait parvenir l'avis qu'une taxe supplémentaire

55. Mémoire de la conduite... 20 janv. 1683, Arch. Nat. Col., C³ A³.

56. *Id.*

57. May, p. 127.

58. Patoulet à Colbert, 22 sept. 1679, Arch. Nat. Col. C³ A².

de 4 francs du quintal avait été établie sur l'importation du sucre raffiné de ces pays⁵⁹.

« Comme je ne sais pas précisément quelles sont vos intentions sur ces mêmes établissements, lesquelles pourraient y estre contraires, écrivait-il à Colbert, j'ai différé de répondre aux pressantes demandes de quelques autres habitans qui avaient dessein d'en eslever deux nouvelles et m'en demandaient la permission⁶⁰. »

59. Patoulet inaugurait en 1679 la fonction d'Intendant aux Antilles. Après que la Cie des Indes Occidentales eut été dissoute et les isles de l'Amérique rattachées à la Couronne, il devint nécessaire qu'un fonctionnaire du Roy remplacât auprès du Gouverneur le rôle qu'occupaient les anciens Directeurs de la Compagnie. Ce fonctionnaire reçut le titre d'Intendant de justice, police et finances. Il devait veiller particulièrement au bon ordre et à la prospérité de la colonie. Avant d'accéder à ce poste important et délicat par sa nouveauté, Patoulet avait déjà rendu de signalés services. En 1671, il avait été commissaire de marine à Pentagouet en Acadie chargé d'une mission spéciale par Colbert. Revenu en France, il avait rempli successivement les charges de contrôleur (1673) puis de commissaire général de la Marine (1676).

Il demeure aux Antilles jusqu'en 1682 et y fait preuve d'une activité des plus intéressantes dans les nombreux domaines que comportaient sa charge, mais s'adonne tout particulièrement à la création de raffineries qu'il estime être indispensables à la prospérité de ces colonies. Il va même jusqu'à s'intéresser de ses deniers à ces entreprises. Cependant il est rappelé en France par une lettre du Roi du 16 juillet 1682, où il lui est signifié en même temps de mettre au courant son successeur Bégon avec lequel il devra encore rester deux mois aux isles. Pour celui-ci, il écrit le mémoire du 20 décembre 1682 que nous reproduisons *in extenso* en annexe et qui constitue un des plus précieux documents pour l'histoire des Raffineries des Antilles. Il a laissé de son passage aux Antilles une correspondance assez volumineuse. Conservée soit aux Archives Nationales (Colonies série C⁸ et registres A² et A³) soit au Département des Manuscrits de la Bibliothèque Nationale (Fds Français 11315 à 11318) elle est de la plus haute importance tant pour l'histoire politique et commerciale des Antilles que pour celle de l'œuvre coloniale de Colbert.

Revenu en France, Patoulet est nommé Intendant de la Marine à Dunkerque (1683). Il meurt titulaire de cet emploi au cours d'un voyage à Paris le 8 Avril 1695. Il n'aura pas vu la réussite définitive de son œuvre aux Antilles.

60. Patoulet à Colbert, 22 sept.^r 1679, Arch. Nat. Col. C⁸ A².

La réponse de Colbert parvenait peu après laconique mais nette : « *Vous devez travailler à augmenter par tous les moyens le nombre des raffineries*⁶² ». Et fort de telle recommandation, Patoulet continue son œuvre. Un mémoire de décembre 1680 nous le fait voir en pleine activité⁶³.

« Il y a déjà icy deux grandes raffineries, dit-il. Elles ont coûté 40 à 50.000 écus, marchent à plein rendement, disposent de « quarante bons ouvriers raffineurs, qu'elles ont fait venir de France. »

Il « fait tous ses efforts pour persuader à d'autres habitants d'y construire de nouvelles ». Il ne craint d'ailleurs pas de donner l'exemple : « J'ay assemblé une compagnie qui est presque formée. » Nous saurons un peu plus tard qu'il y est intéressé pour une part de $3/8$ ⁶⁴. Mais ce n'est pas tout. Il a écrit aux directeurs de la Cie du Sénégal « pour les exhorter d'y en établir une qui leur rapporterait des avantages considérables aussi bien qu'à la colonie. »

D'heureux résultats viennent déjà récompenser tant d'efforts. Le sucre vaut « un tiers plus qu'avant leur établissement » et les marchandises de France reviennent aussi à meilleur compte aux habitants. Ceux-ci reprennent courage et ne songent plus à retourner en Europe⁶⁴.

Bien mieux, il arrive de nouveaux colons. Les terres se défrichent. Le commerce est activé. Les vaisseaux viennent plus nombreux. De nouvelles sucreries s'ins-

62. Le Ministre à Patoulet, 2 juin 1680, Arch. Nat. Col. B⁹.

63. Mémoire de Patoulet, 26 sept. 1680, Arch. Nat. Col. C⁸ B¹.

64. Patoulet à Seignelay, 7 mars 1684, Arch. Nat. Mar. B³ 45.

tallent et la production sucrière augmente au point qu'il espère qu'elle pourra bientôt « fournir tout le Royaume⁶⁵. »

Colbert voit avec satisfaction ce mouvement. Il active le zèle de son intendant. « Vous devez persuader les habitants à construire des raffineries car il est certain que cela contribuera beaucoup à accroître le commerce écrit-il encore en mai 1681⁶⁶. »

Son but semble atteint, dans sa lutte économique contre la Hollande. Les raffineries du pays rivalisent en décroissance. De 60 leur nombre tombe à 30. 29 raffineries en France et 5 dans les colonies⁶⁷ les remplacent

65. Mémoire de Patoulet, 26 décembre 1680, Arch. Nat. Col. C⁸ B.

66. Colbert à Patoulet, 4 mai 1681, Bibl. Nat. Mss fds français, 11315 fol. 133.

67. En voici le détail suivant un document conservé aux Arch. Nat. Col. F3 142.

Estat des Raffineries de France 1683

	<i>Raffineries</i>	<i>Consommation de sucre brut</i>
Dunkerque	2	1.500.000 livres.
Dieppe	1	500.000 —
Rouen	8	4.500.000 —
Nantes	3	2.000.000 —
Saumur	1	800.000 —
Angers	1	800.000 —
Tours	1	500.000 —
Orléans	2	800.000 —
La Rochelle	4	2.400.000 —
Bordeaux	3	2.000.000 —
Toulouse	1	400.000 —
Marseille	2	1.200.000 —
Totaux	29	17.700.000 —
Aux colonies	5	3.000.000 —
	34	20.700.000 —

non seulement sur le marché du Royaume mais encore sur celui de l'Europe entière^{67 bis}.

VII. L'arrêt du 18 avril 1682, la campagne des raffineries métropolitaines et la 2^e partie du pacte colonial: le protectionnisme métropolitain.

Cependant brutalement tel « un coup de tonnerre dans un ciel bleu⁶⁸ », un arrêt du 18 avril 1682 augmentant « pour deux ans à compter du 1^{er} may prochain », de quatre livres du quintal les droits d'importation sur les « sucres raffinés des isles et colonies françaises de l'Amérique⁶⁹ » venait jeter la consternation parmi les habitants.

Cet arrêt portait comme motif que : « Sa Majesté estant informée qu'au moment où lesdits arrêts (de 1675) ont été rendus, il n'y avait qu'un très petit nombre de raffineries dans lesdites isles en sorte que les habitants envoyaient leurs mascouades en France pour les faire raffiner dans les raffineries établies dans le Royaume et profitaient eux-mêmes du bénéfice qui se trouvait au lieu qu'à présent il a été établi un grand nombre de raffineries dans lesdites isles par divers particuliers ce qui serait un préjudice considérable aux droits de Sa

67 bis. Les sucres raffinés aux colonies s'ils étaient soumis à l'obligation faite à ces colonies de n'exporter leur produits qu'en France pouvaient être réexportés dans les pays étrangers et les droits payés devaient être « rendus et restitués » arrêt du 12 août 1671.

68. May, *op. cit.*, p. 130.

69. Arch. Nat. AD, XI, 48 et en annexe, p. 150.

Majesté. » C'était cependant Sa Majesté elle-même et son premier ministre qui, ainsi que nous l'avons vu, avait tout fait pour que soient installées ces raffineries.

Pourquoi ce revirement ?

Que s'était-il passé ?

C'était là tout simplement le résultat de la vive campagne de protestation dont Patoulet avait déjà eu les échos en 1679, menée par les raffineurs métropolitains contre les raffineries coloniales.

Jusque là, avons-nous vu, les raffineurs métropolitains du fait de l'exclusif, avaient le monopole d'achat des sucres des isles qui leur revenaient ainsi à vil prix.

Les raffineries des Antilles leur enlevaient ce monopole, enchérissaient leur matière première en la raréfiant et leur faisaient en outre une concurrence des plus sévères. Aussi multiplièrent-ils protestations et remontrances auprès de Colbert.

Une de ces remontrances qu'ils avaient eu l'habileté de provoquer de la part des fermiers unis du Royaume nous montre d'une façon typique quels arguments ils savaient invoquer⁷⁰.

Partant du fait que « pour composer une livre de sucre blanc ou raffiné, il faut trois livres de mascouades » ils démontraient qu'à cause des raffineries des isles qui les consommaient sur place seraient réduit des deux tiers :

— Le droit des fermes ;

70. A Monseigneur, s. l. n. d. Arch. Nat. Col., F3 162 et en annexe p. 124.

— Le fret et par conséquent les navires français :
« la mer serait moins occupée par les Français ».

En outre ils ne manquaient pas d'appuyer sur cette « raison très importante que les pauvres habitants des isles ne pouvant avoir des raffineries dans les isles et n'en ayant pas les moyens, seront obligés d'abandonner les isles et ainsi le commerce déclinera et sera uniquement réservé à ceux qui auront de la force sur les lieux, lesquels mettront le prix aux mascoüades suivant l'avidité qu'ils auront au gain et qui ne se borne que rarement. »

Bref, diminution des deux tiers du droit des fermes, du fret, de la marine, des matelots, du commerce, concentration industrielle et commerciale au profit des raffineurs coloniaux amenant la ruine des petits planteurs et le « dépeuplement des isles ».

Mais, sous tous ces griefs, qui par un raisonnement assez spécieux, atteignaient des causes aussi nobles que le développement général des colonies, de la marine, l'intérêt du Trésor Royal et des pauvres petits planteurs, se dévoilaient à peine — comme il convient lorsqu'on ne sait pas encore quelle sera l'attitude du Gouvernement — le vrai : la concurrence mortelle que faisaient les raffineries coloniales aux raffineries métropolitaines. Les raffineurs métropolitains ne manqueront pas d'y insister plus tard lorsque le Gouvernement aura pris position⁷¹.

« Ce qui a donné lieu à cet arrêt, diront-ils plus

71. Mémoires des raffineurs... Arch. Nat. Col. F3 162 et en annexe p. 134.

franchement, c'est que les sucres raffinés aux isles ne payaient pas plus de fret et de droit que les mascouades et comme il faut deux livres et demi de mascouade pour une livre de sucre raffiné et que les raffineries des isles peuvent travailler en tout temps par la douceur de leur climat et qu'ils ont l'élite des mascouades, il est certain qu'ils peuvent donner les sucres raffinés à beaucoup meilleur marché que les raffineries de France ». Si on ajoute à cela que les raffineries coloniales avaient une main-d'œuvre gratuite (les esclaves), qu'elles n'avaient pas à supporter le coulage qui pour les sucres bruts dépassait 20 %⁷² on comprend que ne disposant plus que d'une matière première raréfiée, réduite au « rebut des mascouades » et grevée des frais plus élevés du fret, du coulage, et des droits d'entrée, ayant une main-d'œuvre à payer et ne pouvant travailler qu'en la bonne saison, les raffineries métropolitaines étaient réduites à une situation des plus critiques.

Colbert qui, dans son ardent désir de ruiner les raffineries de Hollande avait fortement poussé à la création de raffineries tant en France qu'aux colonies et n'avait pas prévu un conflit aussi grave entre les unes et les autres, fut forcé de prendre position.

Le péril était imminent. De nombreuses raffineries métropolitaines avaient été forcées de « quitter...: plusieurs à Rouen, deux à La Rochelle, une à Bordeaux et plusieurs sur la rivièrre de la Loire, en sorte que de douze raffineries qui étaient à Rouen, il n'en reste huit ou neuf, de cinq

72. Mém. de Robert, 21 avril 1696, Arch. Nat. Col., C^s A⁹.

à la Rochelle, il n'en reste que trois, de trois à Bordeaux, il n'en reste que deux⁷³. »

Il ne put longtemps hésiter entre l'intérêt de dépendances éloignées et rendues précaires par les guerres incessantes contre les Anglais, et celui de ses nationaux proches et qui savaient si bien se faire entendre. D'ailleurs son but premier n'était-il pas atteint ? Les raffineries hollandaises n'étaient-elles pas en pleine décroissance ?

Ainsi, de même il avait décidé la suppression de la Compagnie des Indes Occidentales après avoir tout fait pour l'organiser, dès quelle apparut contraire à l'intérêt général, de même il sacrifiait délibérément les raffineries coloniales dès qu'il les crut contraires aux intérêts des métropolitains, en dépit de tous les encouragements qu'il avait donnés pour les établir.

Mais, en ne reproduisant dans ses motifs que les griefs que les raffineries métropolitaines avaient habilement énoncés contre les raffineries coloniales, l'arrêt du 18 avril 1682 consacrait le second principe du pacte colonial le plus puissant, le plus durable : le protectionnisme, pour ne pas dire l'égoïsme métropolitain vis-à-vis des colonies. Les colonies établies dans le seul intérêt de la métropole ne doivent point lui faire concurrence.

Les raffineries coloniales, que dans un but de guerre économique contre une puissance ennemie, avaient été établies, sans le savoir, contre ce principe, devaient

73. Mémoire des raffineurs, S. L. N. D. de 1683 très probablement. V. en annexe et Arch. Nat. Col., F³ 162.

disparaître du moment qu'elles faisaient une concurrence ruineuse aux industries similaires de la métropole et que leur utilité contre l'extérieur s'amenuisait considérablement.

CHAPITRE II

LE PROJET DE CONTINGENTEMENT A L'IMPORTATION DES SUCRES RAFFINES COLONIAUX

Sommaire. — 1. Protestations des coloniaux contre l'arrêt du 18 avril 1682. La défense des raffineries coloniales par l'Intendant Patoulet.

2. Le mémoire anonyme « Sur les Raffineries des Isles » Son auteur. Sa date. Le dilemme à résoudre.

3. La solution proposée par le mémoire et la notion de contingentement d'importation coloniale. Définition. Calcul. Répartition.

4. Les attaques des raffineurs et fermiers de la métropole.

5. Portée réelle du droit de 8 livres. Le rejet définitif du projet et les arrêts des 21 janvier et 20 septembre 1684.

Après les violentes protestations que ne manqua pas de susciter de la part des colons cet arrêt de 1682, intervenait un mémoire anonyme et mal daté, mais dont il est peut-être possible de reconstituer la date et de retrouver le nom de l'auteur. Le compromis qu'il propose afin de donner satisfaction aux raffineurs coloniaux tout en sauvegardant les raffineries métropolitaines, est, à n'en point douter, un projet de contingentement à l'importation des sucres raffinés coloniaux.

I. Protestations des colons. Le mémoire de l'intendant Patoulet à son successeur Begon.

Les « habitants des Isles » avaient été atterrés par cet arrêt de 1682. Après une réunion mouvementée au Conseil souverain de la Martinique, ils chargèrent le procureur général Lhomme de porter leurs remontrances au ministre. Ces remontrances dont nous avons pu retrouver un extrait parmi les archives du Ministère des Colonies conservées aux Archives nationales¹, réfutent point par point, les attaques des raffineries métropolitaines, et font bien ressortir l'injustice dont venaient d'être victimes les raffineurs coloniaux : « Le ministre est notre protecteur et l'établissement des ces isles son ouvrage, par conséquent nous devons espérer qu'il ne nous abandonnera pas ».

Mais une défense plus brillante des raffineries coloniales devait être présentée par l'intendant Patoulet dont nous savons toute l'activité pour leur création et leur développement.

Avait-il été lui-même pris à partie par les raffineurs métropolitains ? Lui a-t-on reproché de s'intéresser personnellement à ces entreprises et de pratiquer lui-même le commerce² ? Toujours est-il qu'une lettre du

1. Remontrances du Procureur, 1682, Arch. Nat. Col., F³ 248, p. 733

2. Patoulet semble avoir eu des relations d'affaires assez suivies avec Anthoine Allaire, négociant à La Rochelle. Une lettre du 29 oct. 1679 de ce dernier, mentionne un achat de 50.000 livres de sucre brut à 4 l. du cent pesant (Bibl. Nat. Mss fds français 11315, fol. 19, verso). Patoulet s'en défend ; il allègue l'obligation où il se trouvait de convertir en monnaie les sucres qu'on lui donnait en paiement de son traitement, les monnaies d'or et d'argent n'existant pas aux Isles. (*Mémoire sur la Conduite*, Arch. Nat. Col., C⁸ A³.)

roi du 15 juillet 1682³, fort sèche et brève, le rappelait brusquement en France. Cette lettre était accompagnée d'une lettre de Seignelay, lui demandant de rendre des comptes aussi exacts que possible de son administration et de mettre au courant son successeur M. Begon, avec lequel il resterait deux mois aux isles, et auquel il devrait autant que possible, laisser un mémoire complet sur ce qu'il avait fait, mémoire dont il enverrait la copie au ministre.

Patoulet, à notre connaissance, fit au moins deux mémoires : l'un du 20 décembre 1682 sur les Raffineries des isles, l'autre du 20 janvier 1683 « sur la conduite que j'ay estimé devoir tenir aux isles dans l'employ qu'il a plu au Roy de m'y confier et que j'ay ordre de Monsieur le marquis de Seignelay de laisser à Monsieur Bégon⁴. »

Le premier, intitulé *Mémoire de M. Patoulet à M. Bégon sur les raffineries des isles* est un magnifique plaidoyer pour justifier les raffineries coloniales et constitue un document des plus précieux pour notre sujet.

« Je crois, dit Patoulet dans le préambule, qu'il est nécessaire que je lui fasse connaître les motifs qui m'ont porté à prendre avec tant de zèle et d'affection, le soin de procurer aux isles l'établissement des raffineries qui s'y sont élevées depuis que j'y suis et que

3. Le Roy à Patoulet, 15 juillet 1682, Arch. Nat. Col., B⁹.

4. Ces deux mémoires se trouvent aux Arch. Nat. Col., C⁸ A³. Nous reproduisons, in extenso, en annexe, le *mémoire sur les Raffineries des Isles*, p. 125.

je lui fasse remarquer que les raisons que les raffineries de France ont employées pour en obtenir la ruine, n'ont point de solide fondement, il pourra examiner les unes et les autres, se pénétrer et ensuite en rendre compte à la Cour lorsqu'il l'estimera à propos. »

Et il expose ce qu'il appelle les « sept bonnes raisons en faveur de ces établissements ».

Par une première raison « le *rétablissement du prix des sucres* » il replace, ce dont s'étaient prudemment abstenu les raffineurs métropolitains, la question sur son vrai terrain. Le sucre, dit-il, avait été « tellement avili par les raffineries de France qui s'entendent ensemble qu'il ne valait lorsque je suis arrivé aux isles, que cinquante sols. A ce prix, l'habitant n'avait pas de quoi tirer la subsistance de son travail... et aurait été nécessairement contraint d'abandonner le pays ». Toute l'œuvre de Colbert aux Antilles menaçait ainsi de s'écrouler.

Alors, continue Patoulet : « Il fut proposé deux expédiens pour le rétablissement du prix de cette denrée, l'un de faire une moins grande quantité que par le passé, mais il fut rejeté devant faire diminuer le commerce et par conséquent la colonie, l'autre de laisser la liberté d'en transporter hors du royaume le surabondant, mais comme il aurait fait valoir les raffineries de Hollande et des villes hanséatiques que Monseigneur Colbert avait en vue de ruiner, il ne voulut jamais entendre de l'accorder, de manière qu'après avoir longtemps médité et soigneusement recherché tous les moyens de le faire valoir, ce ministre rien n'en trouvant point de plus sûr que l'établissement des raffineries

aux isles, il m'ordonna de donner tous mes soins et toutes mon application à persuader aux peuples de l'entreprendre... ».

Ainsi Colbert était-il entièrement et uniquement responsable de la création de cette industrie aux Antilles. Patoulet, dont il avait provoqué, soutenu et activé le zèle, n'avait fait que suivre ses instructions.

D'ailleurs, dès le commencement, s'était produit l'effet qu'il s'était proposé : les sucres bruts valurent dix livres et dix livres 10 sols.

Ceci bien établi, et nous avons vu combien étaient fondées les affirmations de Patoulet, celui-ci se met en devoir de réduire à néant les attaques des raffineries métropolitaines. Ses raisonnements font de lui un véritable précurseur des théoriciens de l'école libérale.

Il établit d'abord que les raffineries amènent une augmentation considérable des revenus dans la colonie.

« Je suppose, dit-il, que les isles fabriquent toutes les années, dix-huit millions de sucre brut, qui à raison de cent sols le cent, produiraient 900.000 francs... si on fabriquait aux isles ces 18 millions de sucre dont on retirerait 600.000 livres de raffiné à raison de trois livres pour une, lesquelles à vingt-cinq livres seulement le cent produiraient 1.500.000 francs qui donneraient au pays 600.000 francs d'augmentation... »

Cette augmentation de revenus amènerait :

L'augmentation du commerce (deuxième raison), car « il est certain qu'on consomme davantage à mesure qu'on a plus de bien. »

L'emploi d'un plus grand nombre de vaisseaux (troi-

sième raison) destinés à porter le surplus des marchandises devenues nécessaires.

La consommation d'une plus grande quantité de denrées surabondantes du royaume (cinquième raison).

De plus, en ces pays où le sucre sert de monnaie de compte, la nature même du sucre raffiné, d'une plus grande valeur sous un plus faible poids et un moindre encombrement, ne serait-elle pas une *facilité pour le commerce* (quatrième raison).

Enfin, les raffineries, par les ouvriers et les matières qu'elles emploient, permettent « *la consommation des vivres et marchandises des petits habitants des isles* » (sixième raison). C'est ainsi que « les trois raffineries nouvellement établies à la Martinique ont dès leur commencement, consommé pour 12.000 livres en œufs seulement qu'ils emploient à clarifier leurs sucres ».

Ainsi en dépit des allégations mensongères des Raffineurs métropolitains, profiterait à tous, coloniaux, grands propriétaires et petits planteurs; métropolitains, armateurs, commerçants et producteurs de toute sortes, l'extension des débouchés coloniaux consécutive à l'augmentation de richesse produite par les raffineries.

Une autre conséquence, assez inattendue, mais de nature à plaire au ministre et au roy, est formulée par la septième raison : « *le moyen d'introduire dans les isles une grande quantité de nègres et de travailler à la plantation du coton et à la nourriture des vers à soye* »; et l'astucieux intendant s'explique ainsi : « Les 600.000 fr. d'augmentation que le raffinage des sucres produirait

aiderait à payer ce nombre de nègres » — 2.000 que la compagnie royale d'Afrique devait, de par son traité, apporter dans le pays chaque année — « et comme je crois que les raffineries pourraient subsister vingt années, je dis que les bénéfices qu'elles produiraient pendant ce temps donneraient le moyen d'y apporter suffisamment d'esclaves pour faire des défrichements assez étendus pour planter des cotons et des mûriers pour la nourriture des vers à soye et faire dans la suite de ces deux marchandises un commerce plus considérable que celui des sucres même ».

Faire du bénéfice d'une production, un appât destiné à encourager une autre, est une formule qui reviendra et par un juste retour des choses, ce sera la production du sucre qui sera l'objet de cette protection indirecte⁵.

Tous ces arguments longuement et chaleureusement exposés, Patoulet de conclure : « Ces raisons suffisent pour détruire celles qu'ont employé les raffineurs de France pour obtenir l'arrêt qui ruine les raffineries des isles ».

Demeure cependant l'argument si puissant, tiré de la diminution des droits des Femmes Unies. Mais il convient de le réduire à sa juste mesure :

« Un tiers des sucres bruts qui s'embarquent icy ne payent point de droit se perdant dans le trajet par le

5. Jusqu'en 1930, les nombreux lois et décrets qui organisaient le contingentement des rhums dans ces mêmes colonies, faisaient de la part du contingentement colonial attribuée aux usiniers à la fois distillateurs et fabricants de sucre, une prime à la production de sucre.

coulage ou par la tare qu'on donne; reste donc un tiers duquel il ne s'en perd que deux qui sont deux neuvièmes sur le total, à cause que le tiers qui coule dans le trajet se raffine aux isles ». D'ailleurs, ajoute avec raison Patoulet, cette légère diminution serait vite compensée par l'augmentation des cultures : « dans six ans il se fabriquerait assez de sucres bruts pour en faire passer en France autant de raffinés qu'il en passe présentement de sucres bruts ».

Enfin, pour ce qui concerne la concurrence que feraient aux Raffineries coloniales les Raffineries des isles, Patoulet « convient à la vérité que s'il y en avait suffisamment aux isles pour raffiner tous les sucres, ce qui serait l'ouvrage de dix ou quinze années et de plusieurs millions qui ne se trouveraient pas aisément, elles ruineraient celles de France. Quand cela serait, je trouve que ce ne serait pas un grand mal : on ôterait le gain que font trente ou quarante personnes tous étrangers ou de la religion prétendue réformée, pour le répandre parmi une multitude de peuples qui en profiteraient ».

Ainsi, Patoulet présentait une défense des plus vives et des plus complètes de son œuvre. C'était Colbert lui-même, auteur de l'arrêt « ruinant ces établissements » qui, après mûre réflexion, avait préconisé la création des raffineries aux Antilles. Or, voilà que non seulement elles ont atteint le but proposé : la valorisation des sucres, mais encore par l'augmentation des ressources qu'elles apportent à la colonie, elles favorisent le commerce, la navigation et la production du royaume et font vivre les « petits habitants des isles ». Elles permettent en outre

d'introduire quantité de nègres et de planter des cotons et des mûriers. Et, si il y a une légère moins-value dans les droits perçus par les fermiers, encore sera-t-elle vite éliminée par l'augmentation de la production qui ne manquera pas d'avoir lieu.

Les raffineries coloniales ruinteraient il est vrai, les raffineries du royaume, mais n'est-ce pas là un moindre mal ou même un bien puisque cette ruine n'atteint que des étrangers ou des protestants.

Ainsi est flatté le Gouvernement royal dans ses préoccupations les plus élevées comme dans les moins justes : le souci de l'intérêt général et du petit peuple, l'adversion contre les protestants et les étrangers. Mais, il faut croire que tels n'étaient les raffineurs métropolitains que selon la pensée rancunière de l'intendant. Cette concurrence meurtrière, que de l'aveu même de Patoulet faisaient les raffineries coloniales aux raffineries métropolitaines, aura été le vrai grief faisant activer leur ruine.

II. Le mémoire anonyme « Sur les Raffineries des isles » Sa date. Son auteur. Le dilemme à résoudre.

Plus modéré et tenant mieux compte des circonstances sera un autre mémoire intitulé également « sur les raffineries des isles », daté de 1681 et portant comme sous-titre « Raisons qui peuvent porter Monseigneur à ne pas ruiner les cinq raffineries établies aux isles et à les décharger

du nouveau droit de 4 livres par quintal imposés sur les sucres raffinés des isles⁶. »

Il est évident que c'est par erreur, et certainement après coup, l'écriture étant différente, que le manuscrit a été daté de 1681. Le sous-titre même, en faisant allusion au nouveau droit de 4 livres qui n'a été établi que par l'arrêt du 18 avril 1682, dénote une date ultérieure. Le texte nous permet de la reconstituer entièrement. A propos de ce nouveau droit établi pour deux ans, on y lit « qui ont commencé (les deux ans) du 1^{er} du mois de May de l'année dernière, et qu'il ne doit plus avoir de ce lieu que pour sept mois ». Par un simple calcul, nous pouvons donc fixer la date de ce texte au mois d'octobre 1683.

Il est moins aisé d'établir qui est l'auteur de ce mémoire. Aucune indication. Est-ce Patoulet comme permettraient de le supposer l'écriture identique à celle du mémoire pour Bégon et surtout les « raisons » énoncées au début, qui sont sensiblement les mêmes que celles que développe le mémoire de Patoulet :

« Le rétablissement du prix des sucres bruts dont le marchand ne tire pas 3 livres du quintal. Le vil prix de cette denrée ruine la colonie.

— La consommation du surabondant des dits sucres bruts.

— L'augmentation du commerce des isles et le raffinage de sucre donnant un bénéfice dont tout le provenu se consomme au dit pays.

6. Arch. Nat. Col., F³ 162. Ce document capital pour notre sujet est reproduit en fin d'ouvrage parmi les pièces justificatives, p. 132 et s.

— Les avantages que le petit peuple des isles retire de ces établissements qui consomment beaucoup de denrées du pays. Ils emploient en œufs seulement plus de 15.000 l. toutes les années.

— La facilité du commerce par les lettres de change que les raffineurs fournissent pour France.

— Les engagements des habitants qui sont entrés dans ces établissements en conséquence des ordres de Mgr Colbert et ensuite de ceux de Monseigneur, lesquels les ruineraient sans ressource s'il ne leur fait pas grâce.»

Ne serait-on pas tenté de croire par un énoncé aussi succinct, que ce mémoire n'est qu'une suite au mémoire de Patoulet ?

A observer de plus près, on ne peut cependant s'empêcher de remarquer que l'ordre où sont exposés ces arguments n'est pas le même, non plus le style. Manque même une des importantes « raisons » que développe longuement Patoulet : le moyen d'introduire dans les isles une grande quantité de nègres et de travailler à la plantation du coton et à la nourriture des vers à soye (7^e raison). D'autres, telles l'augmentation du nombre des vaisseaux (3^e raison) et des importations de la métropole (4^e raison) ne sont que très imparfaitement rappelées dans ce seul terme « l'augmentation du commerce des isles ». Par contre, on insiste davantage et on place en dernier lieu, comme après une gradation ascendante, la responsabilité de Colbert et de son successeur (Seignelay) sur les ordres desquels les habitants ont entrepris la construction des raffineries et ont pris des « engagements » qui risquent de « les ruiner sans ressource s'il ne leur est pas fait grâce ».

Ainsi est bien mis en valeur le dilemme que voici :

D'un côté la nécessité de conserver les raffineries des isles qui ont été construites selon les instructions du gouvernement, pour lesquelles de grosses dépenses ont été faites, qui sont utiles à la prospérité des colonies, et que le nouveau droit atteint dangereusement.

De l'autre, la nécessité tout aussi forte, de sauvegarder les raffineries de France qui ont sans doute les mêmes raisons de vivre, mais qui seraient fatalement acculées à la ruine si tous les sucres bruts se raffinaient aux isles.

Patoulet, que nous avons vu aveuglé par la passion, aurait été incapable de juger la situation d'une façon, semble-t-il, aussi impartiale, désintéressée. Aussi inclinons-nous à croire que l'auteur de ce mémoire est tout simplement Bégon⁷, son successeur au poste d'intendant des isles, auquel il avait dédié l'ardent plaidoyer que nous venons d'analyser. Après s'être bien « pénétré » comme il y était invité, des « raisons » que lui présentait son prédécesseur en faveur des raffineries des isles, il en « rendait compte à la Cour ». Sans doute, faisait-il parvenir au Ministre, le mémoire de Patoulet en même temps que son propre rapport qui ne serait dès lors qu'une conclusion personnelle au premier. Ainsi, s'expliqueraient l'identité de titres et la brève manière dont sont reproduites les « raisons » de Patoulet en tête

7. Nous savons peu de chose sur Michel Bégon. Président à Blois en 1677, commissaire général de marine en 1680, fut nommé surintendant général des Isles en remplacement de Patoulet, demeura à ce poste jusqu'en 1685, date à laquelle il devint intendant des galères à Marseille. Conseiller d'honneur à Aix en 1686. Meurt le 14 mars 1710 à l'âge de 82 ans.

de ce manuscrit. Pour quiconque n'aurait lu auparavant le mémoire de Patoulet, ces « raisons » aussi succinctement énoncées seraient inintelligibles.

Sans doute aussi Bégon s'est-il servi du même scribe que son prédécesseur, ce qui expliquerait la similitude d'écriture des deux mémoires.

IV. La solution proposée par le mémoire et la notion de contingentement d'importation coloniale.

Pour résoudre un aussi délicat problème que celui de sauvegarder à la fois raffineries coloniales et raffineries métropolitaines, l'auteur de ce mémoire, admettons que ce soit Begon, suggère au Ministre de prendre « *le tempérament d'accorder seulement à ceux qui sont à présent aux îles, la permission d'entrer un million de sucres raffinés dans le royaume sans payer le nouveau droit de 4 livres* ». Ainsi évitera-t-il la « ruine entière des raffineries de France » tout en respectant les situations acquises par les raffineries coloniales dont il avait lui-même si fortement encouragé la création.

Mais une telle solution ne serait autre qu'une mesure de contingentement à l'importation en France des sucres raffinés coloniaux. Toute la théorie des contingentements d'importation et plus particulièrement des contingentements d'importations coloniales s'y trouverait en germe.

Il s'agit en effet de limiter à une chiffre déterminé : « un million de sucre raffiné » la « permission d'entrer

dans le royaume » nous dirions aujourd'hui le « crédit à l'importation », à un tarif déterminé.

Or, qu'est-ce qu'un contingentement d'importation, sinon comme le nom l'indique si bien, la limitation d'une importation à un contingent, à un chiffre déterminé ?

Peu importe la signification de ce chiffre, il peut y avoir prohibition au delà ou simplement autre régime d'importation. Une importation ne peut-elle être envisagée pour elle-même ou pour le régime qu'elle comporte ? La limiter quantitativement en l'une ou l'autre manière est le principe caractéristique du contingentement d'importation.

Ainsi aura pu naître à propos d'un lointain conflit entre raffineries métropolitaines et coloniales, cette idée en apparence si simple, de limiter une importation, mais capable, lorsqu'elle est généralisée et mise en application, de devenir un instrument de direction économique des plus souples, des plus puissants. Elle apparaît spontanément, de façon empirique, à titre de compromis comme un « tempérament » dit le mémoire. Cette expression quelque peu désuète n'est-elle pas des plus significatives ?

Il est vrai qu'elle ne peut avoir toute la gravité des contingentements modernes appliqués aux importations étrangères, et qui sont surtout des prohibitions limitées. L'importation n'est envisagée non pas en elle-même, mais seulement pour le tarif auquel elle se peut faire. Il n'est pas question de prohibition au delà du chiffre fixé, mais seulement d'un autre tarif, ce nouveau droit de 8 l. du cent pesant contre lequel s'est élevé avec tant

de force, le représentant des colons et surtout Patoulet et que réclamaient avec tant d'ardeur les raffineries et les fermiers de la Métropole.

Le contingentement intervient pour déterminer la limite à laquelle peut être fait droit aux revendications des raffineurs coloniaux, tout en sauvegardant l'intérêt des raffineurs métropolitains. Aussi, devra-t-il être toujours tenu compte de cette préoccupation pour toutes les questions que soulève son application.

Comment et quel chiffre fixer pour les importations auxquelles devra être appliqué l'ancien tarif, — qui, et dans quelle mesure, pourra en bénéficier? Il ne s'agit rien moins là que des importantes questions du calcul et de la répartition des contingentements.

Le principe qui permettra de résoudre ces questions est clairement indiqué dans le mémoire. De ne pas payer le nouveau droit, est-il dit, auront la permission « *seulement ceux qui sont à présent aux îles* », c'est-à-dire les établissements qui existent et fonctionnent en ce moment et ceux-là seulement. Cela va de soi.

Ces établissements, en effet, ont été, ainsi que l'ont bien fait ressortir Patoulet et l'auteur du mémoire, créés selon la volonté expresse du gouvernement. Les efforts n'ont été faits, les dépenses engagées, que sous les injonctions réitérées du ministre transmises par son représentant; injonctions matériellement précisées par le tarif de may 1675 qui taxait les sucres raffinés au même taux que les sucres bruts. Or, avons-nous vu, en vertu des principes de l'exclusif, la production de ces entreprises doit nécessairement être acheminée vers la France, leur

unique marché. Le tarif d'entrée fait donc en quelque sorte partie de leur prix de revient, et par son importance par rapport au prix total de la marchandise, décide souverainement de leur rentabilité. C'est donc en regard de ce tarif, que les raffineries ont été construites.

N'y avait-il pas dès lors, une sorte de contrat entre le Gouvernement et les propriétaires de ces établissements : le Gouvernement désireux de créer des raffineries dans les colonies, incite les colons à organiser cette industrie et pour les y encourager de façon décisive établit un tarif favorable à l'entrée de leurs produits en France, leur unique débouché. Les colons se basant sur cette faveur, engagent les dépenses et font les efforts voulus. Celle-ci est donc pour eux la contre-partie de leurs dépenses et de leur activité. N'ont-ils pas droit dès lors, en toute équité, à ce tarif ?

Incontestablement. Mais, répondra-t-on, n'est-ce pas un attribut de la souveraineté que de pouvoir rompre unilatéralement un contrat lorsque l'exige le bien public ? — Mais comment entendre le bien public ? Raffineurs métropolitains et raffineurs coloniaux, ne se sont-ils pas efforcés de démontrer que le bien public était spécialement attaché à la conservation du leur ? En réalité, avons-nous vu, ce conflit était l'expression d'un conflit plus grave entre l'intérêt des colonies pour elles-mêmes et l'intérêt de la Métropole par les colonies. Nous assistons à l'élaboration du pacte colonial.

Par respect donc pour cette sorte de contrat tacite entre Gouvernement et raffineries coloniales et pour le bien de la colonie elle-même, il importait donc de sauvegarder ces établissements.

Mais cette nécessité ne concerne que les raffineries existantes. Seules en effet, elles ont fait partie du contrat. Seules d'ailleurs aussi, elles ont reçu la consécration du temps, la meilleure justification qui soit. Les nouvelles, ne pourraient se prévaloir de ces droits. C'est même pour empêcher leur apparition qui pourrait provoquer la ruine des raffineries métropolitaines, qu'aura été pris le nouvel arrêt doublant l'ancien tarif d'entrée.

Ainsi se rattache au contingentement la notion de respect des situations acquises, et de celles-là exclusivement. Le contingentement dira-t-on plus tard, « cristallise » à l'état du moment, une activité envisagée.

Le chiffre à fixer sera donc celui qui correspond à l'importation des sucres raffinés coloniaux au moment où est prise la mesure de contingentement.

L'auteur du projet envisage le chiffre d'un million. Ce chiffre correspond bien à l'importance du moment des raffineries coloniales. Si l'on en croit un « état des raffineries coloniales de France et des Colonies » dressé précisément à cette époque⁸ les raffineries coloniales absorbaient 3.000.000 de sucre brut par an. Or il était communément admis qu'il fallait environ 3 l. de sucre brut pour 1 l. de raffiné. Ce calcul était le point de départ des revendications des fermiers du Royaume (V. plus haut p. 38 et s.). Le père Labat prétendait qu'il ne fallait que 2 l. 1/2^{8bis}. Ce mémoire table seulement sur 21. Peu importe d'ailleurs. 1 million de sucre raffiné correspondait bien aux importations des isles chaque année.

8. Etat des raffineries, 1683, Arch. Nat. Col, F³ 162 et *in/ra* p. 36 n. 67. 8bis. Labat, III, p. 320.

De là il ressort que le chiffre proposé serait fixé par période d'une année. L'auteur du mémoire n'en parle pas. Mais il semble que cela soit bien sous-entendu, comme si la chose allait de soi.

Une fois le chiffre fixé, il faut le répartir entre chacune des colonies ou mieux entre chacune des raffineries existantes selon leur production respective, ce que ne manque pas de faire l'auteur du rapport.

« Le million de sucres raffinés proposé d'accorder aux raffineries des isles peut être distribué ainsi qu'il suit :

300.000 à la raffinerie du Mouillage de la Martinique;
200.000 pour celle du Bourg St-Pierre de la dite isle;
100.000 pour celle du Prêcheur de la dite isle;
200.000 pour celle du sieur Gueston à la Guadeloupe;
200.000 pour celle de Baillif au dit lieu »

1.000.000

Ainsi est précisée en ce projet la notion de contingentement d'importation. Mais comme il s'agit d'importation coloniale; nous voyons apparaître principalement les traits des contingentements de cette catégorie d'importation.

Elle apparaît comme un compromis. Ce compromis a pour but de délimiter exactement la concurrence faite par une production coloniale à une production similaire métropolitaine. On fait en quelque sorte la « part du feu » à la production coloniale.

L'objet de cette délimitation est le seul tarif appliqué à l'importation et non pas l'importation elle-même. La

notion de respect des situations acquises et de celles-là exclusivement, préside au calcul du chiffre et à la répartition des « crédits à l'importation ».

Enfin bien que ce mémoire présente un simple projet tout-juste esquissé⁹, il nous fait entrevoir une des caractéristiques les plus importantes des contingents d'importation coloniale : leur organisation interne nécessairement poussée; les raffineries des Isles nommément désignées et dotées chacune de leur part respective de crédit à l'importation, ne montrent-elles pas que cette organisation atteint la source même de la production ?

9. D'après les termes de ce mémoire, il est évident qu'il ne s'agit là que d'un projet soumis, « proposé » au ministre. Sans doute M. Josa, (*Les industries du sucre et du rhum à la Martinique*, thèse Paris, 1930, p. 74 et note 24), à qui nous devons d'avoir consulté ce document auquel il renvoie, en a-t-il fait une erreur d'interprétation en s'exprimant ainsi : « En mai 1680, le Secrétaire d'Etat *contingente* l'entrée en France des sucres raffinés coloniaux à 1 million de livres pour deux ans. »

Pareille erreur provient-elle de cette phrase du texte qui semble cependant ne pas prêter à confusion « Il est à remarquer que dans l'arrêt qui ordonne l'imposition, elle n'est établie que pour deux ans qui ont commencé du 1^{er} du mois de may de l'année dernière ». M. Josa a-t-il vu en « cet arrêt qui ordonne l'imposition », un arrêt qui règle le contingentement, et la date apocryphe du document (1681) a-t-elle contribué à lui faire fixer au 1^{er} may 1680 pareil arrêt ? Il n'y a point de doute. Par précaution, nous avons consulté les recueils les plus complets et authentiques de législation sur les sucres à cette époque (Arch. Nat. AD, XI, 48 et Ch. commerce de Nantes, Série C, 730) et nous n'avons point trouvé trace de pareille décision. L'arrêt qui ordonne l'« imposition établie pour deux ans ne peut être autre que l'arrêt du 18 avril 1682 portant que « les sucres raffinés des Isles de l'Amérique » payeront pendant deux années, à commencer du 1^{er} may prochain, huit livres pour chaque cent pezant ». Outre que le terme d'« imposition » est spécifique de droits imposés, le mémoire en son sous-titre ne fait-il pas allusion — et c'est ce qui nous a permis d'en rectifier la date — au nouveau droit de 4 livres par quintal imposé sur les sucres raffinés desdites isles, augmentation de tarif précisément effectuée par l'arrêt du 18 avril 1682.

IV. Les attaques des raffineurs et fermiers de la Métropole.

Les Raffineurs et les fermiers de la Métropole, dès qu'ils eurent connaissance de ce projet, s'y opposèrent de toutes leurs forces. La preuve nous en est donnée par un mémoire anonyme de fin 1683 fort probablement, et rédigé sans aucun doute par leurs soins¹⁰.

Faisant parallèlement l'historique des raffineries de France et des raffineries des Antilles, ils reconnaissent pour celles-ci la responsabilité de Colbert — « il excita, disent-ils, les habitants des Isles d'y établir des Raffineries » mais ils rappellent qu'auparavant, sur les instigations de ce même ministre, des dépenses considérables avaient été faites principalement dans les ports de La Rochelle et de Bordeaux, pour installer des raffineries et construire des navires dans le but d'« enlever à la province de Zélande » le commerce des sucres qui l'avait enrichie.

Ils s'appliquent ensuite à montrer combien heureusement était intervenu l'arrêt du 18 avril 1682 qui, en élevant à 8 livres du cent pesant, le droit d'entrée sur les sucres raffinés des isles, mettait fin aux effets désastreux pour les Fermes du Roi, la marine, le commerce, les colonies et surtout à la concurrence ruineuse pour les raffineries du Royaume qu'avait provoqués le malheureux arrêt du dernier may 1675 selon lequel les « Raffineries des Isles pouvaient envoyer leurs sucres

10. Arch. Nat. Col., Mémoire, dit des Raffineurs, F^o 162 et en annexe p. 134.

raffinés dans le Royaume sans payer plus de droits que les mascouades ».... Mais ne voilà-t-il pas que ces mêmes Raffineries « voyant que les deux années de l'arrêt du 16 avril 1682 vont finir demandent qu'il leur soit permis de faire entrer XIIC milliers de sucres raffinés dans les mêmes conditions qu'avaient accordées l'arrêt de May 1675 ».

Il est cependant aisé de calculer, de même qu'on l'avait fait pour obtenir l'arrêt de 1682, tout le préjudice « à l'intérêt du Roy pour les fermes, aux Raffineries du Royaume par le grand avantage que les autres ont sur elles, au commerce des vaisseaux et des matelots et aux particuliers » — que provoquerait encore pareille mesure.

Etant donné en effet qu'il faut 2 l. 1/2 de sucre brut pour en faire 1 de raffiné, ces 1.200 milliers de sucre raffiné tiennent lieu de 3 millions de brut. Dès lors:

A. Les Fermes du Roi percevant 4 l. du cent d'entrée au lieu de 8 l., toucheraient sur les 1.200 milliers 48.000 l. au lieu de 96.000. En outre, elles ne pourraient encaisser les 120.000 l. de droit qu'auraient payé les 3 millions de sucre bruts que représentent ces 1.200 milliers de raffiné. Ainsi, « les fermes perdraient d'une façon 48.000 l. et de l'autre 120.000 l. »

B. Chaque année « 400 matelots et 15 vaisseaux de moins que pour les sucres bruts » suffiraient à transporter ces sucres raffinés. Quel désastre pour les armateurs dont les vaisseaux en surnombre seraient réduits à un fret de misère, pour les matelots contraints au

chômage. Même « le public perd aussy parce qu'il y a moins de remuement à l'arrivée des sucres blancs que des bruts ... »

C. Ne supportant ainsi que sur 1.200 milliers de sucre, les droits, le fret et les frais de manutention que paieraient les raffineries de France sur 3 millions de sucre brut, les Raffineries des Isles auraient sur ces dernières une « supériorité écrasante. Déjà, ne bénéficient-elles pas du « choix des mascouades sur les lieux » laissant aux Raffineries de France « que le rebut », ne travaillent-elles pas en outre « toute l'année également » alors que celles de France « ne peuvent travailler fortement qu'en esté, que peu au printemps et automne et presque point en hyver ».

Au total 168.000 l. de perte pour les fermes, la ruine de 15 vaisseaux, le chômage pour 400 matelots, sans compter le manque de travail pour le menu peuple, une concurrence désastreuse pour les raffineries de France, tel serait chaque année, le bilan de l'application du projet de contingentement.

Les auteurs du mémoire vont encore plus loin. Plus franchement, plus nettement que l'auteur du projet, ils posent le dilemme : « Toutes ces questions consistent à savoir s'il est plus expédient au Roy de soutenir et de maintenir les raffineries des Isles que celles de France, puisqu'il tire beaucoup plus d'avantages de ses sujets du Royaume que de ceux des Isles » ; et ils proposent ni plus ni moins que de faire envoyer à l'étranger les sucres raffinés des îles, en obligeant les raffineurs de payer, par compensation, 6 livres du quintal aux Fermes unies...

Ainsi se révélait leur volonté d'éliminer définitivement par tous les moyens la concurrence des raffineries coloniales. Le Roi devait choisir entre leur propre disparition et celle des sucres raffinés coloniaux sur le marché métropolitain.

Une remarque s'impose ici : on pourrait se demander si ce mémoire a été réellement rédigé en réponse au projet de contingentement qui nous occupe. Les chiffres de l'un et l'autre document diffèrent. Pour le projet il s'agissait de 1 million de sucre raffiné. Pour ce mémoire il est question de 1.200 milliers... A notre avis cette différence laisserait seulement à penser que les raffineurs métropolitains n'ont fait qu'entendre parler du projet, ne l'ont jamais eu sous les yeux. L'idée du projet était d'exempter du nouveau droit les sucres que fabriquaient les 5 raffineries des Antilles. Or, selon l'« état des raffineries » établi en France à la même époque, et que nous reproduisons par ailleurs (p. 36) ces raffineries « consommaient » 3 millions de sucre brut, ce qui à 2 l. 1/2 pour 1 de raffiné donne 1.200 milliers. Ce serait encore là une justification à la notion de respect des situations acquises inhérente au système des contingentements d'importation, que nous avons tenu à faire ressortir.

V. Portée réelle du droit de 8 livres et les arrêts des 21 janvier et 20 septembre 1684.

Il importe ici de se demander quelle est en réalité la portée de ce droit de 8 livres, du moins dans la mesure

où le veut éviter l'auteur du projet de contingentement. En d'autres termes, quelles conséquences pourrait avoir ce dernier pour les Raffineries des Antilles et celles de la Métropole, les Fermes Unies et puisqu'il en est toujours question dans le conflit, pour le commerce des colonies, la marine, la production du Royaume et des petits habitants des Isles, en un mot quelle serait l'opportunité du contingentement proposé.

Il est incontestable qu'en faveur des Raffineries coloniales existe une forte inégalité naturelle par rapport à celles de la Métropole. Comme le soulignent fort bien ces dernières, les premières ont un climat des plus propices, qui leur permet de « travailler également toute l'année¹¹ », elles peuvent choisir sur place « l'élite des mascouades¹², elles disposent, du moins pour les tâches non spécialisées, d'une main-d'œuvre esclave qui ne leur coûte guère, le fret, bien que plus élevé par unité de marchandise¹³ leur revient beaucoup moins cher que pour la quantité correspondante de sucre brut ; enfin leur marchandise ne subit point de coulage, ultime avantage que ne peut compenser la tare qu'il est d'usage d'accorder pour les sucres bruts aux raffineurs métropolitains¹⁴. Il est vrai, ainsi que le faisait remarquer le procureur Lhomme en ses remontrances que, par contre, les Raffineurs des Isles sont obligés de faire venir de France tout le matériel qui leur est nécessaire « les

11. Mémoire des Raffineurs, Arch. Nat. Col., F³ 162.

12. *Id.*

13. Remontrances du procureur, Arch. Nat. Col., F³ 248.

14. *Id.*

charbons de terre, chaudières, ustensiles, ardoises, terres à blanchir, futailles, etc., toutes choses qui coûtent le triple plus qu'en France », les ouvriers « auxquels ils payent leur voyage et retour et donnent des gages le double plus qu'en France » et qu'enfin, « leurs bâtimens leur coûte le triple plus qu'en France et ne sont pas si solides des deux tiers que ceux d'Europe, estant rare qu'un bâtiment dure vingt ans ». On peut ajouter encore à cela qu'ils sont tenus d'avoir en France « des correspondances considérables auxquelles ils donnent de grosses commissions ». Mais cela n'empêche qu'en définitive leurs sucres raffinés reviennent, rendus en France « à bien meilleur marché que ceux des raffineries de France¹⁵ ». Celles-ci n'ont, en effet, comme elles ne manquent pas de s'en plaindre¹⁶ que le « rebut » des matières premières qui plus est, leur ressort très cher ayant à payer un fret relativement plus important et à subir un coulage qui varie de 20 à 30%. En outre, elles ne peuvent travailler qu'une partie de l'année¹⁷ et ont, en définitive, à entretenir une main-d'œuvre beaucoup plus onéreuse. Leur seul avantage consiste en ce qu'elles sont sur place pour la vente de leurs produits et qu'elles ont en quelque sorte un monopole d'exportation à laquelle des primes importantes sont attachées¹⁸. Enfin leur outillage semble être plus perfectionné que celui des coloniaux.

15. Mémoire des Raffineurs, Arch. Nat. Col., F³ 162.

16. *Id.*

17. *Id.*

18. V. *infra*, p. 22 et 23.

En de telles conditions, un droit frappant leurs matières premières du même taux que le produit fini de leurs concurrents, ne pouvait qu'accentuer au profit de ces derniers une inégalité naturelle déjà grande, et comme ils le soulignaient fort bien, dans la même proportion où la matière première représente le produit fini.

Aussi, a priori, faut-il penser que l'auteur du projet de contingentement, qui d'ailleurs ne faisait que reproduire avec fidélité les expressions de Patoulet et du Procureur Lhomme, avait beaucoup exagéré en affirmant que la perception d'un droit de 8 l. sur les sucres raffinés au lieu de 4 sur les sucres bruts « ruinerait sans ressource » les Raffineries des Isles.

Essayons de matérialiser par des chiffres, la différence qu'il pouvait y avoir dans les prix de revient en France¹⁹ sous le régime de l'arrêt de May 1675, entre les sucres raffinés par les raffineries des Antilles d'une part et celles de la Métropole d'autre part. Prenons comme base les chiffres indiqués par Patoulet lui-même : le prix des sucres bruts, soit 5 l. du cent pesant, la quantité de ce sucre brut servant à la fabrication du raffiné, soit 2 l. 1/2 pour une. Ne tenons aucun compte des frais de fabrication que nous ne pouvons connaître.

19. Ce calcul n'est valable que pour les ports des 5 grosses Fermes : La Rochelle, Bordeaux. Des régimes spéciaux étaient institués pour les autres. Rouen percevait une surtaxe de 2 l. 10 du quintal à cause de sa proximité de Paris considéré comme centre de consommation. Dieppe, Dunkerque, Nantes et Marseille étaient des provinces réputées étrangères. Arch. Nat. AD, XI, 48.

Le revient des raffineries de France s'établirait approximativement ainsi²⁰ :

	Livres	Sols
Prix du sucre brut payé à la colonie	5	
Coulage à raison de 25 %	1	5
Logement		10
Fret à raison de 6 deniers par livre	2	10
Frais de pesage et manutention		3
Passeport		5
Droit perçu par les 5 grosses Fermes	2	
Droit perçu par le Domaine d'Occident	2	
Soit un total de	13 l.	13 sols

pour le cent pesant de sucre brut rendu en France frais et droits payés. A raison de 2 l. 1/2 pour une, le quintal de sucre raffiné revenait donc aux Raffineries de France pour le moins à 34 l. 3 sols.

Calculons de même pour les raffineries coloniales. Suivant les mêmes proportions, le quintal de sucre raffiné leur revenait à la colonie à : 12 l. 10 s.

Logement		10
Fret à 8 deniers par l.	3	6
Pesage et manutention		3
Passeport		5
Droits des 5 grosses Fermes	2	
Droits du Domaine d'Occident	2	

Elles avaient donc un revient en France de . 20 l. 14 s.

20. Nous devons en grande partie ces chiffres à l'étude très documentée de M. F. Darcy, *Aperçu de l'Histoire des sucres sous l'Ancien régime* *Revue historique des Antilles*, n° 4, nov-déc. 1929, p. 14 et s.

Il y aurait eu ainsi en faveur des Raffineries Coloniales une différence de revient de près de 14 l. du quintal soit environ 45 %. L'arrêt du 18 avril 1682 élevant de 4 à 8 livres le total des droits perçus sur leurs sucres raffinés leur laissait tout de même une prime de 10 l. par quintal, soit 30 % environ. Mais ce calcul n'est que théorique. De nombreuses données nous manquent, telles que frais de fabrication et surtout taux des commissions qui, à cette époque où l'argent n'existait pas aux colonies, atteignait des chiffres extraordinaires²¹.

En tout cas, nous pouvons penser que s'il fallait une compensation fiscale aux inégalités naturelles dont pâtissaient les raffineries métropolitaines, cette surtaxe de 4 l. du quintal qu'accordait l'arrêt de 1682 n'était pas exagérée. En réclamer l'exemption comme le faisait le projet de contingentement ne pourrait être dès lors que réclamer la consécration d'une faveur, d'ailleurs, ainsi que nous l'avons montré, sanctionnée par sept années d'application, et en vue de laquelle les Raffineries Coloniales avaient été créées.

Quant à la perte que subiraient les Fermes, du fait du contingentement, elle est incontestable. Mais elle n'atteint tout de même pas le chiffre que lui donne le calcul assez fantaisiste du Mémoire des Raffineurs. Que 1.200 l. de sucre dont les droits seraient réduits à 4 l. au lieu de 8 du cent pesant, rapportent 48.000 l. au lieu de 96.000, la différence entre ces deux chiffres constitue seule la perte subie par les fermiers. Comment tenir

21. La « surhausse » seule des rares monnaies existantes faisait que 15 l. de France valaient 18 l., aux isles, *May, op. cit.*, p. 183.

compte en outre du manque à percevoir du fait que 1.200 milliers de sucre raffiné représentant 3 millions de brut auraient rapporté 120.000 l. ? Il est clair que si les fermiers avaient touché sur les sucres bruts, ils n'auraient pu le faire sur les raffinés qui les remplacent.

Par contre, il est intéressant de remarquer que, compte tenu du coulage, l'augmentation de 4 l. sur les sucres raffinés par rapport aux sucres bruts, compensent exactement le moins perçu qu'ils provoquent pour les fermes. En effet, si les sucres raffinés n'existaient pas, les fermes auraient touché sur les 3 millions de brut qu'ils représentent, déduction faite du coulage, soit 20% : $3.000.000 - 600.000 + 2.400.000$ l. à 4 l. du cent = 96.000 livres soit le même chiffre que pour 1.200 milliers de raffinés à 8 l. du cent.

Le doublement des droits sur les sucres raffinés, édicté par l'arrêt de 1682, compense donc exactement la perte qu'auraient subie les fermes si elles avaient continué à toucher les mêmes droits que sur les sucres bruts.

On ne peut évidemment calculer d'une façon aussi précise la répercussion que pourrait avoir sur la marine, le commerce et la production du Royaume et celle des petits habitants des isles, le fait de ramener au taux dont elles ont bénéficié pendant sept ans, le droit d'entrée sur les sucres raffinés des Antilles.

Le raisonnement des Raffineurs selon lequel les sucres raffinés remplaçant les sucres bruts dans la proportion de 1 à 3 ou 2 1/2, diminuerait d'autant le nombre des vaisseaux, des matelots et le commerce des Isles

est donc par trop simpliste pour mériter attention. Nous savons déjà en effet que l'unité de fret pour le sucre raffiné était plus élevé que pour le sucre brut, que d'un encombrement moindre et centralisé en quelques points de l'île où il était facile de le prendre en charge, les capitaines de vaisseaux le préféraient au sucre brut. Par ailleurs, l'industrie du raffinage en augmentant le revenu des colonies augmentait, ainsi que l'avait si bien prévu Patoulet, leur capacité d'achat et par conséquent les ventes de marchandises de toutes sortes que pouvait leur faire le Royaume. N'importaient-elles pas en outre pour leurs propres besoins, quantité de « matières et ustensiles de toutes sortes » et ne faisaient-elles pas vendre aux petits habitants un grand nombre de denrées leur permettant de vivre ?

Il semblait donc au contraire, que la prospérité des raffineries des colonies avait une très grosse influence sur celle des colonies elles-mêmes, et augmentait le débouché pour les produits du Royaume, le fret pour les vaisseaux du Roi et étaient un élément de travail pour les petits planteurs. « Nous savons, disait le procureur Lhomme²² que depuis l'établissement des Raffineries aux isles, par notre propre expérience, qu'il est venu un nombre plus considérable de vaisseaux que par le passé, que les marchandises y sont en plus grande abondance et diminuées de moitié de leur prix ordinaire. Les mascouades et toutes les denrées des isles augmentent de plus du tiers. »

22. Remontrances du Procureur, Arch. Nat. Col., F^o 268.

En consacrant la prospérité des raffineries coloniales, le contingentement proposé aurait donc eu une heureuse répercussion sur celle des colonies, de la Marine, du commerce et de la production du Royaume. Mais du même coup, diminueraient les droits perçus par les fermiers et augmenterait l'inégalité naturelle à l'encontre des Raffineries du Royaume, deux catégories d'intéressés pour lesquels le doublement des droits sur les sucres raffinés de l'arrêt de 1682 apportait une souhaitable compensation.

Pouvait-on dès lors le supprimer ? « La révocation de cet arrêt ne sera rien contre la ferme, précisait l'auteur du projet de contingentement, ce dit droit (l'ancien droit de 1675) ayant été imposé depuis son établissement et les fermiers devant rendre compte du provenu de clerk à maître. » Juridiquement, ce dernier avait raison. Le contrat des fermes avait été établi (1674) alors que l'ancien droit de 4 l. frappait également sucres bruts et sucres raffinés des Isles. Les fermiers étaient donc mal fondés à réclamer une compensation quelconque sur ce que les sucres raffinés représentaient plus que les sucres bruts.

Mais avons-nous vu, c'étaient surtout leurs récriminations ajoutées à celles des raffineurs métropolitains qui avaient inspiré le législateur de 1682. Le gouvernement ne pouvait changer une attitude prise délibérément à l'encontre des raffineries coloniales et qui correspondait à sa volonté de faire respecter les principes protectionnistes du système colonial qui se précisait. Les colonies établies dans l'intérêt de la Métropole

devaient lui fournir des matières premières nécessaires à ses industries et non lui faire concurrence.

Aussi fut-il répondu par un arrêt du 21 janvier 1684 qui faisait « défense à tous sujets de Sa Majesté habitant aux Isles Françaises de l'Amérique d'établir à l'avenir de nouvelles raffineries ». Les raisons en étaient nettes : « attendu qu'à cause des raffineries existant aux isles, celles de France ne travaillent pas et que les ouvriers raffineurs désertent le Royaume ». Une amende de 3.000 livres sanctionnait cette interdiction.

Un arrêt du 20 septembre de la même année venait ensuite prolonger pour « tant et si longtemps qu'il plaira à Sa Majesté » la perception du droit de 8 livres sur les sucres raffinés des Isles établi par l'arrêt du 18 avril 1682.

Ce même arrêt du 20 septembre rétablissait en outre au profit des raffineries de Rouen, Dieppe, Bordeaux et La Rochelle, le « privilège de l'estape » : les droits sur les sucres bruts « bien et dûment rafinez » leur étaient remboursés à raison de 9 livres pour chaque cent pesant exporté à l'étranger.

Les raffineries coloniales étaient ainsi officiellement condamnées, la suprématie des raffineries métropolitaines consacrée et tout le commerce des sucres organisé en principe à nouveau selon leur unique profit.

CHAPITRE III

AUTRES TENTATIVES DE CONTINGENTEMENT. PROSPERITE ET DECLIN DES RAFFINERIES COLONIALES

Sommaire. — 1. Les demandes particulières d'exemption des nouveaux droits établis par l'arrêt de 1682. Les héritiers Guestion. Acceptation. Enseignements pour la notion d'application et de contrôle des contingentements. La demande de Patoulet. Signification. Rejet.

2. Résultats inattendus des arrêts de 1684. Privilèges, abus et prospérité des Raffineries coloniales. Apparition des sucres terrés. Aggravation de la concurrence coloniale.

3. Offensive contre les sucres blanchis des colonies. Ordre du roi de détruire les nouvelles raffineries. La défense des sucres terrés par l'intendant Robert. L'arrêt du 26 septembre 1696 cherchant à contingenter la production des sucres terrés. Inefficacité. L'arrêt du 20 juin 1698. Sa rigueur, sa signification.

4. Ultimes demandes d'exemption des nouveaux droits. Gravité. Dernières contributions à la notion de contingentement.

5. Rejet de ces demandes. Disparition des raffineries coloniales. Organisation définitive du pacte colonial pour le commerce des sucres des Antilles.

Nous avons pensé qu'il y avait lieu de rapprocher du projet de contingentement certaines tentatives personnelles d'exemption du nouveau droit pour une quantité déterminée. Grâce à elles, la notion de contingentement semble pouvoir bénéficier de précieux apports.

Nous avons tenu également à relater les circonstances qui ont suivi les arrêts de 1684 dernières phases de la lutte entre raffineries coloniales et métropolitaines et de l'élaboration du Pacte colonial pour le commerce des sucres aux Antilles. Elles expliquent une tentative de contingentement à la production des sucres terrés et d'autres demandes d'exemptions particulières qui ne manquent pas d'intérêt. Nous arrivons ainsi à l'épilogue des essais de contingentement à l'importation des sucres raffinés coloniaux au xvii^e siècle.

I. Les demandes particulières d'exemption des nouveaux droits de l'arrêt du 1^{er} avril 1682.

Madame Elisabeth Hobier, veuve de « Maître Claude Guestion ancien Trésorier de France à Caen et l'un des directeurs de la Compagnie des Indes Orientales » fut la première à réclamer cette exemption pour la raffinerie que son mari avait construite à la Guadeloupe en 1667. Il semble que sa demande fut présentée sitôt paru l'arrêt du 18 avril 1682. En effet, dès le 4 juillet de cette même année, une décision du Conseil d'Etat faisait droit à sa réclamation. Une copie de cette décision est conservée aux Archives de la Chambre de commerce de Nantes¹. Le texte en est des plus précieux. Il nous permet de savoir pourquoi et dans quelle mesure cette exemption a été accordée et de quelle manière

1. Ch. de commerce de Nantes, *Extrait des registres du Conseil d'Etat du Roy*, 4 juillet 1682, Sorée C. 730.

elle fut organisée. Nous avons là les raisons, la quotité, le mode d'application et de contrôle d'un contingentement d'importation attribué à un particulier.

Madame Veuve Gueston semble avoir très habilement étayé sa demande. Des raisons d'équité, de droit et de faveur, étaient tour à tour invoquées. Feu Maître Gueston s'était donné beaucoup de mal pour construire cette raffinerie, y avait dépensé beaucoup d'argent et tout cela uniquement pour « faire quelque chose d'agréable à Sa Majesté ». De plus, installé « dès l'année 1667 », cet établissement n'avait jamais payé pour l'importation de ses sucres dans le Royaume que les mêmes droits d'entrée appliqués aux « autres sucres mascouades », pratique qu'avait consacrée expressément l'arrêt de May 1675.

Or, l'arrêt du 18 avril 1682 ne reconnaît-il pas précisément qu'au moment où l'arrêt de 1675 a été rendu « il n'y avait qu'un très petit nombre de raffineries dans lesdites isles » et n'élève-t-il pas les droits d'entrée parce que depuis cet arrêt « il a été établi un grand nombre de raffineries dans lesdites isles² ». Dès lors, la raffinerie Gueston construite « plus de huit ans » avant cet arrêt de 1675 ne pouvait être comprise dans ce dernier motif et il semblait injuste que Me Fauconnét, fermier des cinq grosses fermes et Me Oudiette, fermier du Domaine d'Occident puissent prétendre percevoir sur ses sucres les quatre livres en sus des anciens droits.

2. Arrêt du 18 avril 1682, Arch. Nat. AD, XI, 48. Nous reproduisons cet arrêt *in extenso*, en fin du vol.

Enfin, Mme Vve Gueston dont le mari et le fils étaient morts à Schiras en Perse « pour le service de Sa Majesté et celui de la Compagnie des Indes Occidentales » ne pouvait-elle particulièrement attendre de Sa Majesté qu'elle fit droit à sa demande en toute justice et équité ?

Toutes ces raisons n'inspirèrent pas également la décision favorable du Conseil d'Etat. « Sa Majesté en son Conseil, y est-il dit, voulant *traiter favorablement* » la famille dudit Gueston et *interprétant* le dit arrêt du Conseil du dix huitième avril dernier ». Le Roi se rendait donc à l'argument juridique et à la demande de faveur. Il voulait bien traiter la famille du sieur Gueston et interpréter comme elle le demandait l'arrêt du 16 avril 1682. Mais, l'argument d'équité est laissé de côté. Il n'est point question de dédommagement pour les frais qui avaient pu être faits pour lui être agréable. Et étant donnée la rédaction du texte, le silence du Roi à cet égard est des plus significatifs. Toutes les autres raffineries ne pourraient-elles en effet se prévaloir du même argument, alors qu'il est particulier à la Raffinerie du Sieur Gueston d'avoir été construite dès 1667 ? En adoptant les raisons strictement personnelles à la raffinerie des héritiers Gueston, la nouvelle ligne de conduite que s'était tracée le Gouvernement vis-à-vis de la concurrence coloniale, demeurait sauve.

Toutefois cette exemption « des dites quatre livres de droits d'augmentation d'entrée » n'était accordée que « jusques à la concurrence seulement de la quantité de *deux cents milliers pesans* de sucre raffiné par an ». Il importait, en effet, de la limiter à un chiffre — et

c'est là où se révèle précisément l'idée de contingentement annuel — qui correspondit à ce que fabriquait normalement la raffinerie au moment où était en vigueur l'ancien tarif de 1675, dont se prévalaient les propriétaires. On avait eu la bonté de leur reconnaître un droit acquis sous certaines conditions et non de leur accorder une faveur illimitée.

Une fois posé ce principe et fixé le chiffre qui en est l'expression, il fallait le faire respecter exactement, en éviter tout dépassement. A ce but, le texte prévoit des conditions qui devront être remplies « à peine de déchéance de ladite exemption ».

Les sucres raffinés venant de la raffinerie en question devront être « accompagnés de déclarations signées du commis général préposé à ladite raffinerie, visées par le commis de Maistre Oudiette et certifiées véritables au dos desdites déclarations par le Gouverneur commandant ladite isle ». Ainsi, il faut qu'accompagne la marchandise, une déclaration signée du directeur de l'établissement dont elle provient, visée par le représentant des Fermes Unies en la colonie et authentifiée par le Gouverneur. Une telle déclaration à l'arrivée de la marchandise en France, permet au fermier d'être assuré d'une part qu'elle provient bien de la Raffinerie Gueston et non point d'une autre, et d'autre part, que la quantité, ainsi qu'aura pu le constater son commis en la colonie chargé d'en tenir la comptabilité, est bien dans la limite fixée pour l'exemption. Il peut d'ailleurs vérifier lui-même cette quantité une seconde fois par ses bureaux des différents ports de la Métropole. Ainsi s'établit

un double contrôle qui permet de s'assurer que le « crédit à l'importation » en exemption des nouveaux droits n'a pas été dépassé.

Mais n'est-ce pas là, pour un cas particulier, toute la méthode d'application et de contrôle mise en pratique à l'heure actuelle pour les contingentements d'importations coloniales. Prenons comme exemple le contingentement des rhums qui intéresse principalement ces mêmes colonies des Antilles. Comment fonctionnait-il, comment le contrôle s'établissait-il ?

Le propriétaire de chaque établissement, lisons-nous dans l'ouvrage de M. Saint-Olympe³ doté d'une part sur la quantité des rhums de la colonie pouvant être admis en France en exemption de la surtaxe prévue par la loi du 25 juin 1920, doit, s'il veut bénéficier de cette exemption, faire une déclaration signée au Service des Contributions Indirectes de la colonie, indiquant la quantité et le degré de la marchandise destinée à être expédiée en France. Le Directeur des Contributions, vérification faite du registre des comptes particuliers qu'il doit tenir en vertu du décret du 5 septembre 1920, délivre un certificat sur papier blanc dit de contingentement, qu'il retire d'un cahier à souche dont le producteur aura signé la souche lui-même ou par un mandataire spécialement habilité à cet effet. Le certificat, dûment visé par le gouverneur de la Colonie, doit accom-

3. St Olympe, Directeur des Contributions indirectes à la Martinique. *Le régime du contingentement des rhums coloniaux à l'importation en France*, p. 248 et s.

4. Arrêté du 4 mai 1923.

pagner la marchandise et fait foi aux yeux des Douanes françaises de sa qualité d'exemptée de la surtaxe dans la limite du contingent.

A part quelques détails administratifs tels que système de registres individuels, de cahiers à souches et couleur de certificat (qui constituent un réel perfectionnement) n'est-ce pas là pour chaque producteur doté de contingentement le même processus d'opération, que pour le « commis spécial préposé à la raffinerie du sieur Gueston » ? Les Fermes sont remplacées par les Contributions indirectes qui pourraient être aussi vigilantes des intérêts du Trésor que le fermier de ses propres deniers.

Ainsi les contingentements d'importation coloniale ne seraient que l'application généralisée d'exemptions particulières de droits d'importation pour une quantité et une catégorie de marchandises déterminées.

*
* *

Une autre demande d'exemption particulière, semble avoir eu un sort moins heureux. Elle a pour auteur Patoulet lui-même, devenu intendant de la Marine à Dunkerque; il s'était empressé d'imiter l'exemple de Mme Vve Gueston et laissait voir ainsi un mobile infiniment moins généreux dans la défense qu'il avait faite des raffineries coloniales. Dans une supplique à Seignelay, conservée aux Archives de la Marine⁵, il

5. Patoulet à Seignelay, Dunkerque, 7 mars 1684, Arch. Nat. Mar. B³ 45 et en annexe p. 140.

fait ressortir comment pour exécuter les ordres de Colbert et « dans la veüe de rendre un service considérable à Sa Majesté, estant certain que rien ne peut rendre le commerce des isles plus florissant que l'établissement des raffineries » il s'est trouvé engagé « ayant à soutenir des commencements qui seraient tombés sans son secours » — « pour 3/8 qui tiennent lieu de 10.000 écus dans la raffinerie du Mouillage de la Martinique » et pour encore 50.000 francs qu'il a « prestés aux autres ».

Aussi, afin d'éviter « le malheureux estat où seraient réduits ses affaires... par l'application du nouveau droit sur les sucres raffinés » prend-il « la liberté de supplier Monseigneur de lui accorder de même qu'il l'avait fait pour la raffinerie du sieur Gueston à la Guadeloupe une exemption particulière de trois cents milliers de sucre raffiné pour la raffinerie du Mouillage de la Martinique... soit par un arrêt d'exemption générale, soit par un privilège particulier. »

Une telle exemption devait lui être accordée ainsi, à titre de dédommagement, de compensation pécuniaire, non pas seulement pour avoir suivi ponctuellement les ordres du Ministre et avoir travaillé de son mieux au bien de la colonie, mais surtout pour avoir poussé son zèle jusqu'à faire usage de sa propre fortune pour aider les entreprises défaillantes.

Il nous a malheureusement été impossible de retrouver la réponse qui a pu être faite à pareille demande. Mais les registres du Conseil d'Etat de l'époque étant muets à cet égard, il y a beaucoup de chance qu'elle ne se soit heurtée à une fin de non recevoir.

Sans doute le roi ne s'intéressait-il pas outre mesure au mauvais état des affaires personnelles de l'ancien intendant des Isles même si elles étaient liées à l'exécution de ses ordres. N'était-ce pas agir un peu en dehors des limites de sa fonction d'intendant ? Mais surtout, semble-t-il, Sa Majesté ne voulait faire aucun cas de l'argument d'exemption à titre de dédommagement. Cet argument pouvait, en effet être invoqué par toutes les raffineries qui s'étaient installées dans les colonies selon sa volonté expressément formulée. Ce qui n'eut pas manqué d'aboutir à l'exemption du droit de huit livres de toutes les raffineries existantes. N'était-ce pas là, avons-nous vu le principal argument du projet de contingentement ?

Il ne pouvait des lors accorder à titre particulier ce que, ayant ouvertement pris position pour les raffineries métropolitaines, il refusait à titre général. Patoulet pressentait d'ailleurs fort bien lui-même l'objection lorsqu'il demandait que l'exemption lui soit accordée, « soit par un arrêt d'exemption générale, soit par un privilège particulier. »

Mais ces mêmes termes où se trouvent juxtaposés, assimilés « exemption générale » et « privilège particulier » ne viennent-ils pas illustrer la notion que nous tentions de dégager sur la signification pratique des contingentements d'importations coloniales : une généralisation d'exemption de droits d'entrée pour une quantité déterminée de même marchandise, formant autant de privilèges particuliers pour chaque producteur de cette marchandise doté d'une part de cette exemption.

*
* *

Après Patoulet, il y eut bien, à notre connaissance, une autre demande d'exemption particulière. Mais elle ne peut être rangée dans la même catégorie que les précédentes.

Il s'agit d'une demande présentée par un certain sieur Château du Bois, ecclésiastique, en vue d'obtenir l'entrée en franchise de tous droits dans le royaume, des sucres provenant d'une raffinerie qu'il avait installée à la Guadeloupe dans le but d'en employer les bénéfices au soulagement des pauvres des isles de l'Amérique. Un arrêt du Conseil d'Etat du Roy⁶ du 30 septembre 1686 fait droit à cette demande. Il accorde, nous dit le texte : « exemption et décharges pour toutes sortes de droits » pour les sucres provenant de cette raffinerie « tant et si longtemps qu'ils seront employés au soulagement des pauvres des isles de l'Amérique ».

On ne peut évidemment assimiler à un contingentement particulier, un privilège accordé dans un but aussi spécial et sacré que celui de cette charité qui caractérisait déjà l'esprit du Grand Roi sur la fin de son règne, d'autant qu'aucun chiffre, aucune limite ne sont prévus.

Mais cela n'implique pas moins tout de même, que sur les cinq ou six raffineries qui existaient aux Isles à cette époque, deux d'entre elles avaient réussi à échapper à ce fameux droit de 8 livres du cent pesant, établi une

6. *Extrait des registres du Conseil d'Etat du Roy*, 30 sept. 1686, Arch. Nat. AD, XI, 48.

première fois pour deux ans par l'arrêt de 1682, puis *ad libitum regis*, par celui du 20 septembre 1684.

II. Résultats inattendus des arrêts de 1684

A en croire les plaintes, les remontrances, les protestations si vives du procureur Lhomme, de Patoulet, de l'auteur du projet de contingentement et de ceux qui en demandaient l'exemption à titre personnel, ce droit de 8 livres établi par l'arrêt du 18 avril 1682 eut dû amener un grave préjudice pour les raffineries des Antilles. L'arrêt du 21 janvier 1684 en prohibant l'installation de nouvelles raffineries aux Antilles et celui du 20 septembre de la même année en prolongeant *ad libitum* ce droit établi pour deux ans seulement, devait répondre parfaitement aux vœux des raffineurs de la métropole. Elles voyaient les dégâts de la concurrence coloniale limités aux seules raffineries qui y étaient établies. Encore cette concurrence était-elle réduite dans la proportion qu'elles avaient si fortement sollicitée elle-même pendant de longues années, par la compensation d'un droit d'entrée plus élevé. Leur existence était donc assurée; elles pouvaient envisager avec confiance l'avenir auparavant si menacé.

Mais voilà que par contre-coup, l'arrêt du 21 janvier 1684, en prohibant l'installation de nouvelles raffineries aux Antilles, instaurait un véritable privilège pour les raffineries déjà mises en œuvre. Elles

avaient dès lors ni plus ni moins le monopole du raffinage des sucres aux Antilles.

De plus, nous avons pu nous en rendre compte, le droit de 8 livres n'était en réalité qu'un obstacle bien mince aux bénéfices qu'elles pouvaient faire. Sans même recourir au calcul de leur revient en France que nous avons déjà tenté d'établir, en empruntant seulement à Patoulet lui-même⁷, les éléments d'un calcul bien simple, nous pouvons encore nous en faire une idée. Le sucre brut, écrivait-il, valait à l'époque 5 livres du cent pesant et le sucre raffiné 25 livres du même poids. Il fallait, disait-il, 2 livres 1/2 de sucre brut pour faire une livre de raffiné. Le quintal de raffiné revenait à 12 livres 10 sols, ce qui laissait, à n'en point douter, une fois payés les frais de fabrication, une marge énorme aux raffineurs.

Possibilité d'obtenir une pareille marge de bénéfices devenait désormais leur privilège.

Ce furent les petits planteurs qui pâtirent de cette prohibition. Dans l'espoir du gain que pourrait leur procurer les raffineries des Isles, dont l'activité avait fait monter à un taux rémunérateur le prix des sucres bruts, ils avaient étendu au possible leurs cultures. De nouveaux colons ainsi que l'avaient signalé Patoulet⁸ et le procureur Lhomme⁹, étaient venus s'installer et des

7. Mémoire sur les raffineries des Isles, 20 déc. 1682, Arch. Nat. Col., F³ 162.

8. Mémoire de Patoulet, 20 déc. 1680, Arch. Nat. Col., F³ 162. Le texte en est publié à la fin de cet ouvrage, p. 125.

9. Remontrances du procureur, Arch. Nat. Col., F³ 248.

défrichements considérables avaient eu lieu, si bien que vers 1690, la production du sucre avait atteint les chiffres de 350 et 450.000 quintaux. Elle avait quintuplé en 15 ans. Il n'y avait pas moins de 207 sucreries contre 122 en 1683¹⁰.

Le sucre brut tomba à nouveau à des prix extrêmement bas. Il ne valut plus comme à la pire époque du monopole des raffineurs métropolitains que 40 ou 50 sols. C'est qu'à leur tour, s'il faut en croire le père Labat, les raffineurs coloniaux tiraient abusivement profit de leur privilège. « Ils ne prenaient pas moins de 7 livres de sucre brut et du meilleur pour rendre 4 ou 5 mois après une livre de sucre blanc. On peut juger du profit de ces raffineurs en comptant que 2 $\frac{1}{2}$ ou 3 livres de brut suffisent pour faire une livre de raffiné; de sorte que les habitants travaillaient toute l'année pour enrichir les raffineurs, et s'appauvrissaient de plus en plus¹¹ ».

Il convient de remarquer toutefois ici que ce rôle de transformateur selon des proportions qui paraissent aujourd'hui si abusives, pourrait s'expliquer du fait qu'il n'existait pas de monnaie métallique dans les colonies à cette époque. Le sucre jouait le rôle de monnaie de compte. Que le sucre raffiné valut 7 fois plus que le sucre brut et les raffineurs en payant aux petits planteurs leur sucre brut leur rendait sept fois moins de sucre raffiné qu'ils n'avaient regu de brut. Ils faisaient donc là une opération de commerce et non une opération de trans-

10. Mémoire pour M. d'Aguessau, 1691, Arch. Nat. Col., C⁸ B¹.

11. *Labat, op. cit.*, IV, p. 340.

formation. Les raffineurs achetaient ferme aux planteurs leur produit au lieu de leur rendre simplement le service de le transformer. Dans ce dernier cas, ils auraient été tenu de leur restituer la matière première transformée, telle qu'elle en ressortait vraiment sous la forme raffinée, dans le premier, ils pouvaient garder licitement pour eux le profit qu'ils étaient à même de faire, heureuse conséquence de leur privilège.

Mais l'importance de leur bénéfice n'était ainsi rendu considérable, que parce qu'ils étaient amenés à suivre les cours qu'établissaient les raffineurs de France. Ceux-ci, en effet, infiniment plus nombreux, conditionnaient et les prix des sucres bruts et ceux des raffinés. Mieux placés qu'eux, les raffineurs coloniaux jouissaient en plus du bénéfice identique à celui que faisaient les métropolitains, d'une véritable rente égale à la différence de leurs prix de revient. Or, ainsi que nous avons pu nous en rendre compte, cette rente pouvait, *a priori*, être de l'ordre de 10 livres du quintal, la surtaxe de 4 livres payée... Ainsi se retournaient au profit des raffineurs coloniaux des mesures qui n'avaient été suscitées que pour les détruire.

Encore « l'assiette » de cette rente n'était-elle nullement limitée comme aurait pu le faire un contingentement limitant leur production en sucres raffinés. Ils pouvaient, en effet, être tentés d'étendre démesurément leur capacité de production, afin d'accroître la source de leurs revenus, menaçant ainsi de devenir à nouveau dangereux pour les raffineries de la métropole en prenant une part plus importante sur le marché

des sucres raffinés et en raréfiant comme par le passé leur matière première. Mais soit que les possibilités techniques ne permissent pas pareille extension verticale, soit qu'ils jugeassent plus prudents de demeurer paresseusement tels qu'ils étaient, les raffineurs coloniaux n'avaient qu'un souci : celui de tirer parti, le plus tranquillement possible, de leur monopole.

Cependant leurs somptueux bénéfices n'étaient pas sans susciter les désirs de lucre de beaucoup. Les situations artificiellement établies par la loi, les interdictions arbitraires d'activités susceptibles de procurer des profits appréciables à leurs auteurs, ont été de tout temps les plus remarquables invites à la fraude. L'amende de 3.000 livres sanctionnant la prohibition de l'arrêt du 21 janvier 1684 était fort peu de chose au regard des bénéfices que l'on pouvait retirer de l'installation des raffineries aux colonies. Aussi, vit-on, dans le courant de cette même année 1684, une nouvelle raffinerie s'établir tranquillement aux Antilles. Sans doute avait-elle payé l'amende de 3.000 livres qui lui tenait ainsi lieu de patente et passait dans les frais généraux de l'entreprise (bien vite amortis par les bénéfices qu'elle ne manquerait pas de faire). En 1687, deux raffineries non autorisées fonctionnaient à plein rendement à la Martinique. Deux autres à la Guadeloupe rivalisaient d'activité avec les raffineries privilégiées. En 1698, leur nombre atteignait 18¹².

Malheureusement, les documents nous manquent

12. Recensements..., 1684, 1687, 1698. Min. des Colonies, G¹ 469 et 470.

pour suivre d'année en année leur progression et leur prospérité. Les « recensements » qui, par ordre du roi, devaient être dressés chaque année et que nous avons pu retrouver en partie dans les archives du ministère des Colonies, sont très incomplets sinon souvent muets à cet égard. Mais, ces quelques chiffres montrent suffisamment combien fut prospère et développée l'industrie du raffinage aux Antilles fin XVII^e siècle, malgré l'interdiction de 1684 et en dépit du droit de 8 livres qu'avaient fait établir les raffineurs et les fermiers de la métropole. Par ailleurs, il est à croire que ces derniers, une fois établie cette surtaxe de 8 livres, ne devaient voir désormais qu'avec la plus grande faveur l'augmentation continue des importations des sucres raffinés des Isles dans la métropole. Ne leur rapportaient-elles pas deux fois plus que celles de sucres bruts ?

D'autre part, les intendants qui, une fois installés à leur poste prenaient vraiment à cœur la prospérité des entreprises coloniales, favorisaient tant qu'ils le pouvaient les raffineries. Begon après Patoulet ne s'était-il pas fait leur avocat ? Nous verrons plus tard l'intendant Robert exposer une fois de plus remarquablement leur défense.

Cependant, en face des raffineurs qui rivalisaient d'opulence, les petits planteurs avaient sombré à nouveau dans la plus misérable des conditions. Le sucre brut, avons-nous vu, comme aux pires époques du monopole des raffineries de France ne valaient plus que quarante à cinquante sols du quintal. A ce taux, ils ne pouvaient vraiment plus subsister. Certains abandonnaient leurs

terres et allaient chercher par ailleurs un sort meilleur. D'autres se mettaient courageusement, sur les indications du Gouvernement, à des cultures autres que celles de la canne à sucre : mûrier, cacao, coton, rocou, indigo, etc.

Mais, une troisième catégorie, celle-là bien mieux avisée que les précédentes, avaient trouvé le moyen de résoudre le difficile problème d'obtenir des sucres qui pourraient tenir lieu de raffinés, sans passer par les conditions léonines des raffineurs. Imitant fort à propos, une pratique venue du Brésil et préconisée pour la première fois à la Guadeloupe par un certain Martin Le Fol¹³, ils s'étaient mis à terrer leurs sucres, c'est-à-dire, les blanchissaient au moyen d'une terre, importée d'abord principalement de Rouen, mais qu'ils surent bientôt trouver sur place¹⁴, qui avait la propriété de débarrasser le sucre de ses impuretés.

D'une technique moins difficile, nécessitant moins de frais d'installation et de fabrication, ce nouveau procédé leur permit de vendre en France un sucre « terré », presque aussi blanc et à bien meilleur compte que le raffiné... d'autant que les fermiers ne pouvant les ranger dans la catégorie des raffinés, percevait sur ces sucres le même droit que sur les bruts.

Aussi, ce sucre « terré » remplaçant les onéreuses cassonades¹⁵ du Brésil connut-il un très grand succès

13. Labat, *Nouveau voyage aux Isles de l'Amérique*, III, p. 320.

14. Dans l'habitation des Frères Prêcheurs à la Guadeloupe, *id.*

15. Ce terme de « cassonade » serait dérivé de « azucar encajonada » qui qualifiait le sucre blanc du Brésil livré en caisses. (Note de F. d'Arcy, *Revue historique des Antilles*, nov.-déc. 1929, p. 16.)

sur le marché de la métropole. C'était précisément l'époque où l'usage du café et du thé commençait à se répandre dans les classes moyennes. L'on préféra de beaucoup ce sucre terré presque aussi blanc, mais infiniment moins cher que le sucre candi et le pain royal que vendaient les raffineurs.

Les capitaines de vaisseaux, de même, estimaient plus avantageuse comme cargaison, ce sucre terré qui ne coulait pas et qui sous un moindre encombrement, avait une plus grande valeur que le brut.

Pour inviter les habitants à leur fournir cette qualité de sucre de préférence, ils s'étaient mis d'abord à leur faire des conditions relativement meilleures que pour les sucres bruts. Bientôt ils n'acceptèrent plus que les sucres terrés¹⁶.

Mais les sucriers n'avaient pas besoin de ces encouragements ni de cette pression. Ils tiraient de tels profits de la fabrication des sucres terrés que les sucres bruts se firent de plus en plus rares. Bientôt on ne vit plus venir des îles que sucres terrés et raffinés : « Je vois par le compte qui m'est rendu du commerce des îles, écrivait le roi à l'intendant Robert en 1695, que les habitants se jettent dans la fabrique des sucres blancs et qu'ils en vendent peu qui ne soient terreux ou raffinés¹⁷ ».

Ainsi avaient été vouées à un échec complet les mesures qu'avaient fait prendre les raffineurs du royaume contre leurs concurrents des colonies. La prohibition de 1684

16. Mémoire de Robert, 1696, Arch. Nat. Col., C⁸ A⁹.

17. Lettres du Roy à l'intendant Robert, Fontainebleau, le 12 août 1695, Arch. Nat. Col., B¹⁸.

n'avait fait qu'instituer au profit des raffineries coloniales existantes un privilège de fabrication, dont la surtaxe de 4 livres établie en 1682 et prolongée indéfiniment par l'arrêt du 20 septembre 1684 ne diminuait que faiblement la rente dont elles jouissaient vis-à-vis d'eux. Cette prohibition et ce privilège trop faiblement protégés par une amende dérisoire, n'avaient pu empêcher de se multiplier et de prospérer une industrie dont les bénéfices étaient considérables pour leurs auteurs. Ils avaient même suscité par contre-coup l'apparition d'un nouveau procédé de purification du sucre infiniment plus dangereux pour les raffineries métropolitaines, que les anciens établissements des colonies.

III. Nouvelle offensive métropolitaine contre les sucres blanchis des Antilles. L'essai de limitation à la production des sucres terrés. L'arrêt du 20 juin 1698.

En même temps qu'il constatait cette grande abondance de sucres terrés et raffinés qu'expédiaient en France les Antilles, le Roi donnait ordre à son intendant de démolir sans merci, toutes les raffineries qui s'y étaient installées depuis et malgré l'interdiction de l'arrêt du 21 janvier 1684. « Je veux absolument, disait-il, que s'il est établi quelque raffinerie aux Isles sous quelque prétexte que ce soit depuis les défenses que j'en ai faites en 1684, vous les *fassiez démolir et ruiner sans qu'il vous soit permis de vous en dispenser...* ».

Mais déjà ces raffineries étaient elles-mêmes forte-

ment atteintes depuis l'apparition des sucres terrés. Par un juste retour des choses, cette nouvelle méthode de fabrication leur faisait la même concurrence que celle qu'elles avaient faites aux raffineries de France, lorsqu'on les avait créées pour soustraire les colonies aux abus que faisaient ces dernières de leur monopole d'achat des sucres bruts : prix de revient infiniment moins élevé, raréfaction de la matière première. « Depuis l'introduction de la fabrique des sucres terrés, disait l'intendant Robert¹⁸... les trois raffineries dont il est parlé n'ont plus travaillé et ont été entièrement anéanties ».

Mais si étaient durement touchées les raffineries des Isles par la concurrence des sucres terrés, à plus forte raison devaient l'être celles de France. Les Fermiers également pouvaient se dire lésés en percevant les mêmes droits sur les sucres terrés que sur les bruts. Une livre de sucre terré ne représentait-elle pas 1 l. 1/3 de sucre brut. Une campagne aussi violente qu'autrefois contre les raffineries des Isles mais cette fois avec le concours de celles-ci, fut menée contre la fabrication des sucres terrés.

Nous en avons les échos dans un long mémoire que l'intendant Robert adressait au roi le 21 avril 1696¹⁹. De même Patoulet pour les raffineries, Robert présentait chaudement la défense du terrage des sucres.

18. « Mémoire sur l'état présent... », 21 avril 1696, Arch. Nat. Col., C^s 49.

19. Intitulé « *Mémoire, sur l'état présent de la Martinique* », ce document des plus précieux qui soient pour l'histoire des Antilles fin xvii^e siècle, fait une description détaillée et critique de la situation générale de la Martinique à l'époque et de ses « différents établissements de justice, religion, commerce et monnaie ».

Ce nouveau procédé malgré les frais plus élevés qu'il entraîne, constitue un progrès certain dans la fabrication du sucre : il évite pertes de sirop durant la cuisson et coulage durant le trajet pour France. Il est devenu indispensable à la subsistance de l'habitant en lui procurant un peu plus de ressources que le sucre brut qui ne pouvait lui permettre de vivre. En effet, étant d'une consommation courante en France, ce sucre terré échappe au monopole des raffineurs. Aussi, tandis que le sucre brut ne vaut que 4 l. 10 sols du cent pesant, on en donne 22 l. 10 sols pour la même quantité de sucre terré. 100 livres de sucre brut correspondant à 66 l. $1\frac{1}{3}$ de terré, l'habitant retire donc 15 l. en sucre terré pour la même quantité de cannes servant à fabriquer 100 l. de sucre brut pour 4 l. 10...

Or, dans cette colonie où le sucre est « l'âme et la base de l'Isle », la prospérité de l'habitant producteur initial de sucre conditionne celle de l'île. De plus, avec l'augmentation de ses ressources, « la consommation devenant plus grande, le commerce sera plus considérable », et nécessitera un plus grand nombre de vaisseaux. Les capitaines préféreraient eux-mêmes cette marchandise moins encombrante et dont le fret leur ressort plus avantageux que le sucre brut. En outre, de nouvelles terres pourront être défrichées, — « jusqu'icy l'Isle n'a été habitée que sur les bords de la mer, parce qu'on ne saurait aventurer un peu loin les barriques de sucre brut, il n'en est pas de même du sucre terré » — ; et on pourra faire venir un plus grand nombre de nègres, élément fondamental de travail et de richesse. Enfin,

les Fermes du Roy retiraient également un certain avantage de l'importation des sucres terrés. Percevant 8 livres, au lieu de 4 livres du cent pesant pour les bruts (elles étaient sans doute parvenues à assimiler de leur propre autorité les sucres terrés aux raffinés) elles touchaient au total $1/3$ de plus que pour les sucres bruts. Ainsi 3 millions de sucre brut à 4 livres du cent payant 120.000 francs de droits, les 2 millions de sucres terrés qui leur correspondent paieraient à 8 livres du cent 160.000 livres. Mais, le sucre brut subissant dans le trajet un coulage de 25 %, au lieu de 3 millions, 2.250.000 seulement arriveraient en France, qui paieraient ainsi en tout 90.000 livres au lieu des 160.000 qu'auraient donné les sucres terrés pour lesquels il n'y a point de coulage.

Ainsi, la prospérité et le développement de la Colonie, de la navigation et du commerce sont étroitement solidaires de la possibilité laissée aux habitants de terrer leurs sucres. Même le Trésor Royal y gagnerait par l'augmentation du revenu des fermes. On voit que l'argumentation de Robert pour les sucres terrés ne le cède en rien à celle qu'avait présentée Patoulet pour les sucres raffinés. Mais, pour ce qui concerne la concurrence que feraient ces sucres terrés aux Raffineries du Royaume, Robert se montre beaucoup plus pertinent, sans doute parce que moins intéressé que Patoulet.

Il est incontestable dit-il, que les raffineries de France seront « anéanties » par une telle fabrication. Mais, « si l'on balance la perte des raffineries en France avec la ruine des colonies françaises, comme il faut le faire

à cet égard, l'alternative étant certaine, je suis persuadé qu'il n'y aura personne qui ne soit du sentiment de sacrifier les raffineries de France pour sauver les colonies françaises. » Et Robert, de faire intervenir en faveur des habitants des raisons d'équité et une notion de propriété fruit du travail, qui semblent assez originales pour l'époque. La ruine des raffineries de France « ne concerne que 12 à 15 personnes qui peuvent faire aller des raffineries en France et qui peuvent s'en passer ». La défense de terrer les sucres entraîne la ruine définitive des habitants en leur enlevant leur unique ressource. L'injustice se serait-elle pas criante ? De plus « les cannes à sucre qu'ils font venir de la terre qu'ils cultivent étant leur propre bien et le fruit de leur travail, ils ont plus de raison de vouloir tirer du profit que n'en auraient des personnes qui sont en France dans leur maison fort à leurs aises, de vouloir s'attirer tout le profit du travail des habitants des colonies, les laissant dans la misère et la nécessité. »

Malgré ces excellentes raisons, les raffineurs de France obtinrent une fois de plus gain de cause. Si peu nombreux qu'ils soient, ne représentent-ils pas l'industrie de France, que doit alimenter en matières premières et non concurrencer, les colonies des Antilles ?

Un arrêt du 26 septembre 1696, venait signifier aux habitants des Isles, que désormais, ils ne pourraient ni « obliger les négocians de prendre en payement de ce qu'ils devront plus de la moitié en sucres terrés, l'autre moitié devant être acquittée en sucres bruts, ni convertir en sucres terrés que la moitié de ce qu'ils

retirent de leurs terres, l'autre moitié devant rester en sucres bruts... et qu'au surplus, ils payeront pour leurs sucres terrés à l'entrée du Royaume, les droits établis pour les sucres raffinés des isles. »

Ainsi, défense aux habitants de convertir plus de la moitié de leurs récoltes en sucres terrés ni de se servir de ceux-ci pour plus de la moitié de leurs paiements, assimilation des sucres terrés aux sucres raffinés pour les droits d'entrée en France. Cet arrêt demandait en outre, l'exécution à la lettre de celui du 21 janvier 1684, prohibant l'installation de nouvelles raffineries aux Isles à dater de sa parution. Ces mesures, en fait, ne donnaient que partiellement gain de cause aux Raffineries de la Métropole. Déjà, ainsi que nous l'avons pu voir par le mémoire de Robert, les Fermiers s'étaient mis d'eux-mêmes à percevoir les mêmes droits pour les sucres terrés que pour les raffinés. De plus, le rappel de l'arrêt de 1684 ne pouvait être plus efficace que ne l'avait été l'arrêt lui-même. Mais ce qui doit retenir davantage notre attention, est cette défense faite aux habitants de convertir plus de la moitié de leurs paiements en sucres terrés. N'y a-t-il pas là dans une certaine mesure, l'idée de contingentement ? Lorsqu'en 1919, le Gouvernement tenta une première fois de limiter l'importation des rhums coloniaux en France, l'idée de contingentement pour ce qui concerne les « tafias produits avec les mélasses résiduelles de la fabrication du sucre » n'était exprimé que par un simple calcul : « jusqu'à la concurrence, disait le dé-

cret²⁰, de deux hectolitres d'alcool pur par tonne de sucre produite.»

Ainsi, jusqu'en ses moindres variantes, pourrait être retrouvée l'idée de contingentement au xvii^e siècle, mais il ne s'agirait là qu'indirectement d'un contingentement à l'importation.

Il est clair que l'observation d'une semblable décision se soit révélée fort difficile sinon impossible en pratique. Il aurait fallu connaître exactement le taux des récoltes de chaque producteur pris individuellement, en calculer le chiffre auquel il leur serait permis de les convertir en sucre terré, veiller à ce que ce chiffre ne soit point dépassé, puis contrôler chacune des transactions que ces producteurs pourraient passer avec les marchands, afin que soient effectivement donnés en paiement moitié sucre terré, moitié sucre brut... On voit d'ici la complication, d'autant qu'en dépit de ce que font supposer les termes de l'arrêt, sans doute inspirés par les fausses allégations des raffineurs de France, c'étaient les négociants en trouvant un débit plus facile et les capitaines de vaisseaux un fret plus avantageux, qui exigeaient des habitants du sucre terré et délaissaient le brut.

Aussi, cet arrêt comme d'ailleurs le sera plus tard le décret du 19 octobre 1919, demeura-t-il lettre morte. Les habitants le considérèrent comme une autorisation officielle de fabriquer du sucre terré et cette pratique continua plus forte que jamais.

²⁰ Décret du 19 oct. 1919, *J. O. R. F.*, 20 oct. 1919, art. I.

Pendant quelque temps les raffineries métropolitaines ne parurent guère s'en apercevoir. A la faveur de la guerre contre l'Angleterre, les corsaires et les navires du roi faisaient des prises nombreuses et fructueuses. Des cargaisons entières de sucre brut venant des îles anglaises, furent si souvent déversées sur le marché de la Métropole et à des prix tels que les raffineurs eurent longtemps une matière première abondante et bon marché. Mais la paix de Ryswick amenait avec la fin de la guerre, la fin de cette prébende. Les raffineurs du Royaume s'aperçurent alors que les Antilles n'expédiaient plus que peu ou point de sucre brut. Si bien que le prix de cette denrée s'éleva en quelques mois à 4, 8, 9 et 14 livres du cent pesant²¹.

Alors les raffineurs de France acculés à une ruine prochaine, se mirent à crier plus fort que jamais, multiplièrent mémoires et remontrances auprès du Roi, tant et si bien qu'il intervint bientôt un nouvel arrêt qui, cette fois, consacrait définitivement, en même temps que leur hégémonie, la ruine de leurs concurrents des Isles.

L'arrêt du 20 juin 1698 en effet, tandis qu'il ramenait de 4 à 3 livres seulement du cent pesant les droits d'entrée sur les sucres bruts, élevait à 15 et 22 l. 10 sols « comme pour les sucres étrangers » le tarif d'importation pour les sucres terrés et les « sucres en pain raffinés aux dites isles ».

... *Comme pour les sucres étrangers*, spécifiait bien

21. Robert au Ministre, 11 juillet 1698, Arch. Nat. Col., C⁸ A. 10.

l'arrêt, tenant ainsi à bien marquer que le protectionnisme métropolitain vis-à-vis de ses colonies devenait désormais aussi fort que vis-à-vis de l'étranger.

IV. Ultimes demandes d'exemption des nouveaux droits.

L'arrêt du 20 juin 1698 était le coup de grâce pour les raffineries coloniales. Déjà fortement handicapées par la concurrence des sucres terrés, comment auraient-elles pu supporter pour l'entrée de leurs marchandises en France, ce même droit prohibitif de 22 l. 10 que Colbert avait établi en 1665²² contre les sucres raffinés de Hollande pour les exclure du marché français ?

Pour échapper à une ruine certaine, la raffinerie du Bourg St-Pierre, l'une des rares qui subsistât encore, tentait une suprême démarche. Une supplique des plus pressantes était envoyée au Roi par Madame d'Angennes, veuve du marquis d'Angennes-Maintenon, créateur de cette raffinerie. Nous l'apprenons par une lettre de l'intendant Robert²³, répondant à l'invitation que lui faisait le Roi « de lui expliquer distinctement ce qu'elle demandait ». Sans doute, comme il arrive souvent en ces occasions, l'impétuosité des griefs avait-elle nui à la clarté de la demande... Robert, avec une éloquence et une chaleur qui rappellent beaucoup celles qu'avaient montrées autrefois Patoulet

22. Arrêt du 15 sept. 1665, Arch. Nat. AD, XI, 48 et *infra*, p. 23.

23. L'intendant Robert au Roi, 28 juil. 1699, Arch. Nat. Col., C⁸ A¹¹.

pour les raffineurs coloniaux, appuyait la demande de Madame d'Angennes²⁴.

« Elle se fonde, disait-il, sur des raisons de justice et de faveur ». Et comme autrefois l'auteur du projet de contingentement, Mme Vve Gueston et Patoulet, il invoque la nécessité de dédommagement pour les dépenses qui avaient été faites en vue de satisfaire aux désirs de Colbert et du Roi par la construction de raffineries... « M. le marquis d'Angennes fut le premier à entreprendre une raffinerie pour se *rendre agréable à Mgr Colbert*... et sous des promesses qu'il lui serait accordé divers privilèges..., il a fait une dépense terrible, s'y est beaucoup endetté et ses dettes ne sont point encore achevées de payer... ». Il aurait pu dès lors obtenir les mêmes exemptions qui avaient été accordées pour les raffineries de MM. Gueston et Château du Bois à la Guadeloupe. Mais « peu attaché à ses intérêts, il ne songea point à demander pareil privilège » ; ceci ne méritait-il pas une certaine compensation... ?

Mais ce n'est pas seulement un acte de pure équité que demande Madame d'Angennes en voulant faire exempter sa raffinerie du nouveau tarif de l'arrêt de 1698, c'est encore un droit qu'elle veut faire valoir. Dans cet arrêt, n'est-il pas « précisément expliqué que le Roi voulait réprimer la liberté que les habitants des Isles se sont donnée de terrer et blanchir leurs sucres ? » Or « il est manifeste que la dite dame d'Angennes et ses enfans mineurs ayant une raffinerie établie *comme par*

24. Ne lui avait-il « obligation de bien des secours » ? *id.*

ordre du Roy, conservée par permission expresse de Sa Majesté... n'est pas du tout dans le cas des autres habitants des isles ». Au contraire « la faute qu'ils ont faite de se donner la liberté de terrer leurs sucres a été très-préjudiciable à sa raffinerie ». Aussi doit-elle « estre maintenue dans les privilèges de sa raffinerie qui luy ont toujours donné le pouvoir de faire des sucres blancs et raffinés et estre tenue seulement de payer les droits des sucres qui s'y fabriqueront sur le même pié qu'ils se payaient avant l'arrêt du 20^e juin 1698 ».

Enfin, si c'est une faveur que de lui reconnaître un tel droit, le nom qu'elle porte ne l'en rend-elle pas particulièrement digne. N'est-il pas « avantageux aux colonies d'y conserver une famille aussi illustre que celle de M. d'Angennes-Maintenon ? »

Et Robert termine en déclarant que puisque on lui a fait l'honneur de lui demander son avis, il trouve toutes ces raisons fort bonnes et justes. Et personnellement, il propose d'« accorder à la dite dame d'Angennes et à ses enfans une exemption des nouveaux droits de l'arrêt du 20^e juin 1698 pour les sucres terrés et raffinés qui se feront dans sa raffinerie de la Montagne de la Martinique, et en fixer la quantité à 150 milliers pour chacun an. »

Nous sommes à nouveau en présence d'une demande de contingentement d'importation coloniale à titre particulier. Mais, semble-t-il, la notion de contingentement est mieux précisée que précédemment. Les raisons invoquées pour l'obtenir sont plus justes et le péril qu'il doit faire éviter beaucoup plus sérieux. Outre cet argument fondamental d'avoir été construite

comme par ordre du Roy qu'avaient déjà fait valoir les autres raffineries après l'arrêt de 1682, celui tiré de l'interprétation de l'arrêt de 1698 était des plus probant. Cet arrêt avait été en effet bien provoqué par l'activité de ceux qui n'avaient pas le droit de blanchir leurs sucres. Les circonstances le prouvent, et comme le remarque justement Robert, le texte de l'arrêt lui-même est formel : « Le Roy étant informé que l'occasion et la durée de la guerre ont nécessité les habitans des isles de l'Amérique de se dispenser des principes et des règles prescrites sur la fabrique et destination de leurs sucres en *s'adonnant au terrage desdits sucres...* d'où il est arrivé que les sucres terrés des isles ont eu cours à la place des raffinés du Royaume, et que les cassonades du Brésil qui doivent payer quinze livres de droits d'entrée, ont esté introduites en payant seulement huit livres, sous les titre et ressemblance des sucres terrés des isles... ». La raffinerie d'Angennes dont le privilège de blanchir le sucre était légalement reconnu par l'arrêt de 1684 ne pouvait vraiment être comprise dans de tels griefs. Or, ses sucres étaient frappés de droits plus élevés que les sucres terrés : 22 l. 10 sols contre 15 l. Ces droits étaient strictement prohibitifs puisqu'ils étaient du même taux que ceux qu'avait établis Colbert à l'encontre des raffineries hollandaises. Mais précisément, c'est cette aggravation insoutenable des droits dont cherche à se soustraire la Raffinerie pour un chiffre déterminé, qui apparente mieux la proposition de Robert aux contingentements coloniaux actuels. Le principal intérêt du contingentement des

rhums ne réside-t-il pas en ce qu'il établit une limite au delà de laquelle correspond une véritable prohibition ?

Le chiffre fixé dans la demande de Robert attire également l'attention : 150 milliers par an. Or nous savons que pour cette même raffinerie, dans le premier projet de contingentement, il avait été question de 200 milliers. Il y a donc une réduction de 50 milliers par an qui correspond sans aucun doute à la diminution de la production de cette raffinerie. N'y a-t-il pas là une nouvelle illustration du principe de respect des situations, de « cristallisation » de l'activité du moment qui doit inspirer l'évaluation des contingentements.

Enfin, cette demande d'exemption personnelle ne le cède en rien aux précédentes, pour ce qui a trait à la notion que l'on en peut déduire pour la technique d'application des contingentements. En effet, comment bénéficier de l'exemption ? « En faisant connoître aux Bureaux des entrées en France par des certificats de l'intendant des Isles, les dits sucres pour estre sortis de la Raffinerie de la dite dame d'Angennes. » N'est-ce pas avec la pratique du certificat de contingentement toute la théorie du fonctionnement et du contrôle du système qui est indiquée ?

Ainsi, tout en s'inspirant des antérieures demandes particulières dont la formule et le but semblent analogues, cette proposition de Robert en faveur de la Raffinerie d'Angennes par son caractère plus précis et plus sérieux, marque encore un léger progrès dans la notion de contingentement d'importation coloniale.

V. Rejet des demandes. Disparition des Raffineries coloniales. Organisation définitive du pacte colonial.

Cependant, la demande de Madame d'Angennes, malgré l'appui et les excellents arguments de l'Intendant Robert, trouvait auprès du Roi un accueil totalement différent de celle de Madame Gueston en 1682.

« Le Roy, écrivait le Ministre Pontchartrain à Robert le 13 janvier 1700²⁵, n'entre pas dans la demande que fait Madame d'Angennes pour l'exemption des nouveaux droits imposés sur les sucres raffinés ». Sans doute la raffinerie Gueston avait-elle fait en même temps une autre demande; le ministre ajoute en effet : « Sa Majesté a rejeté celle de la famille du Sieur Gueston parce qu'il aurait fallu accorder une indemnité aux fermiers auxquels l'augmentation sur ce, tient lieu de la diminution qui est faite sur les bruts. » Les droits sur les sucres bruts avaient été en effet réduits de 4 l. à 3 l. du cent pesant. Mais une compensation qui consisterait à avoir augmenté de 8 l. à 15 l. et 22 l. 10 sols « comme pour les sucres étrangers » les droits sur les sucres terrés et raffinés, ne pouvait être vraisemblablement la raison du refus.

La signification en est beaucoup plus grave. C'est la disparition complète et définitive des sucres raffinés coloniaux du marché métropolitain que voulait cette fois le Gouvernement sans que ne puisse l'arrêter aucune

25. Le Ministre à Robert, 13 janvier 1700, Arch. Nat. Col., B²¹.

considération de personne. D'ailleurs, comme pour bien marquer cette volonté, tout en semblant chercher à en atténuer les effets, le Roi allait jusqu'à déroger aux principes de l'exclusif : comme par un effet de sa bonté, il permettait aux habitants d'exporter directement leurs sucres à l'étranger : « Pour procurer aux habitants le débit de leurs sucres terrés et raffinés, permet Sa Majesté aux négociants français de les porter en droiture desdites isles dans les pays étrangers ».

Jusqu'alors, conformément aux règles prescrites par Colbert, et ainsi que nous avons pu le voir, il était absolument interdit aux Colonies de vendre leurs produits quels qu'ils soient à l'étranger. Elles devaient les acheminer obligatoirement vers la Métropole. A celle-ci était exclusivement réservée, le cas échéant, la possibilité de les réexporter, et faire ainsi entrer dans le Royaume de la si précieuse monnaie d'or. Mais plutôt que de subir la ruineuse concurrence que faisaient les sucres raffinés coloniaux aux Raffineries de France, ne valait-il pas mieux leur permettre de s'écouler directement à l'étranger et leur opposer à l'entrée du Royaume, une barrière aussi infranchissable que s'ils venaient de pays rivaux ? La Métropole n'y perdait rien. De sérieuses précautions étaient en effet prises afin que cette exception à un principe de l'exclusif devenu défavorable, n'entraîne aucune perte des avantages qu'il peut comporter par ailleurs. Le Trésor royal était sauvegardé. Avant d'exporter ses sucres raffinés, l'habitant devait avoir auparavant « payé les droits dus au

domaine d'Occident²⁶ ». De même devait être respecté intégralement le privilège qu'avait la Métropole de fournir les colonies de ce dont elles avaient besoin. Sous les peines les plus sévères, il était stipulé que les vaisseaux qui avaient porté à l'étranger les sucres terrés et raffinés des Colonies, devaient « revenir en France pour y faire leur décharge. » Ainsi, on entendait garder jalousement des Colonies ce qui pouvait être favorable à la Métropole, et on les rejetait comme étrangères pour tout ce qui pourrait lui être à charge d'une façon quelconque.

Mais comment les colonies auraient-elles pu exporter directement à l'étranger alors qu'elles n'avaient pas le droit de s'y approvisionner et qu'il lui fallait auparavant payer les droits très élevés du Domaine d'Occident ? Les pays étrangers qui de même que la France, pratiquaient la politique mercantiliste, accepteraient-ils d'acheter sans pouvoir vendre, procurant ainsi à la France et l'or servant à payer les droits du domaine d'Occident, et le précieux métal qui, en échange de la marchandise, ne pouvait qu'être acheminé vers la France afin de servir aux achats de ce dont avaient besoin les colonies. Il est infiniment probable que dans de telles conditions, les sucres raffinés et terrés des colonies devaient rencontrer devant les marchés étrangers des barrières encore plus élevées que celles qui les rejetaient hors du marché français. Ainsi que nous l'avons vu, le mercantilisme et le pacte colonial établis-

26. Arrêt du 20 juin 1698, Arch. Nat. AD, XI, 48 et en annexe, p. 155.

saient des économies fermées dont il était vain pour un pays de vouloir sortir sans contre-partie. Les colonies n'avaient dès lors qu'un marché possible, celui de la Métropole. Celui-ci fermé, il leur était impossible de se retourner par ailleurs.

C'est pourquoi, du jour où furent définitivement repoussées les ultimes demandes de la Raffinerie d'Angennes de la Martinique et de la Raffinerie du Sieur Gueston de la Guadeloupe, les Raffineries coloniales disparurent complètement. Dans les recensements qui furent faits aux Antilles en 1700, il n'en est plus question²⁷.

Sans doute nous-est il permis de croire que pour tourner une fois de plus la difficulté, ces établissements avaient tout simplement délaissé le raffinage pour le terrage, les sucres terrés payant un droit d'entrée bien moins élevé que les sucres raffinés. En effet, la demande présentée par Robert pour la Raffinerie d'Angennes envisageait une exemption de droits pour 150 milliers de sucres aussi bien « terrés » que « raffinés ». Mais quoi qu'il en soit, elles ne pouvaient plus être considérées comme raffineries.

Les sucres terrés eux-mêmes vinrent peu à peu à disparaître. Les colons une fois de plus, réussirent à s'arranger pour ne pas payer les droits énormes établis par l'arrêt de 1698. A l'instar des producteurs des îles anglaises voisines où — à ce que l'on prétend²⁸ — un

27. Ministre des Colonies, Arch. G¹ 469 et G¹ 470.

28. Josa, *op. cit.*, p. 83. Cependant, d'après l'intendant Robert : « Il est faux de tirer exemple des îles anglaises pour prohiber la fabrika

pacte colonial encore plus rigoureux que le nôtre défendait aux colons de terrer ou de raffiner leurs sucres, ils se mirent à faire du sucre « passé » c'est-à-dire, à le faire filtrer à travers un épais drap de laine qui retenait les « ordures et graisses ». Ils obtenaient ainsi un sucre relativement blanc et pur, mais qui, tout de même, ne pouvait passer pour « raffiné » ou « terré »... Les raffineurs de France, heureux d'avoir une matière première épurée, d'un rendement très avantageux et qui ne payait pas plus de droits que les sucres bruts, les encouragèrent fortement dans cette pratique.

Avec la fin du xvii^e siècle, la phase de dépression expirait; on entrait dans une période d'extension économique. La consommation du Royaume augmentait considérablement, tandis que les colons, à peine remis de la crise violente qui leur avait fait abandonner leurs cultures, se remettaient au travail, sans pouvoir encore satisfaire cette consommation. Aussi connurent-ils les prix les plus rémunérateurs. « En 1700, 1701 et 1702, écrivait le père Labat²⁹, les sucres terrés ont été vendus 47 livres le cent, les sucres bruts 12 à 14 livres et les sucres passés jusqu'à 18 livres... Si la paix de Ryswick, ajoutait-il, eût duré encore quelques années, les isles seraient devenues un second Pérou²⁹ ».

Le Pacte colonial était à son apogée. Après bien des péripéties, il avait trouvé sa vraie formule : exclusif

tion des sucres terrés. A la Barbade les habitants peuvent faire leurs sucres comme ils veulent. » Mémoire sur l'état présent de l'isle de la Martinique, 21 avril 1696, Arch. Nat. Col., C⁸ A⁹.

29. Labat, *Nouveau voyage aux isles d'Amérique*, III, p. 230.

pour tout ce que les colonies pouvaient rapporter à la Métropole, protectionnisme aussi violent contre elles que contre l'étranger, dès qu'elles se mettaient à concurrencer la Mère-Patrie, ce dernier trait l'emportant sur le premier si le besoin s'en faisait sentir.

L'égoïsme métropolitain était au point.

Le sucre s'avéra la production idéale pour pouvoir supporter pareil régime dès qu'on put astreindre les coloniaux à ne le présenter que sous une forme qui puisse servir aux industries de la Métropole avant d'être présenté à la consommation.

Les Antilles, en se spécialisant dans cette production où semblaient les prédestiner la nature du sol, le climat, comme le montrait l'existence naturelle de cannes à sucre de tout temps, donnaient au système la plus grande extension qui puisse être.

Elles fournissaient à la Métropole, en abondance, une denrée qui lui manquait, faisait travailler son industrie et favorisait les exportations, faisant venir ainsi du précieux métal de l'étranger dans le Royaume.

Ne produisant pour ainsi dire que du sucre, laissant de côté toute autre production, toute autre culture que celle de la canne, elles constituaient pour la Métropole un débouché des plus importants pour les catégories les plus variées de ses produits.

Cet énorme courant d'exportation et d'importation constituait un fret aller et un fret retour des plus avantageux pour les vaisseaux de France.

Enfin le Trésor n'était pas oublié qui percevait des droits importants sur l'entrée de ces sucres en France.

En 1722, les sucres de la Martinique faisaient ainsi entrer plus de 2.500.000 livres chaque année dans les coffres du Roi³⁰.

Mais il fallait à la base de tout cela un prix rémunérateur pour l'habitant, le producteur sucrier, qui, en définitive, devait alimenter toutes ces sources de profit. On comprend que le prix du sucre devait être élevé et revenait cher au consommateur...

30: Aff. étrang. Mém. et Doc. Amérique, VI, f 367. Mémoire sur le commerce de la Martinique, 27 oct. 1722 et May, p. 291.

CONCLUSION

La lutte de Colbert contre les Hollandais pour leur ravir le fructueux commerce des sucres des Antilles, et l'organiser exclusivement au profit de la France, amène ce grand ministre à faire installer des raffineries aussi bien en ces îles que dans le Royaume. Seul l'exclusif le préoccupe alors pour le système colonial qu'il établit. Des droits sont institués à l'entrée en France des sucres raffinés coloniaux mais uniquement dans un but fiscal ; comme le précise bien l'arrêt de mai 1675, ces droits ne doivent pas être plus élevés que pour les sucres bruts.

Mais voilà que ces sucres raffinés font sur le marché de la Métropole une concurrence désastreuse aux raffineries de France, menacent de les faire disparaître. Pour les sauvegarder, Colbert, ayant atteint le but recherché dans sa lutte contre la Hollande, établit un droit protecteur à l'encontre des raffineries coloniales : arrêt du 18 avril 1682. Première manifestation du protectionnisme métropolitain, qui vient compléter et caractérisera longtemps ce qu'on dénommera plus tard le Pacte colonial.

Cet arrêt porte atteinte aux intérêts des coloniaux. Ne convient-il pas tout au moins d'en éviter les effets pour les raffineries que le Ministre avait lui-même engagé à construire et dont les propriétaires ne s'étaient décidés à en faire les dépenses qu'en considération des avantages de l'arrêt de 1675 ? C'est ce que vient proposer l'auteur d'un mémoire, sans doute l'intendant Bégon, à la suite de l'ardent plaidoyer qu'avait présenté son prédécesseur Patoulet, artisan intéressé des raffineries coloniales.

Ainsi apparaît l'idée de contingentement. Elle vient à titre de compromis, de « tempérament » — pour employer le terme si expressif de l'auteur du mémoire — dans le but de satisfaire à cette double et contraire nécessité : conserver aux raffineries coloniales existantes l'ancien tarif de 1675 et préserver les raffineries métropolitaines de l'accroissement dangereux de la concurrence des sucres raffinés coloniaux. Elle limite à un chiffre l'importation de ces sucres pouvant être faite sans payer les nouveaux droits. Ce chiffre correspond à l'importance du moment des raffineries coloniales. Il est réparti entre chacune de celles-ci nommément désignées, suivant leur production respective. Autant de traits qui établissent et précisent la notion de contingentement ou plus exactement de contingentement d'importation coloniale.

Le chiffre est, en effet, l'attribut distinctif de tout contingentement, limitation numérique par définition. Mais l'objet de cette limitation : l'importation en exemption d'un tarif plus élevé ; son but : fixer des bornes à la concurrence coloniale pour le régime douanier

auquel elle a droit; le calcul du chiffre suivant l'importance des raffineries du moment et sa répartition entre chacune de celles-ci nommément désignées, mettant bien en relief le principe des situations acquises, et l'organisation poussée du système atteignant la source même de production, caractérisent les contingentements appliqués aux importations coloniales.

*
* *

Ce projet n'est malheureusement pas appliqué. Il suscite de vives critiques de la part des raffineurs métropolitains. Ceux-ci ne veulent y voir que la concurrence qu'il autorise et se plaisent à calculer la moins-value dans la perception des droits, la diminution du fret et du commerce qu'il pourrait entraîner. Il faut bien avouer que les nouveaux droits que voulaient éviter les raffineurs coloniaux n'avaient pas la gravité qu'ils voulaient y voir. Exacte compensation de la moins-value que subissaient les fermes du fait que l'unité de sucre raffiné en représentait 3 de brut, il laissait encore une certaine marge de concurrence en faveur des raffineries coloniales. Mais là n'était pas la question. Le grand tort du projet de contingentement était d'aller à l'encontre du principe qui venait caractériser la politique coloniale du gouvernement : les produits des colonies ne doivent pas concurrencer les manufactures du Royaume.

Un arrêt du 21 janvier 1684 apparut, interdisant, sous peine d'amende, d'installer de nouvelles raffineries aux

Antilles. L'arrêt du 20 septembre de la même année prolongeait indéfiniment la perception du droit de 8 livres du cent pesant qui n'avait été établi que pour deux ans par l'arrêt du 18 avril 1682.

Tandis qu'était ainsi rejetée cette demande générale d'exemption du nouveau droit pour toutes les raffineries existantes, certaines de celles-ci la formulaient pour leur compte sous forme de demande personnelle. Il est intéressant de rapprocher ces deux sortes de demande. Les raisons qui les motivent sont les mêmes, si ce n'est que les considérations personnelles sont mieux mises en valeur dans les secondes. L'objet est identique pour chacune d'elles prise en particulier : dans l'un ou l'autre cas, il s'agit d'obtenir une exemption du nouveau droit dans la limite de ce qu'a l'habitude d'importer annuellement en France la ou les raffineries intéressées. Ce rapprochement a l'avantage de bien mettre en lumière ce que sont les contingentements d'importations coloniales à considérer chacun des producteurs coloniaux qui en bénéficient : une application généralisée d'exemptions particulières de droit d'importation pour une quantité déterminée.

Or voilà qu'une de ces demandes a eu l'heur d'être acceptée. Certaines considérations particulières, dont ne pouvaient se prévaloir les autres raffineurs coloniaux, ont pu faire obtenir cet heureux résultat sans qu'il pût préjudicier à la nouvelle ligne de conduite que s'était tracée le Gouvernement. Des mesures sont prévues pour organiser le fonctionnement de cette exemption particulière à un chiffre limité, en empêcher toute fraude et

tout dépassement. Il faut qu'accompagne la marchandise une déclaration signée du directeur de l'établissement dont elle provient, visée par le représentant des Fermes Unies en la colonie, authentifiée par le Gouverneur.

N'avons-nous pas ainsi l'organisation et le contrôle qui eussent été appliqués pour le fonctionnement des exemptions attribuées à chacune des raffineries si le projet de contingentement avait été accepté et mis en application? On n'en peut douter. Le plus remarquable et qui confirme bien notre thèse, est qu'il n'y a point d'autre méthode aujourd'hui employée pour le fonctionnement et le contrôle du contingentement d'importation des rhums coloniaux, qui par sa durée, son importance pour les colonies intéressées et son organisation méticuleusement poussée, est incontestablement l'expérience la plus avancée du système des contingentements d'importation coloniale.

*
* *

Cependant la lutte s'aggrave entre Raffineurs métropolitains et coloniaux. Les arrêts de 1684 pris à l'encontre de ces derniers produisent des effets inattendus. Les Raffineries coloniales existantes abusant du privilège que leur conférait l'interdiction qui était faite d'établir de nouvelles raffineries, exploitent les producteurs de sucre brut. Bravant l'interdiction, de nouvelles raffineries s'installent aux « Isles » ou mieux, les « habitants » se mettent à blanchir eux-mêmes leurs sucres en le faisant « terror » menaçant ainsi de se passer des raffineries aussi bien coloniales que métropolitaines

Ainsi parvient l'ingéniosité de l'homme à se soustraire aux privilèges qui l'oppriment lorsque contraires aux lois naturelles. Mais le législateur sévit à nouveau. Un arrêt de 1696 frappe les sucres terrés. Un autre, beaucoup plus sévère, frappe les sucres blanchis des Antilles des mêmes droits que les sucres étrangers.

S'inspirant de celles qui avaient été faites pour éviter l'arrêt de 1682, d'ultimes demandes d'exemption personnelles de ce droit prohibitif, dans la limite de leur fabrication habituelle, sont présentées par les dernières raffineries qui subsistent. Les raisons sont analogues. La gravité du nouveau droit les justifie mieux que précédemment. Elles précisent une fois de plus la notion de contingentement. Malheureusement, elles sont, cette fois, impitoyablement rejetées même celle émanée de la raffinerie qui avait obtenu gain de cause en 1682. Les raffineries coloniales disparaissent. Dès lors, le pacte colonial est mis au point et définitivement installé pour le commerce des sucres des Antilles pour toute la durée de l'Ancien Régime.

*
* *

Ainsi, à propos de cette lutte à outrance entre Raffineries métropolitaines et Raffineries coloniales, qui n'était, somme toute qu'une répercussion de l'élaboration du système colonial de l'Ancien Régime pour le commerce du sucre des Antilles, aura pu naître, étouffer puis reparaître et être mise en application sous une forme plus étroite sans doute, mais qui la précise singu-

lièrement, l'idée de contingentement d'importation coloniale.

Le pacte colonial est aujourd'hui aboli, légalement remplacé par un régime d'assimilation, d'égalité de droit en faveur des colonies. Demeure cependant, en fait, son principe particulièrement vivace : le protectionnisme métropolitain. Aussi, voyons-nous réapparaître les contingentements d'importation coloniale.

Mais la situation est tout de même changée. Alors qu'autrefois c'étaient les coloniaux qui demandaient ces exemptions de droit d'entrée comme une exception à ce protectionnisme, doctrine officielle, aujourd'hui on impose le système des contingentements aux coloniaux pour limiter cette franchise ou tout au moins ces faveurs douanières qu'on est tenu d'accorder à leurs importations en vertu des doctrines légalement consacrées, afin d'atténuer la concurrence qu'elles peuvent faire aux produits métropolitains.

Les effets sont les mêmes. Chacun des producteurs coloniaux autorisés à importer une certaine quantité de marchandise en France au bénéfice de la franchise ou faveur douanière, est doté d'un véritable privilège. Il arrive que ce privilège, d'ailleurs parfaitement justifié par le principe de respect des situations acquises, acquiert une certaine importance si la marchandise spécifiquement coloniale est valorisée par la raréfaction qui en est faite. Ainsi explique-t-on que le contingentement des rhums, imposé à des colonies pour qui la franchise est cependant de droit selon les lois douanières de 1892 et 1928, a pu être demandé à être consacré et prolongé par les coloniaux eux-mêmes.

Mais si la notion de contingentement d'importation coloniale tout particulièrement, a pu être mise en relief par ces lointains essais de fin xvii^e siècle, le système des contingentements lui-même bénéficie de certains enseignements.

Que l'idée de contingentement ait pu être présentée comme un « tempérament », cette nuance d'empirisme attachée à ce terme n'est-elle pas bien caractéristique du système ? N'est-ce pas à titre d'expédient, de mesure imposée par les circonstances comme le font bien ressortir les déclarations officielles, que l'a présentée le Gouvernement français lorsqu'en juillet 1931, il décida d'en faire l'emploi. Nuance d'ailleurs vite effacée... ce système, après bien des tâtonnements, des mises au point, est en train de devenir l'instrument normal et principal de la politique douanière de nombreux pays.

Mais, même pour le perfectionnement dans la technique d'application, la leçon du passé nous semble utile.

Le système de certificat de contingentement présenté pour le fonctionnement et le contrôle des importations des sucres raffinés provenant de la raffinerie du Sieur Gueston, précisé dans la demande formulée plus tard par l'intendant Robert, n'est-il pas le meilleur qui soit pour l'application et le contrôle des contingentements même à l'heure actuelle ?

Qu'une pièce authentique, émanée de l'autorité compétente du pays exportateur, accompagne la marchandise et fasse foi aux yeux de la Douane du pays importateur de la qualité de « débitée à l'importation dans

les limites autorisées » attachée à la marchandise, ainsi fonctionnent aujourd'hui presque tous les contingents d'importations, tant coloniales qu'internationales.

Il est curieux de constater que pour ces dernières, on n'est arrivé à cette organisation considérée comme un ultime perfectionnement, qu'après de pénibles et longs tâtonnements. Il n'a pas fallu moins de trois ans pour faire abandonner successivement le système de contingentement global qui consistait pour le pays importateur à arrêter brutalement les importations sitôt qu'elles avaient atteint le chiffre fixé, puis celui des licences d'importation qui partageaient entre importateurs habituels le crédit fixé, et aboutir enfin au système des certificats de contingentement délivrés par les autorités du pays exportateur, soit d'elles-mêmes, soit par un organisme professionnel spécialement désigné, dans la mesure du crédit à l'importation accordé par le pays importateur.

Mais n'est-ce pas encore une particularité des contingents d'importation coloniale que de bénéficier d'emblée de l'application la plus judicieuse et qui tient du fait de la soumission des deux pays exportateur et importateur à la même direction administrative?

Vu :

Le Doyen de la Faculté de Droit,
Edgard ALLIX.

Vu :

Le Président de thèse,
William OUALID

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.

PIECES JUSTIFICATIVES

Nous avons réuni ici les principaux documents dont nous nous sommes inspiré au cours de cet ouvrage :

I. Le Mémoire anonyme s. l. n. d. sans doute rédigé par les Fermiers d'accord avec les raffineurs de France pour solliciter du Roi une augmentation des droits d'entrée sur les sucres raffinés des Isles (Arch. Nat. Col. F³ 162).

II. Le Mémoire de l'Intendant Patoulet à son successeur Bégon « sur les raffineries des Isles », 20 décembre 1682 (Arch. Nat. Col. F³ 162).

III. Le Mémoire anonyme « sur les raffineries des Isles », 1681, où il est proposé ce que nous appellerions aujourd'hui un contingentement à l'importation des sucres raffinés coloniaux (Arch. Nat. Col. F³ 162).

IV. Le Mémoire anonyme s. l. n. d. sans doute rédigé par les raffineurs métropolitains et critiquant vivement le projet de contingentement (Arch. Nat. Col. F³ 162).

V. La décision du Conseil d'Etat du 4 juillet 1682 accordant à la raffinerie du sieur Gueston à la Guadeloupe, une exemption des droits établis par l'arrêt du 18 avril 1682 dans la limite de 200.000 livres de sucre raffiné par an (Ch. de Comm. de Nantes série C 730).

VI. La Lettre de Patoulet à Seignelay du 7 mars 1684 réclamant une exemption particulière des mêmes droits dans la limite de 300 milliers par an pour les sucres provenant de la raffinerie du Mouillage de la Martinique (Arch. Nat. B³ 45).

VII. La Lettre de l'Intendant Robert au Roi du 28 juillet 1699 demandant en faveur de la raffinerie du marquis d'Angennes, l'exemption pour 150 milliers de sucre des droits établis par l'arrêt du 20 juin 1698 (Arch. Nat. Col. CB A¹¹).

I. *Mémoire anonyme s. l. n. d. rédigé comme le révèle le texte, par les Fermiers des Fermes Unies; d'accord avec les Raffineurs de France (cf. p. 37 et s.): attaque les Raffineries des Antilles et réclame à l'encontre de leurs produits une sérieuse augmentation des droits d'entrée.*

(Arch. Nat. Colonies F³ 162)

Monseigneur,

Par arrest du Conseil du 15 juillet 1673, les droits d'entrée du Royaume des mascoüades venant des Isles françoises de l'Amérique sont réglez à 4 livres pour cent pezant.

Depuis ce temps l'on a établi les raffineries dans les Isles, et les Marchands ont pretendu que n'ayant esté rien statué par le dit arrest pour les sucres blancs et raffinés, que tout doit estre favorable, en faveur de la protection que Votre Grandeur donne aux Négotians dans les Isles, et que les sucres raffinés ne doivent pas payer davantage que les mascoüades.

Surquoy les fermiers des fermes unies, se trouvent obligés de vous remontrer tres humblement, deux choses importantes sur cette prétention.

La première la diminution du droit des fermes, d'autant que pour composer une livre de sucre blanc ou raffiné il faut trois livres de mascoüades, et par conséquent les droits d'entrée en diminueraient de beaucoup.

Et la seconde très importante que les pauvres habitants des Isles ne pouvant avoir des raffineries dans les Isles et n'en ayant pas le moyen, ils seront obligés d'abandonner ces Isles, et ainsy ce commerce deviendra et sera uniquement référé à ceux qui auront de la forse sur les lieux, lesquels mettront le prix aux mascoüades, suivant l'avidité qu'ils auront du gain, qui ne se borne que rarement, et feront en cela un double

profit, l'un parce qu'ils auront sur les lieux les ouvriers et les matières à grand compte, et l'autre par la décharge du fret des bâtimens qui porteront moins de charge des deux tiers, et par conséquent employeront moins de navires et donneront un moindre prix à la marchandise par le moyen duquel ils mettront tous les pauvres habitants des Isles hors d'état de commercer, et les réduiront à la seule occupation du travail des mains et la mer en sera moins occupée par les François.

Au lieu que faisant raffiner les sucres des Isles en France il faudra un plus grand nombre de navires pour les y apporter, qui occuperont continuellement la mer, les voyages en seront plus fréquents, et les pauvres y trouveront leurs avantages comme les riches, étant de la dernière importance que le négoce éloigné ne soit pas renfermé à si peu de personnes, et au contraire de le rendre commun parce que la navigation en diminuera, et on aura moins de matelots, et moins de navires François, et les grands soins de Votre Grandeur deviendront illusoires par le dépeuplement de ces Isles.

C'est pourquoi il semble qu'il serait raisonnable sous le bon plaisir de Votre Grandeur de faire payer aux sucres raffinés les droits, conformément au tarif qui sont de x l pour cent, afin d'engager tout le monde de faire venir des moscouïades, et de jouir du bénéfice de la modération accordée pour les moscouïades.

II *Mémoire de M. Patoulet à M. Bégon
sur les Raffineries des Isles.*

Du 20 décembre 1682.

(Arch. Nat. Colonies F³ 162)

Je crois qu'il est nécessaire que je lui fasse connaître les motifs qui m'ont porté à prendre, avec tant de zèle et d'affection, le soin de procurer aux Isles l'établissement des raffineries qui s'y sont élevées depuis que j'y suis, et que je lui fasse remarquer que les raisons que les raffineries de France ont employées pour en obtenir la ruine, n'ont point de solide fondement. Il pourra examiner les unes et les autres, se pénétrer et ensuite en rendre compte à la Cour, lorsqu'il l'estimera à propos.

Le Premier. — Le rétablissement du prix des sucres.

Il avait été tellement avili par les raffineries de France qui s'entendaient ensemble qu'ils ne valaient lorsque je suis arrivé aux Isles, que cinquante et un leu le cent. A ce prix l'habitant n'avait pas de quoi tirer sa subsistance de son travail bien loin d'en pouvoir tirer ses dettes cette considération me paraissant d'une extrême conséquence pour la conservation de la colonie, car comme la dépense de la plantation et de la fabrique du sucre monte au moins à cinquante sols, et que d'ailleurs il n'y a rien d'assez bien disposé aux Isles pour procurer une subsistance suffisante à ses colons, ils auraient été nécessairement contraints d'abandonner le pays et de se retirer en Europe.

Il fut proposé deux expédiens pour le rétablissement du prix de cette denrée, l'un d'en faire une moindre quantité que par le passé mais il fut rejeté devant faire diminuer le commerce et par conséquent la colonie; l'autre de laisser la liberté d'en transporter hors du Royaume le surabondant. Mais comme elle aurait fait valoir les raffineries d'Hollande et des villes anseatiques que Monseigneur Colbert avait en vue de ruiner, il ne voulut jamais entendre de l'accorder, de manière qu'après avoir longtemps médité et soigneusement recherché tout le moyen de le faire valoir, ce Ministre n'en trouvant point de plus sûr que l'établissement des raffineries aux Isles, il m'ordonna de donner mes soins et toute mon application à persuader aux peuples de l'entreprendre, c'est ce que j'ai fait et avec succès trois s'étant élevées à la Martinique et une à la Guadeloupe, qui dès leur commencement produisirent l'effet qu'il s'étoit proposé, les sucres bruts valurent dix livres et dix livres dix sols.

Le Second. — L'augmentation du commerce.

Je suppose que les Isles fabriquent toutes les années dix-huit millions de sucre brut qui à raison de cent sols le cent produiraient 900.000 francs. Sur cette supposition je raisonne que le marchand n'y peut apporter de denrées de l'Europe et les négocier que pour cette somme, parce qu'il ne trouverait

pas de fonds pour en être payé d'une plus grande, mais que si au contraire, on raffinait aux Isles ces 18 millions de sucre brut dont on retirerait 600.000 livres de raffiné à raison de trois livres pour une lesquelles à 25 livres seulement le cent produiraient 1.500.000 francs qui donnant au pays 600.000 d'augmentation de revenu, lui procureraient les moyens de se fournir des besoins dont il manque à présent faute d'avoir de quoi les payer, et comme il est certain que l'habitant n'a pas la moitié des choses qui lui sont nécessaires, non seulement pour ses commodités mais même pour sa subsistance, il ne faut pas douter qu'il n'y employât toute l'augmentation de son revenu, et que le marchand ne vint d'autant plus volontiers aux Isles qu'il espérerait d'y trouver une heureuse dé faite de ses marchandises, le pays étant plus riche. On sait qu'il se porte à l'envi où il peut trouver la vente et le prix de sa denrée. Ainsy, il me semble qu'il n'est pas difficile de comprendre que le commerce serait plus grand et plus étendu, car il est certain qu'on consomme davantage à mesure qu'on a plus de bien. D'ailleurs comme les raffineries attirent après elles un grand attirail et de grosses dépenses, elles feraient par elles-mêmes une grosse consommation.

Le Troisième. — L'emploi d'un plus grand nombre de vaisseaux.

Je sçai, et M. Begon peut connaître que tous ceux qui arrivent dans les Isles sont toujours si entièrement chargés de denrées qu'il serait impossible d'en mettre davantage.

Or si les 900.000 francs supposez payent et donnent lieu à la consommation de toutes les marchandises qui sont à présent apportées dans les Isles, il est certain que les 600.000 d'augmentation devant en procurer une plus grande nécessiterait le marchand d'équiper un plus grand nombre de vaisseaux pour les porter.

L'expérience que j'ai du commerce de Canada me confirme dans cette pensée. Lorsqu'il n'y avait que trois ou quatre mille âmes et que le castor valait douze à 15 francs la livre, il y allait tous les ans douze à quinze vaisseaux par ce que ce petit nombre d'habitants avait par la valeur de son castor de quoi payer la consommation qu'il faisait de la quantité des marchandises

qui lui était portée. Depuis que le castor ne vaut plus que 3 ou 4 francs la livre, il n'y va plus que cinq ou six vaisseaux quoy que la colonie soit augmentée jusques à 8 ou 9.000 âmes.

J'ajoute et je suppose qu'il ne se fasse plus du tout de sucre aux Isles et qu'au lieu de cette denrée l'habitant donnant toute son application et son travail à la nourriture des vers à soye, il en retirât toutes les années 3.000.000 il est certain que quatre ou cinq vaisseaux en pourraient rapporter en France pour cette somme, cependant on ne pourrait pas conclure de là qu'il n'en faudrait que quatre ou cinq pour faire le commerce des Isles; je dis au contraire que le marchand y en ferait passer un nombre deux fois au moins plus grand qu'à présent que le pays ne produit que 900.000 de revenu, par ce qu'il s'y ferait une plus grande consommation et qu'il n'importe au négociant de trouver sur l'allée ou sur le retour le gain de la vente de sa marchandise. La plus pleine en charge ne fait pas le retour le plus heureux mais la plus riche.

Le Quatrième. — La facilité du commerce.

On sçait trop certainement que tous les propriétaires des vaisseaux qui font commerce dans ce pays sont contraints de les faire rester dans les rades souvent un an, et quelquefois plus, pour faire le recouvrement de leurs effets et leur charge entière, et qu'un si long retardement les constitue dans des frais exorbitants, ruine leurs navires par les vers qui les endommagent et tue les équipages qui sont nuit et jour employés à la recherche des sucres dans les endroits les plus éloignés au lieu que si tous les sucres brutes se raffinaient dans les Isles, ils trouveraient dans peu de jours et dans un même lieu le prix et le retour de leur cargaison.

Par exemple suposé qu'un vaisseau de 150 tonneaux ait apporté pour 15.000 livres de marchandises qui à 50 pour cent de profit produiraient 22.500 livres. Le marchand en recevrait le payement en 90 milliers de sucre raffiné qu'il prendrait dans les raffineries en 3 ou 4 jours; mais au contraire s'il le reçoit en sucre brut à cent sols même le cent il lui en faudra 450.000 livres. Et comme le vaisseau n'en peut porter que 300.000, il est

premièrement contraint d'en laisser dans le pays 150.000 qui font le tiers de son payement et tout son profit, qu'il a en suite beaucoup de peine à retirer. En second lieu, il trouve tant de difficultés à la recherche des 300 autres milliers qu'il embarque, qu'il est souvent comme il est dit, un an et plus à en faire l'amas ce qui le ruine et le dégoûte du commerce des Isles qu'il describe en suite.

Le Cinquième. — La consommation d'une plus grande quantité de denrées surabondantes du royaume

Cette proposition s'est prouvée suffisamment dans l'article « De l'augmentation du commerce », je répète seulement que si les habitants avaient un million d'augmentation de revenu, il le consommerait, de même qu'ils consomment à présent les 900.000 livres que nous supposons qu'ils retirent de leurs sucres. Ils passent bien au-delà car ils contractent toutes les années et accumulent de grosses dettes les unes sur les autres qu'ils ne peuvent et ne pourront peut-être jamais payer. Et cependant les deux tiers de ces peuples sont dans la disette de toutes choses toute l'année et tous presque pendant trois mois ce que M. Begon remarquera comme moi.

Le Sixième. — La consommation des vivres et marchandises des petits habitants des Isles.

Les raffineries attirent après elles de grandes suites de toutes sortes d'ouvriers, et pour travailler elles employent tant de différentes matières qu'elles donnent lieu aux petits habitants de se défaire de leurs denrées, j'en donne seulement un exemple. Les trois raffineries nouvellement établies à la Martinique, ont dès leur commencement consommées par année pour 10.000 livres en œufs seulement, qu'elles employent à clarifier leurs sucres. Cette consommation a donné moyen à plusieurs petits habitants qui cherchaient à repasser en Europe, de rester dans le pays.

Le Septième. — Le moyen d'introduire dans les Isles une grande quantité de nègres et de travailler à la plantation du coton et à la nourriture des vers à soye.

La Compagnie royale d'Afrique par son traité doit apporter toutes les années dans le pays deux mille nègres. Il est sans doute que ces esclaves procureraient à la colonie et au commerce des avantages considérables; mais il ne luy est pas possible sans le secours des raffineries de l'exécuter, il n'y a pas de fonds suffisants pour les payer. Elle ne saurait les donner avec profit pour elle à moins de 200 livres la pièce. Sur ce fondement il faudrait tirer du revenu des habitants 400.000 livres. Or quand il se ferait vingt millions de sucres bruts comme nous le supposons, ils ne produiraient au plus que 800.000 livres car on n'en tire pas à présent 4 livres de chacun quintal. Ainsy l'habitant emploierait en nègres seulement la moitié du provenu de son travail et c'est ce qui ne se peut, ayant jadis pensablement besoin de tant d'autres marchandises pour la fabrique de son sucre, sa subsistance et celle de ses nègres qu'il serait toujours dans la disette.

Les 600.000 livres d'augmentation que le raffinage des sucres produirait aiderait à payer ce nombre de nègres, et comme je crois que les raffineries pourraient subsister vingt années, je dis que le bénéfice qu'elles produiraient pendant ce temps donnerait le moyen d'y apporter suffisamment d'esclaves pour faire des défrichements assez étendus pour planter du coton et des meuriers pour la nourriture des vers à soye et faire dans la suite de ces deux marchandises un commerce bien plus considérable que celui du sucre même. On n'est pas encore assuré du succès de la nourriture des vers à soye (j'en espère cependant un heureux) quant à la plantation du coton, elle sera certainement utile quand on aura les moyens de s'y employer. Mais comme il faut une prodigieuse étendue de terre pour sa culture et que le sucre est la seule marchandise qui en puisse payer le défrichement, il est absolument nécessaire de faire valoir cette denrée encore vingt années, ce qui ne se peut que par l'établissement des raffineries aux Isles car supposons que tout le terrain qui est employé à présent en

sucres soit planté en coton, il ne rendrait pas plus de 150.000 livres par année au lieu qu'en sucre il en produit pour 800.000 francs. Ainsy il est de toute nécessité d'entretenir le prix des sucres pour payer le défrichement que le coton demande et pour faire subsister l'habitant.

Ces raisons suffisent pour détruire toutes celles qu'ont employées les raffineries de France pour obtenir l'arrêt qui ruine les raffineries des Isles. Je conviens à la vérité avec eux que si il y en avait suffisamment aux Isles pour raffiner tous les sucres, ce qui serait l'ouvrage de douze ou quinze années et de plusieurs millions qui ne se trouveraient pas aisément, elles ruineraient celles de France. Quand cela serait, je trouve que ce ne serait pas un grand mal, on ôterait le gain que font trente ou quarante particuliers tous étrangers ou de la religion prétendue réformée pour le répandre parmy un multitude de peuple qui en profiterait : je conviens encore avec eux que le raffinage de tous les sucres aux Isles s'il se pouvait faire diminuerait pour quelque tems le droit des fermes du Roy ; mais non comme le veulent dire les raffineurs de France par ce qu'un tiers des sucres bruts qui s'embarquent icy ne payent point de droit, se perdant dans le trajet par le coulage, ou par la tare qu'on donne. Reste donc un tiers duquel il ne s'en perd que deux, qui sont deux neuvièmes sur le total, à cause que le tiers qui coule dans le trajet se raffine aux Isles. D'ailleurs comme les Etablissements feraient valoir le prix des sucres suffisamment pour donner moyen à de nouveaux défrichemens et à de nouvelles plantations, dans six ans, par les commodités et avantages qu'ils procureraient au peuple, ils fabriqueraient assez de sucre brut pour en faire passer en France autant de raffiné qu'il en passe présentement de sucre brut.

Je crois avoir assez clairement quoique succinctement prouvé l'utilité de ces établissemens. J'ajouteray seulement qu'à mesure qu'il s'établira des raffineries nouvelles, on verra augmenter le nombre des vaisseaux qui vient ordinairement dans les Isles. Il s'y fera une bien plus grande consommation que par le passé, et en un mot, on verra multiplier et fleurir la colonie, par l'augmentation de laquelle on peut espérer beaucoup d'autres productions très utiles, et que l'expérience avait déjà fait voir dès le commencement de l'établis-

sement de celles qui y sont à présent. Les sucres brutes avaient augmentés d'une livre par cent et les marchandises de l'Europe diminué de la moitié de leurs prix ordinaires, au grand soulagement de tous les peuples.

Fait à la Martinique le vingtième décembre 1682.

Signé : PATOULET.

III. MEMOIRE

« SUR LES RAFFINERIES DES ISLES, 1681 ».

Anonyme, s. l., la date « 1681 » inscrite vraisemblablement beaucoup plus tard est erronée. Le texte permet de la fixer à septembre 1683 (cf. p. 51 et s.). L'auteur paraît être l'intendant Bégon (cf. p. 54). Ce document, capital pour notre sujet, propose afin de sauvegarder à la fois raffineurs métropolitains et raffineurs des isles, ce que nous appellerions aujourd'hui un contingentement à l'importation des sucres raffinés coloniaux en exemption de la surtaxe de l'arrêt du 18 avril 1682.

Raisons qui peuvent porter Monseigneur à ne pas ruiner les cinq raffineries qui sont établies aux Isles et à les décharger du nouveau droit de 4 livres par quintal imposé sur les sucres raffinés desdites Isles.

Premièrement :

Le rétablissement du prix des sucres bruts dont le marchand ne tire pas 3 livres du quintal. Le vil prix de cette denrée ruine la colonie.

La consommation du surabondant desdits sucres bruts.

L'augmentation du commerce des Isles et le raffinage des sucres donnant un bénéfice dont tout le provenu se consomme audit pays.

Les avantages que le petit peuple des Isles retire de ces établissements qui consomment beaucoup des denrées du pays. Ils emploient en œufs seulement plus de 15.000 toutes les années.

La facilité du commerce par les lettres de change que les raffineurs fournissent pour France.

Les engagements des habitants qui sont entrés dans ces établissements en conséquence des ordres de Monseigneur Colbert et ensuite de ceux de Monseigneur, lesquels les ruineraient sans ressource s'il ne leur fait pas grâce.

On croirait qu'il serait avantageux au bien général et à l'augmentation de la colonie que toutes les mascoïades se raffinassent aux isles, mais comme il arriverait la ruine entière des raffineries de France, Monseigneur prenant le tempérament d'accorder seulement à ceux qui sont à présent aux Isles la permission d'entrer un million de sucres raffinés dans le royaume sans payer le nouveau droit de 4 livres, il soutiendra les uns et les autres.

Le million de sucres raffinés proposé d'accorder aux raffineries des isles peut être distribué ainsi qu'il suit :

300.000 à la raffinerie du mouillage de la Martinique,
 200.000 pour celle du bourg Saint Pierre de la dite isle,
 100.000 pour celle du Prêcheur de la dite isle,
 200.000 pour celle du Sieur Gueston à la Guadeloupe,
 200.000 pour celle du Baillif au dit lieu.

1.000.000

Il est à remarquer que par l'arrêt qui ordonne l'imposition, elle n'est établie que pour deux ans qui ont commencé du 1^{er} du mois de May de l'année dernière et qu'il ne doit plus avoir de ce lieu que pour sept mois et que la révocation de cet arrêt ne sera rien contre la ferme, ce dit droit ayant été imposé depuis son établissement et les fermiers devant rendre compte du provenu de Clerc à Maître.

Il se fait aux Isles de l'Amérique toutes les années au moins vingt millions de sucre brut.

Il en faut douze pour la consommation du royaume.

Il s'en perd deux par le coulage dans le trajet.

Il s'en consomme deux pour les raffineries des isles.

Il ne reste quatre millions de surabondant dont il est nécessaire pour le soutien de la colonie de trouver la consommation.

Ce surabondant pourrait se consommer à Dunkerque par les raffineries de la Flandre française lesquelles tirent leurs sucres des Anglais au préjudice des sujets du Roy.

IV. *Mémoire anonyme, s. l. n. d. Sans doute rédigé par les soins des Raffineurs métropolitains en réponse au mémoire proposant un contingentement en faveur des raffineries coloniales. La date en serait fin 1683 ou début 1684.*

Le Roy ayant été cy-devant informé que les Hollandais faisaient presque entièrement le commerce des Isles françaises de l'Amérique à quoy la province de Zélande se serait enrichie, qu'ils portaient dans leurs navires les vins et eaux-de-vie et autres denrées de France et rapportaient tout le sucre chez eux où ils les rafinoient et le distribuoient raffiné dans toute l'Europe et particulièrement en France, Sa Majesté fit établir en l'année 1664 la Compagnie des Indes Occidentales pour fournir les pays de vivres nécessaires et pour en faire uniquement le commerce, à quoy elle réussit si bien par le nombre de ses vaisseaux qu'elle donna entièrement l'exclusion aux Estrangers.

Il n'y avait alors que la ville de Rouen qui eut un nombre assez considérable de raffineries de sucre, mais elle employait beaucoup de mascoüades et cassonnades du Brésil ainsy que celles des autres lieux de France avant que le roy eut établi les grands droits qui ont été imposés sur les sucres estrangers.

La ville de Rouen et les autres villes de Normandie ont toujours fait très peu de commerce aux Isles et en font encore moins à présent par ce qu'on ne trouve pas en Normandie les marchandises et autres denrées nécessaires pour les dites isles comme à la Rochelle et Bordeaux.

Rouen tire la plus grande partie de ses sucres bruts de la Rochelle.

Après quelques années de jouissance du commerce des dites Isles par la dite Compagnie, les négocians des ports de mer offrirent de fournir les bezoins des dites isles et d'en

soutenir le commerce attendu que c'étoit presque le seul endroit où l'on pouvait négocier par mer. Leurs remontrances ayant été recûes, le Roy ordonna que les particuliers des villes sujets aux droits auroient la liberté de négocier aux dites isles en payant non seulement les droits establis sur leurs sucres et mascoüades et pétuns, mais encore à la compagnie un droit de cinq pour cent de la valeur de toutes les marchandises qui en proviendraient, ce droit a depuis été réduit à trois pour cent qui se payent aux fermiers du domaine Royal d'Occident.

En conséquence de cette permission, les habitants des ports de mer et particulièrement de la Rochelle ont fait une grande dépense pour la construction et achat d'un nombre considérable de vaisseaux qui ont esté employés au commerce des dites isles jusqu'au nombre de cent par an.

La province de Bretagne avait été exclue de ce commerce mesme par les permissions du Roy, mais la guerre estant survenue entre la France et la Hollande, Sa Majesté ne voulant point que ses sujets des isles en souffrissent, permit aux Bretons d'en faire aussy le commerce à la charge de consommer dans la dite province, les sucres qui en proviendraient sans avoir la faculté de les faire sortir que pour entrer dans le royaume par Ingrande en payant les droits establis pour le tarif.

Monseigneur Colbert ayant dessein de faire imiter par les sujets du Roy les colonies portugaises du Brésil, excita les habitants des isles d'y establis des raffineries à l'imitation de Monsieur Guetton qui en avait dressé une très considérable. Et il s'est trouvé des particuliers qui en ont establi quatre autres qui ont envoyé leurs sucres raffinés dans le royaume sans payer plus de droits que les mascoüades suivant l'arrest du Conseil du dernier May 1675.

Les dites raffineries des isles ont jouy de ce privilège pendant sept années, mais ayant été reconnu que la quantité de sucres raffinés qu'ils ont envoyés en France ruinait les raffineries du royaume, par arrest du 18 avril 1682, le roy a ordonné qu'il serait levé 8 livres sur chacun cent pezant du sucre raffiné aux isles entrant dans le royaume sçavoir 6 livres aux cinq grosses fermes et 2 livres au Domaine d'Oc-

cident pour deux années seulement à commencer du 1^{er} May audit an.

Ce qui a donné lieu à cet arrest c'est que les sucres rafinez aux isles ne payaient pas plus de fret et de droit que les mascoüades et comme il faut deux livres et demi de mascoüades pour une livre du sucre rafinez et que les raffineries des isles peuvent travailler également en tout temps par la douceur de leur climat, et qu'ils ont l'élite des mascoüades, il est certain qu'ils peuvent donner leurs sucres rafinez à beaucoup meilleur marché que les raffineries de France, c'est aussy ce qui a obligé une bonne partie des raffineurs de quitter savoir plusieurs à Rouen, deux à la Rochelle, une à Bordeaux et plusieurs sur la rivière de Loire, en sorte que de douze raffineries qui estoient à Rouen, il en reste huit ou neuf, de cinq à la Rochelle, il n'en reste que trois, et de trois à Bordeaux il en reste deux.

Ce mal ne s'est pas renfermé sur les raffineries seulement, mais il s'est aussy estendu sur le commerce des vaisseaux, lesquels trouvoient beaucoup moins de fûts que cy-devant par ce qu'il fallait 2 livres et demi de sucre raffiné et qu'au lieu de 10 à 12 deniers qu'ils auroient pu tirer, ils ne peuvent avoir que 4,5 ou 6 deniers au plus. Encore ont-ils été obligés depuis deux ans de revenir à faux fret, ce qui cause de grandes pertes aux bourgeois des dits vaisseaux et leur fait prendre résolution de laisser plutôt ruiner le vaisseau dans le port et d'en perdre le prix que de se ruiner en continuant un commerce si onéreux.

Les raffineurs des isles voyant que les deux années de l'arrest du 18 avril 1682 vont finir demandent qu'il leur soit permis de faire entrer XIIC milliers de sucres raffinés sans payer plus de droits que les sucres moscoüades ce qui ne se peut sans préjudice à l'intérêt du Roy pour les fermes, aux raffineries du royaume par le grand avantage que les autres ont sur elles, au commerce des vaisseaux et des matelots et aux particuliers, *primo*, par ce que ces 1.200 milliers ne payant que 4 livres du cent d'entrée ne donneraient que 48.000 livres et en payant 8 livres du cent donneraient 96.000 livres et comme ces 1.200 milliers de sucres tiennent lieu de 3 millions de sucre brut qui payeroient cent vingt mille livres de droits, les fer-

mes perdroient d'une façon 24.000 livres et de l'autre 12.000 livres.

Secundo, que ces 1.200 milliers de sucre raffiné cousteroient beaucoup moins aux raffineurs des Isles rendus dans le Royaume que pareil nombre raffiné dans le Royaume puis qu'il faudroit, comme il est remarqué 3 millions de sucre brut qui cousteroit autant de fret et de droit le cent que le cent de sucre raffiné sans compter que ceux des isles ont le choix des mascoüades sur les lieux, qu'il ne vient en France que le rebut et que leurs raffineries travaillent toute l'année également au lieu que celles de France ne peuvent travailler fortement qu'en esté, que peu au printemps et automne et presque point en hyver.

Tertio, que pour apporter ces sucres raffinés aux Isles il faudroit 400 matelots et 15 vaisseaux moins que pour le sucre brut par chaque année, ce qui diminueroit bien le nombre des matelots et diminueroit le commerce de 15 vaisseaux.

Quarto, parce que le nombre du sucre estant diminué par le raffiné au lieu du brut, les négocians ne peuvent trouver de fret pour leurs vaisseaux ou qu'à prix si bas qu'ils ne peuvent y trouver leur compte, encore ne rapportent-ils après leur négociation faite aux isles que les mascoüades de rebut des raffineries des dites isles dont ils ne peuvent avoir la vente qu'à grande perte par le bon marché qu'ils sont obligés d'en faire. Le public perd aussy parce qu'il y a moins de remuement à l'arrivée des sucres blancs que des bruts, ce qui empêche de gagner la vie à bien des genz.

Toutes ces questions consistent à sçavoir s'il est plus expédient au Roy de soustenir et de maintenir les raffineries des Isles que celles de France puisqu'il tire beaucoup plus d'avantage de ses sujets du Royaume que de ceux des Isles. Mais pour accorder les uns avec les autres, Sa Majesté pourroit permettre aux raffineurs des Isles de transporter et vendre hors du royaume leurs sucres rafinez, sçavoir en temps de paix en Italie, Marseille et autres lieux de la Méditerranée et à Dunkerque à la charge de payer 6 livres par composition de ceux qui entreront par la Flandre française et le Hainaut, et en temps de guerre en Bretagne avec pouvoir de le transporter de là où l'en pourroit en avoir le débit. MM. les

Fermiers du Roy ne pourroient pas s'en plaindre encore que la consommation ne s'en fit pas dans le royaume puisqu'au contraire il y entreroit 3 millions de sucre brut pour estre rafinez qui payeroient plus de droits que les sucres blancs ainsi qu'il a esté expliqué cy dessus.

V. EXTRAIT DES REGISTRES
DU CONSEIL D'ETAT DU 4 JUILLET 1682

Accorde aux héritiers de la raffinerie du Sieur Gueston une exemption des droits de l'arrêt du 18 avril 1682, dans la limite de 200.000 livres de sucre raffiné par an.

« Sur ce qui a esté représenté au Roy en son Conseil, par Elizabeth Hobier, veuve de deffunt maistre Claude Gueston vivant trésorier de France à Caën, et l'un des Directeurs de la Compagnie des Indes orientales; Que pour faire quelque chose d'agréable à Sa Majesté, le dit Gueston dès l'année 1667 auroit étably à grands frais une raffinerie dans l'île de la Guadeloupe, dont les sucres rafinez qui en sont provenus, n'ont jamais payé les droits à l'entrée du royaume, que comme les autres sucres mascoüades des autres Isles françoises de l'Amérique, suivant les arrests du Conseil pour ce rendus, et notamment celui du dernier may 1675.

Néanmoins maistre Jean Fauconnet, fermier général des cinq grosses fermes, convoy et comptable de Bordeaux, Doüannes de Lyon et Valence et autres fermes unies, en vertu de l'arrêt du Conseil du dix-huitième avril dernier, portant que les sucres rafinez venant des Isles et colonies françoises de l'Amérique, payeront pendant deux années, à commencer du premier jour de May dernier, la somme de 8 livres pour chacun cent pesant, sçavoir 6 livres au dit Fauconnet et 2 livres à maistre Jean Oudiette, fermier général du Domaine d'Occident prétend faire payer les nouveaux 4 livres augmentez par le dit arrêt sur les dits sucres raffinez : Mais comme cet arrêt est fondé particulièrement sur le grand nombre des

rafineries qui se sont établies aux dites isles depuis le dit arrest du Conseil du dernier May 1675. Que celle du dit Gueston a été établie plus de huit ans auparavant et que d'ailleurs l'intention de Sa Majesté est de gratifier la famille du dit Sieur Gueston, décédé avec un de ses fils à Schiras en Perse pour le service de Sa Majesté et celui de la dite Compagnie des Indes orientales.

Oùy le rapport du Sieur Colbert, Conseiller ordinaire au Conseil royal, Contrôleur général des Finances, Sa Majesté en Son Conseil, voulant traiter favorablement la famille du dit Gueston, et interprétant le dit arrest du Conseil dix-huitième avril dernier, a ordonné et ordonne qu'elle sera exempte des dites quatre livres de droits d'augmentation d'entrée, jusques à la concurrence seulement de la quantité de deux cent milliers pesans de sucre rafinez par an dans la dite Raffinerie établie par le Dit Gueston en la dite isle de la Guadeloupe;

A la charge qu'ils seront accompagnez de Déclarations signées du Commis général préposé à la dite Raffinerie, visées par le commis de Maistre Oudiette et certifiées véritables au dos des dites Déclarations, par le Gouverneur ou Commandant de la dite isle, à peine de déchéance de la dite exemption.

Signé : RANCHIN.

VI. *Lettre de Patoulet à Seignelay.*

Dunkerque, le 7 mars 1684.

Devenu Intendant à Dunkerque, Patoulet continue à protester contre l'arrêt du 18 avril 1682 qu'il estime ruineux pour les raffineries des Iles. Dans le cas où le Roy n'accorderait pas l'arrêt pour l'exemption du nouveau droit, il demande pour la raffinerie dans laquelle il est principalement intéressé, une exemption particulière de trois cents milliers par an de sucre raffiné.

Cette lettre est accompagnée d'un copieux mémoire qui doit être remis par son beau-frère au ministre.

(Arch. Nat. B³ 45).

Je prends la liberté, Monseigneur, de vous supplier de trouver bien que M. Voille, mon beau-frère vous représente le malheureux état où seront réduit mes affaires si le Roy n'accorde pas aux Rafineries des Isles l'arrêt pour l'exemption du nouveau droit qui a esté imposé sur leurs sucres, et qu'il vous supplie, très humblement en ce cas de me procurer une exemption particulière de trois cent milliers de sucre raffiné pour la raffinerie du Mouillage de la Martinique de mesme qu'elle a esté accordée à celle de M. Gueston à la Guadeloupe, vu, Monseigneur, que je me suis engagé dans cet établissement que pour exécuter vos ordres et ceux de Monseigneur votre Père et dans la veüe de rendre un service considérable à Sa Majesté, estant certain que rien ne peut rendre le commerce des Isles plus florissant que l'établissement de raffineries ainsy que M. Voille pourra vous l'expliquer s'il vous plait de l'entendre.

Je suis avec le plus profond respect que je vous dois, etc...

Signé : PATOULET.

VII. LETTRE DE L'INTENDANT ROBERT
AU ROI

La Martinique, le 28 juillet 1699.

Après avoir longuement entretenu le Roi de différents faits de son administration dans l'Île, l'intendant Robert termine en demandant en faveur de la raffinerie construite par feu le marquis d'Angennes Maintenon, l'exemption des droits prohibitifs que venait d'établir l'arrêt du 20 juin 1698 sur les sucres blanchis des Isles.

(Arch. Nat. Col. C8 A¹¹)

...« Madame d'Angennes s'est donnée l'honneur de vous écrire pour vous supplier Monseigneur, de lui procurer une exemption des nouveaux droits imposés par l'arrêt du 20 juin 1698 sur les sucres terrés et raffinés des Isles, et comme vous m'ordonnez de vous expliquer distinctement ce qu'elle demande et les raisons qu'elle a pour le pouvoir obtenir, j'aurai l'honneur de vous faire savoir ce qu'elle m'en a appris et de vous dire qu'elle demande que tous les sucres terrés et raffinés qui se fabriqueront dans sa raffinerie soient exempts du nouveau droit imposé par l'arrêt du 20 juin 1698 et pour faire cette demande, elle se fonde sur des raisons de justice et de faveur.

Les raisons de justice consistent en ce que feu Monseigneur Colbert ayant jugé à propos vers l'an 1680 d'avoir quelques raffineries dans les Isles, M. Patoulet alors intendant des dites isles excita par son ordre quelques uns des principaux habitants d'en établir sous des promesses qu'il leur serait accordé divers privilèges; feu M. le marquis d'Angennes fut des premiers à entreprendre une raffinerie pour se rendre agréable à Mgr Colbert qui lui donnait beaucoup de marques de bonté

1. On ne sait rien de particulier sur l'Intendant Robert sinon qu'il fut nommé Intendant général des Isles de l'Amérique en 1695 en remplacement du sieur Dumaitz de Goimpy. Il s'y montre excellent administrateur au point que le roi, malgré ses demandes répétées de rentrer en France, le conserve jusqu'en 1701 à son poste.

et de distinction il en vint à bout et établit la raffinerie qu'on a appelé depuis La Raffinerie du Bourg Saint-Pierre, il fut, alors fait deux autres raffineries à la Martinique, et il en fut aussi fait deux à la Guadeloupe; lesquelles furent établies par M. Guetton et M. Chateau du Bois qui furent soigneux de solliciter et qui ont effectivement obtenu que les sucres qui s'y fabriqueroient ne payeroient en France que la moitié des droits établis pour les sucres raffinés, mais M. le Marquis d'Angennes peu attaché à ses intérêts ne songea point à demander le même privilège et il a laissé perdre pour lui et sa famille cette exemption qui sans doute lui auroit été accordé comme aux dits Sieurs Guetton et Chateau du Bois s'il l'avait sollicitée, ayant toutes les memes raisons pour l'obtenir en estant d'un nom beaucoup plus distingué cependant il est certain qu'il a fait une dépense terrible pour cette raffinerie, qu'il s'y est beaucoup endetté et que ces dettes ne sont point encore achevées de payer au lieu que cette raffinerie ait profité à feu M. d'Angennes et à sa famille elle n'a servi qu'à ruiner de plus en plus les affaires de cette maison. Ce qui a le plus contribué à rendre cette raffinerie inutile a esté le terrage des sucres auquel se sont adonnés tous les habitants des Isles, et c'est en cecy Monseigneur, que se renferme particulièrement le droit de Madame d'Angennes, d'autant que par arrest du Conseil d'Estat du 20 juin 1698, il est précisément expliqué que le Roy voulant réprimer la liberté que les habitans des Isles se sont donnée de terrer et blanchir leurs sucres, Sa Majesté a trouvé à propos d'augmenter les droits sur les sucres terrés et rafinez des Isles, or il est manifeste que la dite dame d'Angennes et ses enfans mineurs ayant une raffinerie établie comme par ordre du Roy, conserve par permission expresse de Sa Majesté ainsy qu'il se veoit dans plusieurs arrests du Conseil d'Estat, et nommément par un article d'une lettre du Roy du 12 octobre 1695 qui sera ci-joint, qu'elle n'est pas du tout dans le cas des autres habitans des Isles, ny responsable de la faute qu'ils ont faite de se donner la liberté de terrer leurs sucres, laquelle faute a esté au contraire très préjudiciable à sa raffinerie et lui a fait un tort très considérable, par conséquent n'ayant point de part à la faute elle ne doit point participer à la peine, et ne doit point souffrir celle imposée à ce

sujet à tous les habitans des Isles, elle doit au contraire estre maintenue dans les privilèges de sa raffinerie qui lui ont toujours donné le pouvoir de faire des sucres blancs et raffinés et estre tenue seulement de payer les droits des sucres qui s'y fabriqueront sur le mesme pié qu'ils se payoient avant l'arrest du 20 juin 1698.

Voilà, Monseigneur, les raisons de justice sur lesquelles elle se fonde, celles de faveur roulent sur ce que cette maison se trouvant obhérée parce que Feu M. d'Angennes a entrepris une raffinerie il y a près de vingt ans pour accomplir à ses dépens les vœux que le Roy avoit alors pour les Isles, cette famille mériterait pour cette seule considération, que Sa Majesté lui donnast lieu de se relever de ses pertes, en luy accordant une grâce pour laquelle il n'y a rien à déboursier, et qui ne porte préjudice à personne, j'ajoute qu'il est avantageux aux Colonies d'y conserver une famille aussy illustre que celle de M. d'Angennes et qu'il serait même à propos de leur accorder des grâces distinguées afin de les y conserver et de leur donner moyen d'y subsister selon leur condition sans qu'il fust besoin d'autre raison que ce seul motif pour leur en procurer.

C'est tout ce que j'ay à vous demander, Monseigneur, des prétentions de Madame d'Angennes pour lesquelles elle a eu recours à vous, elle n'a point de titres particuliers des privilèges de sa raffinerie si ce n'est les arrests du Conseil d'Estat où il est dit que les trois raffineries de la Martinique seront conservées, et cet article ci-joint de la lettre du Roy du 12 octobre 1695.

Comme vous m'ordonnez de vous dire mon avis sur la grâce qu'elle s'est donnée l'honneur de vous demander, je ne balancerai point à vous dire, Monseigneur, que je trouve toutes les raisons cy dessus expliquées qu'il est très juste d'accorder à la dite dame d'Angennes et à ses enfans une exemption des nouveaux droits de l'arrest du 20 juin 1698 pour les sucres ter-rés et raffinés qui se feront dans sa raffinerie de la Montagne de la Martinique et en fixer la quantité à 150 milliers pour chacun an en sorte que les dits sucres qui auroient esté fabriqué dans sa raffinerie ne soient assujettis qu'aux droits qui se payoient en France avant le dit arrest du 20 juin 1698 en faisant connoistre aux Bureaux des Entrées de France par des

certificats de l'Intendant des Isles les dits sucres pour estre sortis de la raffinerie de la dite dame d'Angennes.

Si elle obtient cette grâce, elle n'aura point encore les mesmes prérogatives dont jouit la raffinerie du sieur Guetton à la Guadeloupe, et auxquelles elle et ses enfans auroient bien autant de droit de pouvoir prétendre qu'en ont eu les dits Sieurs Guetton et Chateau du Bois.

Au surplus, si vous me permettez Monseigneur de joindre ma sollicitation à toute la faveur que peut trouver auprès de vous la demande de Madame d'Angennes, je prendrai la liberté de vous supplier de luy accorder vos bontés et de luy procurer cette exemption qu'elle vous demande; je luy ai obligations de bien ses secours dont elle m'a aydé depuis que je suis en ce pays cy, c'est ce qui m'engage à profiter de cette occasion qui se présente de vous demander, Monseigneur cette grâce en sa faveur et de vous assurer que je regarderai comme un effet de vos bontés pour moy celle que vous voudrez bien avoir pour elle en ce rencontre...

PRINCIPAUX ARRETS REGLEMENTANT LES DROITS D'ENTREE SUR LES SUCRES DE 1665 A 1700.

Sur cette législation de nombreuses sources peuvent être consultées. :

1° *Aux Archives nationales :*

A. — *Dans la série AD XI* intitulée « La législation commerciale et industrielle » le carton n° 48 : *sucres 1660-1786* contient une très précieuse collection d'édits et d'arrêts sur les droits d'entrée, de vente et de transit sur cette denrée. Elle n'est cependant pas complète.

B. — Parmi les archives versées par le ministère de la Marine la *série A³ vol. 1*, comporte un « inventaire chronologique » assez complet des « édits, déclarations, arrêts, ordonnances et autres pièces faisant loi pour ce qui concerne le commerce, la marine et les colonies ».

C. — Parmi les archives versées par le Ministère des Colonies :

La série A : Actes du Pouvoir Souverain, édits, arrêts, vol. 24 (1669-1715). Ce registre qui contient également des arrêts du Conseil souverain de la Martinique, est peu complet et a été tenu sans beaucoup d'ordre.

La série B : Correspondance générale. Lettres envoyées ordre du Roi. Pour celles destinées aux Antilles se trouvent la plupart des dispositions législatives prises à leur objet. Mais pour la période qui nous occupe, elles se trouvent disséminées dans une vingtaine de volumes in-4°.

2° *Aux archives de la Chambre de commerce de Nantes.*

La série C. 724 (1671-1779) « Edits, ordonnances, portant réglemens pour l'entrée et la sortie des marchandises venant des isles françaises de l'Amérique et du Canada... listes d'arrêts concernant les isles de l'Amérique de 1665 à 1714, etc.

La série C. 730, carton 35, cote 1-3 : Industrie et commerce des sucres raffinés. Nous avons là une des sources les plus précieuses et qui complète fort heureusement le recueil AD XI 48 des Archives nationales.

3^o *Comme source imprimée*, il n'existe à notre connaissance qu'un seul ouvrage spécialisé : Boizard et Tardieu, *Histoire de la Législation des sucres, 1664-1891*, Paris, 1891, mais fort incomplet pour ce qui concerne la période 1664-1700.

*
* *

Nous donnons la liste, avec les titres originaux, des nombreux arrêts que nous avons pu relever, et le texte *in extenso* des importants arrêts du 18 avril 1782, du 21 janvier 1684, du 28 septembre 1684, du 20 juin 1698.

Arrêt du 15 septembre 1665 « qui règle les droits d'entrée sur les sucres raffinés en pain ou en poudre, candis blanc et brun venant des pays étrangers, à 22 livres 10 sols le cent, à commencer du premier octobre prochain les cassonnades blanches et grises, fines ou moyennes, venant du Brésil, 15 livres, les mascoüades du dit pays, 7 livres 10 sols, les barboudes, pannelles et sucres de Saint-Thomé, 6 livres, et les sucres des îles et colonies françaises de l'Amérique de quelque qualité qu'ils soient, à 4 livres ».

Arrêt du 7 mai 1666 « portant que les sucres et pétuns venant des îles pour le compte des particuliers au lieu de 4 livres ne payeront que 2 livres le cent pesant ».

Arrêt du 29 septembre 1670 « portant qu'il sera rendu et restitué par le fermier général des fermes unies aux directeurs de la Cie d'Occident et autres particuliers 6 livres de chaque cent pesant des sucres raffinés quand ils les feront sortir de ce royaume pour les pays étrangers ».

Arrêt du 10 décembre 1670 qui « réduit et modère les droits qui se perçoivent aux entrées du Royaume sur les sucres et pétuns venant desdites îles et colonies françaises de l'Amérique, à quarante sols du cent pesant au lieu de

quatre livres, à quoy lesdits droits ont été réglés par les tarifs arrêtés au Conseil le 18 septembre 1664 et 18 avril 1667 faisant défenses aux fermiers des Cinq Grosses Fermes et leurs commis, d'exiger les plus grands droits desdits habitants, à peine de concussion ».

Arrêt du 15 janvier 1671 « qui ordonne conformément à la déclaration du Roy du 18 avril 1667 qu'il sera levé en tous les bureaux de la Douane de Lyon, Patente de Languedoc, Comptabilité et Convoy de Bordeaux, Traités de Charente et d'Arsac, sur tous les sucres raffinés en pain ou en poudre, candis blancs et bruns venant des pays étrangers, pour chaque cent pesant, vint-deux livres dix sols sur les cassonnades blanches ou grises, fines ou moyennes, venant du Brésil, quinze livres; sur les mascoüades dudit pays, sept livres dix sols et sur les barboudes, panelles et sucres de Saint-Thomé, six livres en ce compris les droits ordonnés être levés en chacun desdits bureaux sur lesdits sucres, cassonnades, mascoüades, barboudes, panelles et sucres de Saint-Thomé; sauf et sans préjudice des franchises et privilèges accordés aux villes de Marseille et Dunkerque qui en jouiront à la manière accoutumée ».

Arrêt du 30 juin 1671 « qui ordonne que les sucres qui seront raffinés dans les raffineries de Bordeaux jouiront du bénéfice de l'étape générale et que les sucres qui seront transportés hors l'étendue du Convoy de Bordeaux et Traite d'Arzac pour être conduit dans l'état de Savoye, Italie, et autres pays étrangers, passeront sans payer aucun droit de sortie et ceux qui auront été payés à l'entrée seront restitués ».

Arrêt du 12 aout 1671 « portant que les sucres raffinés aux îles françaises de l'Amérique après avoir payé l'entrée pourront sortir de Bordeaux par les bureaux de Douane de Lyon et Valence sans payer aucun droit et ceux qui auront été payé pour lesdites marchandises destinées aux pays étrangers seront rendus et restitués ».

Arrêt du 14 décembre 1671 « par lequel est ordonné qu'il sera délivré aux négociants de la ville de Nantes, des passe-

ports de Sa Majesté en la manière accoutumée, pour négocier aux îles de l'Amérique avec très expresses inhibitions et défenses de Sa Majesté à tous marchands et propriétaires de vaisseaux, de transporter hors du Royaume les mascoüades et sucres bruts desdites îles à peine de confiscation d'iceux, du vaisseau dans lequel ils se trouveront chargés et des autres marchandises de leur chargement »

Arrêt de may 1675 par lequel Sa Majesté a ordonné que sur les sucres raffinés dans lesdites îles entrant dans le Royaume il serait levé 40 sols seulement outre et par-dessus les anciens droits qui se lèvent sur les sucres (motif de l'arrêt du 18 avril 1682).

Arrêt du 24 may 1675 « portant augmentation de 40 sols pour cent pesant de mascoüades et sucres venant des îles françaises de l'Amérique et que les sucres raffinés à Nantes sortant de Bretagne par Ingrande payeront en outre douze livres par chaque cent pesant de sucre raffiné et dix-huit livres sur chaque cent pesant de sucre royal »

Arrêt du 18 avril 1682 « portant que les sucres raffinés venant de l'Amérique payeront pendant deux années, à commencer du 1^{er} may prochain, huit livres pour chaque cent pesant, savoir six livres à Mr Jean Fauconnet et deux livres à M^e Jean Oudiette, Fermier du Domaine d'Occident »

Arrêt du 21 janvier 1684. Malgré son importance ne se trouve ni dans l'inventaire chronologique (Arch. nat. A3 I) ni dans la collection Arch. nat. AD XI 48. Selon les termes de la copie conservée aux archives de la Chambre de commerce de Nantes, cet arrêt « fait défense à tous sujets de Sa Majesté habitant aux îles françaises de l'Amérique d'établir à l'avenir de nouvelles raffineries dans lesdites îles, attendu qu'à cause des raffineries existant aux îles, celles de France ne travaillent pas et que les ouvriers raffineurs désertent le Royaume...

... sous peine d'une amende de 3.000 livres d'amende. »

Arrêt du 28 septembre 1684 qui ordonne que les sucres raffinés venant des îles et colonies françaises de l'Amérique paye-

ront huit livres pour cent pesant (renouvelant l'arrêt du 18 avril 1682 « tant et si longtemps qu'il plaira à Sa Majesté »)

Arrêt du 26 septembre 1696 qui ordonne « qu'à l'avenir les habitants des Isles ne pourront obliger les négociants de prendre en payement de ce qu'ils devront plus de la moitié en sucres terrés, avec lesquels même il leur sera libre de faire le payement entier s'il leur convient à l'effet de quoy, il ne leur sera permis de convertir en sucres terrés que la moitié de ce qu'ils retirent de leurs terres, l'autre moitié devant rester en sucres bruts...

... et qu'au surplus ils payent à l'entrée du Royaume les droits établis pour les sucres raffinés dans les Isles par l'arrêt du 28 septembre 1684 et que celui du 21 janvier de la même année soit exécuté selon sa forme et teneur ».

Arrêt du 30 octobre 1696 qui ordonne l'exécution de celui du 12 août 1671.

Arrêt du 20 juin 1698 « qui ordonne que les sucres bruts des îles payeront à leur entrée dans le Royaume, trois livres seulement du cent pesant, les sucres terrés quinze livres du cent pesant, les sucres en pain raffinés auxdites îles vingt-deux livres dix sols comme les sucres étrangers... et pour procurer aux habitants le débit de leurs sucres terrés et raffinés permet Sa Majesté aux négociants français de les porter à droiture desdites îles dans les pays étrangers en payant les droits dus au Domaine d'Occident, à condition néanmoins que leurs bâtimens reviendront des pays étrangers en France pour y faire leur décharge ».

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT DU ROY
DU DIX-HUITIEME AVRIL 1682

Portant que les sucres rafinez venans de l'Amérique payeront pendant deux années, à commencer du 1^{er} may prochain, huit livres pour chacun cent pesant, scavoir : six livres à Maistre Jean Fauconnet et deux livres à M^e Jean Oudiette, Fermier du Domaine d'Occident.

Extrait des Registres du Conseil d'Estat.

Le Roy s'estant fait représenter l'arrest rendu en son Conseil du 10 décembre 1670 par lequel Sa Majesté a réduit et modéré les droits qui se perçoivent aux Entrées du Royaume sur les sucres et petun venans des Isles et Colonies françoises de l'Amérique, à 40 sols pour cent pesant au lieu de 4 livres à quoy lesdits droits avaient été réglés par les tarifs des 18 septembre 1664 et 18 avril 1667 comme aussi celui du 18 septembre 1671 par lequel Sa Majesté aurait ordonné que celui du 18 septembre 1671 serait exécuté dans tous les ports de mer du Royaume, sans distinction, ce faisant, que les droits sur les mascoüades et sucres des Isles demeureraient réduits à 40 sols pour cent pesant pour les droits des Cinq Grosses Fermes et en outre l'arrest dudit Conseil du dernier May 1675 par lequel Sa Majesté a ordonné que sur les sucres raffinés dans les dites Isles, entrant dans le Royaume, il sera levé 40 sols seulement outre et par-dessus les anciens droits qui se lèvent sur les sucres et Sa Majesté estant informée que lorsque les dits arrests ont esté rendus, il n'y avait qu'un très petit nombre de raffineries dans lesdites Isles, en sorte que les habitants envoyaient leurs mascoüades en France pour les faire raffiner dans les raffineries établies dans le Royaume et profitaient eux-mêmes du bénéfice qui se trouvait, au lieu qu'à présent il a été établi un grand nombre de raffineries dans lesdites Isles par divers particuliers ce qui serait un préjudice considérable aux droits de Sa Majesté : à quoy estant nécessaire de pourvoir. Oüy le rapport du Sieur Colbert, Conseiller ordinaire

au Conseil royal, Contrôleur général de Finances, Sa Majesté en son Conseil a ordonné et ordonne que les sucres rafinez venans des isles et colonies françoises de l'Amérique, payeront pendant deux années à commencer du premier jour de may prochain, la somme de huit livres pour chacun cent pesant sçavoir : six livres à M^e Jean Fauconnet Fermier général des Cinq Grosses Fermes, Convoy et Comptable de Bordeaux, Doüannes de Lyon et Valence et autres Fermes Unies, et deux livres à M^e Jean Oudiette, Fermier du Domaine d'Occident. Enjoint Sa Majesté audit Fauconnet, les Procureurs, Commis et Préposés d'exécuter le présent arrest, lequel à cet effet sera envoyé dans tous les Bureaux des dites Fermes. Fait au Conseil d'Estat du Roy tenu à Saint-Germain-en-Laye, ce dix-huitième jour d'avril mil six cent quatre vingt-deux.

Signé : COQUILLE.

ARREST DU CONSEIL D'ETAT DU ROY

Qui défend à tous les Sujets de Sa Majesté habitans des Isles et Colonies Françoises de l'Amérique, d'établir à l'avenir aucune nouvelle Rafinerie esdites Isles et Colonies.

Du 21 janvier 1684

Extrait des Registres du Conseil d'Estat.

Le Roy ayant esté informé que les Habitans des Isles et Colonies Françoises de l'Amérique ayant beaucoup augmenté, et ne s'appliquant à autre chose qu'à la plantation et culture des Sucres, ont établi une si grande quantité de Rafineries esdites Isles, que presque tout le Sucre qui y croist s'y raffine, ce qui fait que les Rafineries établies en France ne travaillent presque point, et les Ouvriers et Rafineurs qui n'ont point d'autres moyens pour subsister quittent et abandonnent le Royaume. A quoy Sa Majesté voulant pourvoir : *le Roy estant en son Conseil* a fait très-expresses inhibitions et defenses à tous ses Sujets habitans des Isles et Colonies Fran-

goises de l'Amérique, Marchands négocians, ou autres, de quelque qualité et condition qu'ils soient, d'établir à l'avenir aucune nouvelle Rafinerie esdites Isles et Colonies, à peine de trois mille livres d'amende. Enjoint Sa Majesté à ses Lieutenans Généraux, Gouverneurs, Intendans et autres Officiers de tenir la main à l'exécution du présent Arrest qui sera leû et publié partout où besoin sera et exécuté nonobstant oppositions ou empêchemens quelconques dont, si aucuns interviennent, Sa Majesté réserve la connaissance, et icelle interdit à toutes les autres Cours et Juges. Fait au Conseil d'Estat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Versailles le vingt-unième jour de Janvier mil six cens quatre vingt quatre. Signé, COLBERT.

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT DU ROY

du vingt-huitième septembre 1684.

qui ordonne que les sucres rafinez venant des Isles et Colonies Francoises de l'Amérique payeront huit livres pour cent pesant et que les sucres qppelés mascouades, cassonades, sucre-noir, de St-Christophe, panelles, sucres de St-Thomé et autres lieux desdites Isles, qui seront apportés dans les villes de Rouen, Dieppe, Bordeaux et la Rochelle, jouiront du privilège de l'eslape, après qu'ils aûront esté rafinez, etc.

Extrait des Registres du Conseil d'Estat.

Le roy ayant par arrest de son Conseil du dix-huitième avril 1682, ordonné que les sucres rafinez des Isles et Colonies françoises de l'Amérique, payeront pendant deux années, à commencer le premier May lors prochain, la somme de huit livres pour chacun cent pesant, sçavoir : six livres à Maistre Jean Fauconnet, Fermier général des Cinq Grosses Fermes; Convoy, comptable de Bordeaux, Douannes de Lyon et de Valence, et autres fermes unies, et deux livres à Maistre Jean Oudiette, Fermier des Domaines d'Occident. Et voulant Sa Majesté que ladite somme de huit livres soit continuée d'estre levée tant et si longtems qu'il luy plaira, comme elle l'a esté par lesdits Fauconnet et Oudiette jusques à ce jour,

Et que les sucres appelés mascoüades, cassonnades pour la poësie, sucre noir de St Christophle, panelles, sucres de St Thomé et autres lieux desdites Isles, qui seront apportés dans les villes de Rouen, Dieppe, Bordeaux et la Rochelle, jouissent du privilège de l'estape, après qu'ils y auront été raffinés. Oüy le raport du Sieur Le Peletier, Conseiller ordinaire au Conseil Royal et Controlleur Général de Finances, Sa *Majesté en son Conseil* a Ordonné et Ordonne, Que les sucres rafinez venans des Isles et Colonies Françoises de l'Amérique, payeront tant et si longtemps qu'il plaira à Sa Majesté, la somme de huit livres pour chacun cent pesant, comme ils ont fait depuis ledit arrest du dix-huit avril 1682, jusques à ce jour sçavoir : six livres audit Fauconnier et deux livres audit Oudiette. Et qu'à l'égard des sucres appelés mascoüades, cassonnades pour la poësie, sucre noir de St Christophle, panelles, sucres de St Thomé et autres lieux desdites Isles de l'Amérique françoise, qui seront apportés dans les villes de Rouen, Dieppe, Bordeaux et la Rochelle, ils jouiront du privilège de l'estape, après qu'ils y auront esté rafinez et ce faisant, qu'il sera rendu et restitué à ceux qui feront charger lesdits sucres bien et dûment rafinez, pour les Païs Estrangers, la somme de neuf livres pour chacun cent pesant sçavoir : quatre livres dix sols par ledit Fauconnet et quatre livres dix sols par ledit Oudiette ou leurs commis, le tout en vertu du present arrest, qui sera executé nonobstant oppositions ou appellations quelconques, dont si aucunes interviennent, Sa Majesté s'en est réservé et à son Conseil, la connaissance, et icelle interdit à toutes ses autres Cours et Juges. Fait au Conseil d'Estat du Roy, tenu à Paris le vingt huitième jour de Septembre mil six cent quatre vingt quatre. Signé, RANCHIN.

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT DU ROY

du trentième octobre 1686

Qui exempte de tous droits les sucres provenant de la Rafinerie établie à la Guadeloupe par M. Chateau du Bois.

Extrait des Registres du Conseil d'Estat.

Sur la requeste présentée au Roy estant en son Conseil par le Sieur Chateau du Bois Gentilhomme, demeurant en

l'isle de la Guadeloupe, contenant qu'ayant établi une raffinerie en ladite isle, dans l'intention d'employer tous les sucres qui en proviendraient au soulagement des pauvres des Isles de l'Amérique, il plût à Sa Majesté décharger les dits sucres de tous droits. A quoy ayant égard, Sa Majesté *estant en son conseil*, a déchargé et exempté tous les sucres qui proviendraient de ladite raffinerie de toutes sortes de droits, tant de ses Fermes que de tous autres, faisant deffens aux Receveurs d'iceux d'en exiger aucun, tant et si longtemps qu'ils seront employés au soulagement des Pauvres des Isles de l'Amérique. Enjoint Sa Majesté aux Sieurs Comte de Blénac et Dumaïtz de Goimpy, Lieutenant Général et Intendant desdites Isles, de tenir la main à l'exécution du présent arrest. Fait au Conseil d'Estat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Fontainebleau le Troisième jour d'Octobre mil six cent quatre vingt-six.

Signé COLBERT avec paraphe, contrescellé à la Chancellerie.

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT DU ROY

Qui ordonne que les sucres bruts des Isles de l'Amérique payeront à leur entrée dans le Royaume, trois livres seulement du cent pesant, les sucres terreux quinze livres du cent pesant et les sucres en pain rafinez ausdites Isles vingt deux livres dix sols comme les sucres étrangers.

Du 20 juin 1698.

Extrait des Registres du Conseil d'Estat.

Le Roy étant informé que l'occasion et la durée de la guerre ont nécessité les Habitans des Isles de l'Amérique de se dispenser des principes et destination de leurs Sucres, en s'adonnant au terrage desdits Sucres, par le bénéfice qu'il leur a procuré, et les Rafineurs du Royaume, les uns à fournir l'aliment à leurs Rafineries avec les sucres des prises, et les autres de laisser tomber ces Rafineries par le deffaut de matière; d'où il est arrivé que les Sucres terrés des Isles ont eu cours

de la place des rafinez du Royaume, et que les Cassonnades du Brésil qui doivent payer quinze livres de droits d'entrée, ont été introduites en payant seulement huit livres, sous le titre et ressemblance des Sucres terreux des Isles, qui ne doivent que huit livres. Et voulant Sa Majesté rétablir l'exécution des réglemens et procurer en même temps aux uns et aux autres les moyens de soutenir avantageusement leurs Fabriques et Rafineries en donnant aux Habitans des Isles le moyen de consommer leurs Sucres terreux ainsi que le Rafiné et aux Rafineurs du Royaume une diminution des droits d'entrée sur le sucre brut pour exciter les Habitans à en faire leur principale Fabrique par l'avantage qu'ils y trouveront, et à n'en point laisser manquer les Rafineries du Royaume. Et Sa Majesté s'estant fait à cet effet représenter les tarifs des droits d'Entrée et de Sortie du Royaume des années 1664 et 1667 portant que les sucres bruts des Isles payeront à leur entrée quatre livres du cent pesant; l'Arrest du 24 May 1675 qui en ordonne l'exécution, celui du 18 Avril 1682 qui porte que les Sucres rafinez des Isles payeront pendant deux années seulement huit livres du cent pesant; et l'Arrest du Conseil du 25 Avril 1690 portant qu'il sera levé sur les Sucres rafinez et candis de l'Etranger vingt deux livres dix sols du cent pesant, sur les Cassonnades du Brésil quinze livres, sur les Mascoviades du Brésil sept livres dix sols, et sur les Barboudes, Panelles et Sucres de Saint Thomé six livres : *et ouy* le Rapport du Sieur Phelypeaux de Pontchartrain, Conseiller ordinaire au Conseil Royal, Controlleur Général des Finances, *Sa Majesté estant en son Conseil* a ordonné et ordonne que les Sucres bruts des Isles de l'Amérique payeront à leur entrée dans le Royaume trois livres seulement du cent pesant, les Sucres terreux quinze livres du cent pesant et les Sucres en pain rafiné ausdites Isles vingt-deux livres dix sols comme les Sucres étrangers Et pour procurer aux Habitans desdites Isles le débit de leurs Sucres terreux et rafinez permet Sa Majesté aux Negocians François de les porter à droiture desdites Isles dans les Pais Etrangers, en payant les droits dus au Domaine d'Occident, à condition néanmoins que leurs Batimens reviendront des Pais Etrangers en France pour y faire leur décharge; à l'effet de quoy ils donneront leur soumission et cautionnemens nécessaires, sans que pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit ils puissent retourner des Pais Etrangers

aux Isles, à peine de confiscation des Bâtimens et marchandises, de six mille livres d'amende contre les Propriétaires et de six mois de prison contre les Capitaines; le tout jusqu'à ce qu'autrement par Sa Majesté en ait esté ordonné. Et sera le présent Arrest lû, publié et affiché par tout où besoin sera, pour estre exécuté selon sa forme et teneur : Enjoint Sa Majesté aux Sieurs Intendans et Commissaires départis dans les Provinces, de tenir la main à son exécution. *Fait* au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Versailles le vingt septième Juin mil six cens quatre vingt dix huit. Signé PHÉLYPPEAUX.

BIBLIOGRAPHIE

I. Sources Bibliographiques.

Les ouvrages proprement bibliographiques sur cette période de l'histoire des Antilles ne nous peuvent être d'une grande utilité. Citons cependant :

Jacques de Dampierre. — *Essai sur les sources de l'histoire des Antilles Françaises* (1492-1664), Paris 1904, 6^e vol. des *Mémoires et documents* publiés par la Sté de l'Ecole des Chartes.

Gazin. — *Essai de bibliographie générale et méthodique et historique de la Martinique*, Fort-de-France, 1926.

Beaucoup plus précieuses sont les nombreuses et sérieuses références d'études récentes et de grande valeur :

Mims. — *Colbert's West India policy*, New Haven, Yale University Press, 1912.

May. — *Histoire économique de la Martinique 1635-1763*, Rivière, Paris, 1930.

II. Sources Manuscrites.

A. Archives Nationales.

Série A. D. contient de très précieux recueils de législation sous l'Ancien Régime.

Division VII : Législation coloniale et maritime.

Vol. I, Colonies 1665-1789. Organisation politique, judiciaire, commerciale, etc.

Division XI, Législation commerciale et industrielle,

Carton 48, Sucres 1660-1786. Un des plus importants recueils qui soient sur la législation des sucres de l'Ancien Régime. N'est malheureusement pas relié.

Sous-série G. Cartons 1312-1318, Domaine d'Occident (1673-1714).

Archives versées par le Ministère de la Marine.

Sous-série A³ « Inventaire chronologique des Edits, Déclarations, arrêts, ordonnances et autres pièces faisant foi pour ce qui concerne la Marine, le commerce et les colonies. »

Sous-Série B². Correspondance générale, lettres envoyées et dépêches aux intendants et commissaires de Marine résidant aux ports, vol. 34-40.

Sous-série B³, Correspondance générale, lettres reçues (1628-1789) vol. 45 (1683) contient la correspondance expédiée au Ministre par Patoulet, devenu intendant à Dunkerque.

Archives versées par le Ministère des Colonies.

La plupart de ces documents sont classés sans beaucoup d'ordre. Peu sont reliés. Il n'existe pas de table analytique.

Série A. Actes du pouvoir souverain. Edits et arrêts, *vol. 24, 1669-1715.* Registres assez incomplets et défectueux.

Série B. Correspondance envoyée ordre du Roy. Registre des lettres écrites par le Ministre à ses Gouverneurs, intendants, officiers, etc., des colonies.

N ^o 9 à 14 Isles de l'Amérique	1679-1693
18 — —	1694-1695
21 — —	1698-1700
24 — —	1701

Série C. Correspondance reçue. Lettres et mémoires originaux assez imparfaitement classés et reliés suivant la date et le lieu de provenance.

Des Gouverneurs et intendants de la Guadeloupe :

N^o 7. A vol. 3 Du Lion et Henselin 1674-1691

— — 4 Henselin et Huger..... 1691-1702

De la Martinique :

N^o 8 A vol. 2 et 3 de Blenac et Patoulet, 1677-1684.

Cette correspondance est de la plus haute importance pour notre étude.

- N° 8 A vol. 4 à 8 *Dumailz de Goimpy* 1685-1689
 — — 9 *Robert* 1695-1696
 — — 10-11-12 *Robert et le Marquis*
 d'Amblemont..... 1697-1700
- Correspondance générale :*
- N° 8 B vol. 1 *De la Martinique*, 1635-1689
 — — 2 — 1690-1709
 — — 19 *Commerce de la Martinique*.. 1664-1786
- Série F² B. Commerce aux colonies.**
- Vol. 1 *Commerce aux colonies* 1663-1742
 — 8 *Mémoire sur le commerce et le régime*
 commercial des colonies avant..... 1790
- Série F³ Collection Moreau de Saint-Méry.**
- Vol. 18 *Histoire de la Guadeloupe* 1635-1758
 — 221 *Code de la Guadeloupe*..... 1635-1799
 — 247-249 *Code de la Martinique*..... 1671-1777
 — 67 *Histoire des colonies. Instructions*
 aux administrateurs 1665-1701
- Vol. 161-162-163. — *Cultures, Manufactures coloniales*,
 etc., ensemble de documents assez disparates. Le vol.
 162 réunit les plus importants documents que nous
 ayons consultés : le *Mémoire de Patoulet à Bégon* du
 20 décembre 1682; le *mémoire « sur les raffineries des*
Isles » le mémoire des rafineurs, etc.
- B. Archives du Ministère des Colonies.**
- Carton G¹ 469. *Recensements de la Guadeloupe*, 1674-1754.
 Ces recensements établis d'année en année durant cette
 période ne donnent qu'irrégulièrement des renseignements
 sur les raffineries de la Guadeloupe.
- G¹ 470. *Recensements de la Martinique* encore plus irréguliers et incomplets que les précédents.
- C. Archives du Ministère des Affaires étrangères.**
- Mémoires et Documents, Amérique*, vol. V (1661-1670).
Mémoires et Documents, France, vol. 1991, 1992, 1993, 2018
 contiennent des mémoires sur le commerce des Antilles

vol. 2017, une liste d'ordonnances et arrêts assez complète sur le commerce.

D. Bibliothèque Nationale (Mss)

Collection des Cinq Cents de Colbert.

Collection Margry relative à l'histoire des Colonies et de la Marine française, N. A. F. 9256-9510.

Fonds Français, vol. 11315-11318. Correspondance de Patoulet 1679-1685. Cette correspondance des plus détaillées et abondantes est des plus précieuses tant pour notre sujet que pour l'histoire administrative des Antilles à cette époque. Elle contient en outre des lettres originales de Seignelay, de Blenac et du marchand de La Rochelle, Antoine Allaire, qui ne manquent pas d'intérêt pour ce qui concerne l'activité de Patoulet aux Antilles.

E. Archives de la Chambre de Commerce de Nantes.

Seules parmi les archives des grands ports français qui ont pu être conservées sans grand dommage, ces archives contiennent des documents très précieux tant sur le commerce des Antilles et le raffinage des sucres aux *xvii^e* siècle, que la législation qui leur était appliquée.

- Série C* 724, 1671-1789. Edits, ordonnances.. portant règlements pour l'entrée et la sortie des marchandises venant des Isles françaises de l'Amérique et du Canada. Listes d'arrêts concernant les Isles d'Amérique de 1665 à 1714.
- 730. 1670-1789. *Industrie et commerce des sucres raffinés.*
 - 733 et 734 contiennent encore quelques documents intéressants sur le commerce et le raffinage des sucres.
 - 735, 1670-1789. *Commerce extérieur avec les Isles.*

III. Sources imprimées.

I. Ouvrages généraux.

Savary. — *Dictionnaire universel de commerce*; Paris, 1732, 4 vol.

Pigeonneau. — *Histoire du commerce de la France*, Paris, 1887-1879, 2 vol.

- Deschamps.** — *Histoire de la question coloniale de France*, Paris, 1891.
- Leroy-Beaulieu.** — *De la colonisation chez les peuples modernes*, Paris, 6^e éd. 1908.
- Girault (A.).** — *Principes de colonisation et de législation coloniale*, Paris, 1930.
- Saintoyant.** — *La colonisation française sous l'Ancien Régime*.
- Petit.** — *Droit public ou gouvernement des Colonies françaises*, Paris, 1771. Réédité par A. Girault, 1911.
- Gide et Rist.** — *Histoire des doctrines économiques*, Paris, 1922.
- Moye et Nogaro.** — *Le régime douanier de la France*, Paris 1931.
- Dechesne (L.).** — *Economie mondiale et protectionnisme*, Paris, Sirey, 1928.
- Morini-Comby.** — *Mercantilisme et protectionnisme : Essai sur les doctrines interventionnistes en politique commerciale du XV^e au XIX^e siècle*, Paris, 1930.
- Allix.** — *Droits de Douane*, Paris, 1932.
- Tournan.** — *Le Nouveau régime douanier colonial*, Paris, 1928.
- Perreau.** — *Le régime commercial des colonies françaises*, Paris, 1903.

II. Ouvrages spéciaux sur Colbert et le Pacte colonial.

- Benoît du Rey.** — *Recherches sur la politique coloniale de Colbert*, Paris, 1902.
- Joubleau.** — *Etudes sur Colbert ou exposition du système économique suivi en France de 1661 à 1682*.
- Clément Pierre.** — *Lettres instructions et mémoires de Colbert*, Paris, 1861-1882, 8 tomes en 10 volumes.
- Helly.** — *De l'idée de Pacte colonial d'après Colbert*, thèse Paris, 1907.
- Cte de Chazelles.** — *Etude sur le système colonial*, Paris, 1860.
- Normand.** — *Le pacte colonial*, thèse Paris, 1900.
- Mims.** — *Colbert's West India policy*. New Haven Yale University Press 1912.

III. Ouvrages spéciaux sur les Antilles.

- Dutertre.** — *Histoire générale des Antilles habitées par les Français*, 2 vol., Paris, 1667.

- Labat** (le R. P.). — *Nouveau voyage aux Isles de l'Amérique*, Paris, 1722, 6 vol.
- Dessalles**. — *Histoire générale des Antilles*, Paris, 1847-1848.
- Durand Mollard**. — *Code de la Martinique*, Saint-Pierre, 1807.
- Raynal**. — *Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans les Indes* Genève, 1780.
- Sydney-Daney**. — *Histoire de la Martinique depuis la colonisation jusqu'en 1815*, Fort-Royal, 1846.
- Satineau**. — *Histoire de la Guadeloupe sous l'Ancien régime 1635-1789*, Paris, 1928.
- Weuves-Lejeune**. — *Réflexions historiques et politiques sur le commerce de France avec ses colonies d'Amérique*, Genève 1780.
- Moreau de Saint-Méry**. — *Lois et constitutions des Colonies francaises de l'Amérique Sous le Vent de 1550 à 1785*, 6 vol. in-4°.
- Boyer-Peyreleau**. — *Les Antilles Francaises*, Paris, 1823.
- Saint-Yves**. — *Les Antilles françaises et la correspondance de l'Intendant Patoulet*, Paris, 1902.
- Gazin**. — *Essai de bibliographie générale méthodique et historique*, 1926, Fort-de-France.
- May**. — *Histoire économique de la Martinique, 1635-1763*, Paris, 1930.
- Bernissant**. — *Etude sur le régime agricole des Antilles françaises*, thèse Paris, 1916.

IV. Ouvrages spéciaux sur les sucres.

- Boizard et Tardieu**. — *Histoire de la législation des sucres, 1664-1891*, Paris, 1891.
- Josa**. — *Les industries du sucre et du rhum à la Martinique*, thèse Paris, 1931.
- D'Arcy**. — *Aperçu de l'histoire du sucre sous l'Ancien Régime. Revue historique des Antilles*, nov.-déc., 1929, Paris.
- *L'industrie sucrière aux Isles au XVII^e siècle (id.)*, mai 1929.
- *Le château de la Montagne et les premières sucreries de Saint-Pierre (id.)*, juin-oct. 1929.
- Bourdier**. — *L'industrie sucrière française au XVIII^e siècle*, Paris, 1931.

V. Ouvrages spéciaux sur les contingentements.

- De Maillard.** — *Le régime du contingentement des rhums coloniaux*, thèse Bordeaux, 1934.
- Saint-Olympe.** — *Le régime du contingentement des rhums à l'importation en France*, Fort-de-France, 1933.
- P. M. Tomilch.** — *Contingentements et commerce international*, Nancy, 1933.
- Angelini.** — *La politique du contingentement des importations*, Paris, 1932.
- Lautmann.** — *Quelques aspects nouveaux du protectionnisme en Europe*, Paris, 1933.
- Moroni.** — *L'agriculture française et le contingentement des importations*, Paris, 1933.

Articles de Revue.

- Oualid.** — « Nouvelles techniques de la politique commerciale », *Revue d'économie politique*, mars-avril, 1933.
- Allix.** — « Le régime des contingentements », *Economiste français*, 25 février 1933.
- Weller.** — « Principes et répercussions des contingentements d'importation », *Revue économique internationale*, juin 1932.
- J. Proix.** — « La politique douanière des contingentements », *Europe Nouvelle*, 20 fév. 1932.
- Duchemin.** — « La crise mondiale et la politique douanière et contractuelle de la France », *Revue politique et parlementaire*, nov. 1933.
-

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Pages</i>
Introduction.....	1
Chapitre premier. — <i>Les circonstances politiques et économiques antérieures aux essais de contingentement.....</i>	9
§ 1. Les Hollandais et le commerce des « Isles » dans la seconde moitié du xvii ^e siècle	10
§ 2. Les efforts de Colbert pour reprendre ce commerce au profit de la France. La Compagnie des Indes Occidentales. L'exclusif	14
§ 3. Organisation de l'économie franco-antillaise à la suite de l'exclusif.....	18
§ 4. Conséquences de l'obligation d'importer en France tout le sucre des Antilles.....	22
§ 5. Premières tentatives d'installations des raffineries coloniales.....	28
§ 6. L'activité de l'intendant Patoulet. Premiers résultats.....	32
§ 7. La campagne des Raffineries métropolitaines et l'arrêt du 18 avril 1682.....	37
 Chapitre II. — <i>Le projet de contingentement à l'importation des sucres raffinés coloniaux.....</i>	 43
§ 1. Protestations des colons contre l'arrêt de 1682. Le mémoire de l'intendant Patoulet à son successeur Bégon	44
§ 2. Le mémoire anonyme « Sur les Raffineries des Isles ».....	51
§ 3. La solution proposée par le mémoire et la notion de contingentement d'importation coloniale.....	55
§ 4. Les attaques des raffineurs et fermiers de la métropole	62

§ 5. Portée réelle du droit de 8 livres. Les arrêts des 21 janvier et 20 septembre 1684.....	65
Chapitre III. — <i>Autres tentatives de contingentement.</i>	
<i>Prospérité et déclin des Raffineries coloniales</i>	75
§ 1. Les demandes particulières d'exemption des nouveaux droits de l'arrêt du 18 avril 1682.....	76
§ 2. Résultats inattendus des arrêts de 1684.....	85
§ 3. Nouvelle offensive métropolitaine contre les sucres blanchis des Antilles. L'essai de limitation à la production des sucres terrés. L'arrêt du 20 juin 1698	93
§ 4. Ultimes demandes d'exemption des nouveaux droits	101
§ 5. Rejet des demandes. Installation définitive du pacte colonial	106
Conclusion	113
Pièces justificatives	123
Arrêts du Conseil d'Etat	145
Bibliographie	157

Bordeaux. — Imprimerie J. BIÈRE, 18, rue du Peugue. — 1935.
